

# NOIR & ROUGE

dossier :

4

...TRAQUE

REACTIONNAIRES

RESOLUMENT

mars-avril 87  
n° spécial 22 F



CHEMINOTS  
ETUDIANTS

AU MENU

SOMMAIRE

Le réveil du mouvement social? 3  
 La Farce tranquille 4  
 Etudiants :  
 Ce n'était qu'un début... suite? 6

**DOSSIER 7-40 :**  
 ... traque réactionnaires  
 résolument

◊ Réflexion sur l'extrême droite

- La nation, c'est quoi?
- Vieilles lunes
- La politique de l'Eglise catholique
- La pensée libertaire

face aux idéologies d'extrême droite

◊ Actualité de l'extrême droite

- Mais qu'est-ce qui fait courir Le Pen?
- RPR-FN : qui copie?
- Les rats à l'Université
- La planète des skins
- Culture skinhead :

guitares et manches de pioche

◊ Lutte contre l'extrême droite  
 (Questions-Réponses)

- ASPIC
- REFLEX
- PROLOS
- ARTICLE 31

◊ Petite biblio commentée

En vrac  
 Your attention please...  
 « Toxic grafity »

**NOIR & ROUGE ... Et oui on s'y abonne !!! ....**

6 numéros ..... 100F  
 3 numéros ..... 50F  
 soutien à partir de 150F.  
 (+ 10F pour l'étranger)

libeller les chèques à l'ordre de :  
**NOIR & ROUGE !**  
 et renvoyer le tout à notre adresse !!!.....



Rappel des dossiers des N°1,2,3:

N°1: Le syndicalisme dans la crise et la crise du syndicalisme.

N°2: Amérique Latine: émergence de mouvements à caractères autogestionnaires

N°3: Recherche révolutionnaires désespérément...

**DEBAT NOIR & ROUGE!**  
 " Cherche révolutionnaires désespérément...  
 ...Traque réactionnaires résolument "

Le Vendredi 15 Mars à 20H. à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris!



**Noir et Rouge**  
 Directeur de publication : M. Mauget.  
 Commission paritaire : en cours.

Imprimé par :  
 Impressions sociales alternatives,  
 44 rue Burdeau, 69001 Lyon.  
 Dépôt légal : à parution.  
 Rédaction, administration :  
 Noir et Rouge, chez Félix,  
 65 rue Bichat, 75010 Paris.

CCP - Noir et Rouge  
 020 11 85 F Limoges

# Le réveil du mouvement social ?

**P**ERSONNE, pas même les déclencheurs du mouvement, n'avait envisagé une grève aussi longue — la plus longue, en réalité, depuis la création de la SNCF en 1937 — malgré quelques signes annonciateurs, il y a quelques mois, dans la fonction publique. L'étonnement qu'ont suscité l'ampleur et la durée de la grève traduit une sous-estimation de la volonté de lutte des travailleurs. Le mouvement a pris de court tout le monde, mais particulièrement les centrales. Ainsi, au début, la CGT était tout à fait opposée à la grève. Elle fit même installer des piquets antigreve, soit qu'elle n'y croyait pas ou qu'elle considérait le mouvement comme une aventure, soit qu'elle ne supportait pas qu'il surgisse en dehors d'elle et qu'il avantage le Parti socialiste. Les deux sentiments étaient probablement mêlés. La CFDT, de son côté, prêta bien ses locaux; mais outre qu'elle sanctionna ceux qui, à ses yeux, avaient outrepassé leur mandat syndical comme Vitry, la fédé épousa plus ou moins l'orientation du Parti socialiste: bienveillance verbale envers l'action des grévistes, mais également compréhension vis-à-vis de la politique «anti-inflationniste» du gouvernement.

Est-ce à dire que le conflit s'est déroulé hors des organisations syndicales et contre elles ?

Les travailleurs rejetant les syndicats, l'axe essentiel de l'intervention politique des révolutionnaires devrait-il être désormais l'antisindicalisme théorique et pratique ?

Les intérêts politiques, le régime intérieur des centrales ont, certes, empêché le mouvement de donner tout ce qu'il aurait pu. Et cette idée commence à faire son chemin. Mais les cheminots, dans l'ensemble, n'ont pas remis en cause les organisations syndicales. A part quelques manifestations vraiment marginales, comme il y en a toujours.

Les deux coordinations — celle de Paris-région Nord et celle de Paris-région Sud-Ouest — représentatives à des degrés divers du mouvement de décembre-janvier, n'ont jamais agi comme si les organisations syndicales n'existaient pas. Les membres de la coordination Paris-Nord concevaient leur existence et leur action comme une forme de pression sur les fédés, puisqu'ils leur laissaient le rôle de négocier en leur nom. La coordination Paris-Sud-Ouest ne manifestait pas la même confiance, puisqu'elle voulait être associée dans la négociation aux fédés. Mais la coordination Paris-Sud-Ouest comptait un grand nombre de syndiqués avec responsabilités. Au lieu de dimension antisindical du mouvement, il faut plutôt parler d'une défiance, voire d'une méfiance envers les appareils. Cette constatation, replacée dans le contexte social, est d'importance: chute des effectifs syndicaux, crise du militantisme, etc. Les coordinations, qui tendent à se généraliser, ne sont pas une simple résurgence des comités d'unité d'action d'autrefois, comme l'a déclaré André Bergeron pour se consoler, lui qui nie la crise du syndicalisme. Elles ne sont pas non plus des entreprises machiavéliques manipulées par les «gauchistes», comme l'affirment certains leaders de la CGT. Représentatives des aspirations du mouvement, elles sont à la fois un produit de la crise du syndicalisme et de la volonté de contrôle des travailleurs sur la conduite du mouvement. Les coordinations ne peuvent être transformées en organismes permanents, comme le voudraient quelques-uns qui considèrent que les mouvements actuels ont une dimension essentiellement antisindical. Les coordinations ne peuvent qu'être éphémères. Elles réapparaîtront à propos d'autres actions, car elles sont dans l'air du temps. Elles continueront à poser problème aux confédérations.

**O**N a beaucoup parlé du caractère corporatiste et catégoriel du mouvement. Il s'est manifesté à plusieurs reprises pendant le conflit. On peut même être tenté d'écrire que le



mouvement fut d'autant plus fort qu'il fut plus corporatiste. La coexistence entre la coordination intercatégorielles de Paris-Sud-Ouest et la coordination de Paris-Nord ne fut pas sans nuages. Certains contacts furent même sans aménité. Les désaccords, plus ou moins avoués et camouflés, selon les phases de l'action, n'en existaient pas moins: rôle des fédés, revendications. Les agents de conduite ont craint que leur plate-forme, concernant essentiellement les conditions de travail, les profils de carrière et la grille des salaires, soit «noyée» dans les revendications générales et intercatégorielles (plate-forme du Sud-Ouest), et qu'ainsi, une fois encore, disaient-ils, une grève fourre-tout permette l'escamotage de leur propre action. D'un autre côté, des travailleurs de la SNCF n'étaient pas loin de reprocher aux agents de conduite leur particularisme. Cette situation revendicative qui fut difficile à gérer et qu'aucune déclaration révolutionnaire ne peut exorciser, se reproduira à la SNCF et dans d'autres branches. Situation revendicative pleine de contradictions et qui appelle une conciliation entre les revendications catégorielles et les intérêts généraux du mouvement social. Contradictions objectives, parce qu'elles dépendent des diversités professionnelles et des différentes modalités du travail, qui n'ont pas fini d'entretenir la polémique dans nos rangs.

**L**A grève des cheminots, malgré sa durée, n'a jamais posé les problèmes de société. Au moins directement. Elle n'était pas de nature révolutionnaire, comme le furent, à certains égards, les mouvements de 1968. Nous sommes dans une autre période, où les effets du marasme social et l'idéologie de la réussite individuelle sont très loin d'être dissipés.

Personne ne peut affirmer que nous sommes au début d'un mouvement qui va se développer rapidement et irrésistiblement. Sans parler du rapport satisfaction/durée de la grève qui n'est pas tout à fait favorable, ou des difficultés de mobilisation dans la fonction publique, on ne peut oublier le contraste du grand silence du secteur privé. Mais la soudaineté du réveil, l'invention de nouvelles formes d'autonomie, l'échec des tentatives gouvernementales et de la droite de dresser la population contre les grévistes révèlent qu'il se passe quelque chose, en profondeur, dans les masses.

Michel Ravelli (\*)

(\*) N'étant pas cheminot, je n'ai qu'une connaissance indirecte des luttes de décembre-janvier. Cet article n'a cependant pas été rédigé sur la seule base d'informations fournies par la presse. Ses sources principales proviennent de contacts personnels et d'interventions faites par des acteurs du mouvement (lors de deux assemblées de militants convoquées par le COJRA, *Courant alternatif, Lutter, Noir et Rouge* et auxquelles des militants de la Fédération anarchiste ont également participé).

# LA FARCE TRANQUILLE

**L'** ANALYSE des événements politiques qui se sont déroulés de mai 81 à nos jours conduit à mettre en évidence le rôle de premier plan qu'a tenu un acteur aussi central que méconnu : la classe de l'encadrement, les ainsi dénommées « couches moyennes salariées ».

Il ne s'agit pas seulement du personnel d'encadrement des entreprises capitalistes (les cadres : ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise), mais aussi de celui des appareils d'Etat, des professionnels de la vie syndicale et politique, des animateurs sociaux et culturels, etc., bref, de tous ceux qui, dans la division sociale du travail, se voient confier les tâches d'encadrement (d'organisation, de conception, de légitimation, de contrôle) des groupes sociaux, des pratiques sociales, des rapports sociaux, dont la fonction générale est d'assurer la reproduction globale du capital. C'est-à-dire, en fait, sa domination non pas sur le seul acte social de travail (et ses conditions matérielles immédiates : les moyens de production et de subsistance), mais plus largement sur la société dans son ensemble et à tous ses niveaux (économique, social, politique).

Si l'encadrement capitaliste se contentait de sous-traiter la domination du capital, il ne constituerait pas pour autant une classe à part entière, au même titre que le prolétariat ou la classe du capital. Il faut encore pour cela qu'il intervienne avec un projet politique propre au sein du procès qui le fait exister en tant que classe. Le projet politique propre de l'encadrement capitaliste réside dans l'étatisation du capitalisme. Le processus d'étatisation constitue la lutte de classe de l'encadrement capitaliste dans la mesure où, d'une part, ce processus lui assure la possibilité de réaliser ses intérêts fondamentaux et que, d'autre part, il constitue l'horizon ultime de son action, en lui ouvrant la perspective exceptionnelle d'accéder, pour une part d'entre elle du moins, à la situation de classe dominante.

La classe de l'encadrement capitaliste possède, en premier lieu, un intérêt fondamental, vital même, à la reproduction du capital en tant que rapport social puisque son existence et ses privilèges de classe (en termes d'avoir, de pouvoir, de savoir) sont tributaires de la domination de ce rapport sur la praxis entière, dont elle est elle-même l'agent subalterne précisément. C'est pourquoi il n'y a de salut historique pour eux que dans l'Etat, dont c'est précisément la fonction d'être l'ultime garant et recours de la reproduction du capital dans sa totalité, en tant que rapport social précisément.

Cette classe ne peut que constituer un support de choix pour le processus d'étatisation du capitalisme : dans le procès de reproduction, l'Etat représente en effet le moment de rationalisation, c'est lui qui tente de maîtriser les contradictions du capitalisme dans les limites mêmes du capitalisme.

La classe de l'encadrement capitaliste possède encore un intérêt non moins puissant à la « démocratisation » du pouvoir capitaliste qui va trouver, lui aussi, dans l'étatisation du capitalisme la voie de sa réalisation. Classe dominée par le capital, l'encadrement capitaliste subit les excès et défauts du pouvoir ; elle ne peut donc, elle aussi, que s'opposer à ce pouvoir, le critiquer. Mais simultanément, en tant qu'agent de ce pouvoir, l'encadrement capitaliste ne peut pas, contrairement au prolétariat, songer à mettre fin au pouvoir du capital en supprimant le rapport d'expropriation sur lequel se fonde ce pouvoir : il ne peut s'agir pour lui que de le « démocratiser », c'est-à-dire d'obtenir pour lui-même une « participation » au pouvoir politique, voire un « partage » du pouvoir politique avec la classe du capital. Cela peut notamment prendre la forme de la conquête par l'encadrement capitaliste de la position de classe régnante : de classe dont les représentants politiques occupent l'avant de la scène politique et les sommets des appareils d'Etat, qui vernant ainsi l'Etat en lieu et place de la

classe capitaliste, dont la position reste cependant dominante au sein des rapports sociaux de production et de la division sociale du travail. Mais cette revendication de « démocratisation » du pouvoir politique peut aussi prendre des formes plus radicales, lorsque le jeu politique de la démocratie représentative ne leur permet pas d'accéder à un rôle correspondant à son poids social. Dans tous les cas cependant, l'encadrement capitaliste met à profit sa monopolisation des fonctions de représentation syndicale et surtout politique de l'ensemble des classes dominées (et notamment du prolétariat). Par conséquent, si, en monopolisant les fonctions de représentation, l'encadrement capitaliste travaille à institutionnaliser les luttes des classes dominées en les intégrant à l'ordre étatique, cette modalité particulière de l'étatisation est encore une fois pour lui l'occasion de satisfaire l'un de ses intérêts politiques fondamentaux.

Ainsi, l'étatisation du capitalisme assure-t-elle la réalisation des principaux intérêts de classe de l'encadrement capitaliste. Aussi ce dernier en constitue-t-il le support actif en faisant de l'étatisation son horizon et son projet politique. Mais ce même projet d'étatisation peut donner naissance à des versions différentes voire radicalement opposées, entraînant d'après luttes à l'intérieur de la classe elle-même. La plus originale de ces versions est sans doute le socialisme, tel que le conçoit l'encadrement, soit comme une entreprise d'étatisation du capitalisme qui se donne pour un dépassement du capitalisme. Cette entreprise repose sur l'idée que l'on peut se libérer du capitalisme par l'Etat à la condition de libérer l'Etat du capitalisme, c'est-à-dire tout à la fois de l'emprise de la classe des capitalistes et des limites que la fragmentation du capital social (la propriété privée des moyens de production, la concurrence des intérêts particuliers au sein de la classe dominante) impose à la croissance économique et sociale.

La social-démocratie représente la forme la plus commune sous laquelle se réalise cette opération, en transformant la classe de l'encadrement capitaliste en agent de compromis entre le prolétariat et le capital, position politique qui correspond tout naturellement à sa situation intermédiaire entre ces deux classes. C'est précisément la monopolisation par l'encadrement capitaliste de la représentation politique au sein même des organisations de masse à base prolétarienne (syndicats et partis) qui lui permet de jouer ce rôle social et institutionnel, assurant l'intégration politico-idéologique du prolétariat au sein des appareils d'Etat (partis, syndicats, associations mais aussi école, assistance, santé, etc.) qui garantit son abandon de toute aventure historique au profit de la « sécurité sociale », l'encadrement capitaliste peut aussi se comporter alors en représentant politique du prolétariat auprès du capital, et arracher à celui-ci les réformes nécessaires à l'établissement du compromis en question ; ces réformes répondent essentiellement aux intérêts de l'encadrement capitaliste (« rationalisation » et « démocratisation ») tout en satisfaisant les besoins élémentaires du prolétariat (travail, logement, santé, éducation, etc.).

Si, au contraire, ne sont pas créées les conditions socio-économiques d'un Etat démocratique offertes au jeu de la représentation, alors la classe de l'encadrement capitaliste voit se fermer toute possibilité d'occuper une position politique majeure sur le plan institutionnel. Dans ces conditions, la classe de l'encadrement capitaliste ne peut espérer conquérir des positions de pouvoir dans et autour de l'appareil d'Etat qu'en radicalisant ses ambitions ; il ne s'agira plus pour elle de « partager » le pouvoir avec la classe dominante, mais de le conquérir intégralement en supplantant cette dernière.

La stratégie de la classe de l'encadrement capitaliste va consister alors à prendre la tête du mouvement populaire, autrement dit à en assurer l'organisation et à conquérir

l'hégémonie idéologique en son sein, en représentant ses intérêts de classe et le projet politique qu'ils inspirent, à savoir l'étatisation du capitalisme comme l'intérêt du peuple tout entier, et notamment du prolétariat : l'étatisation du capitalisme sera présentée comme son dépassement, donc sous la figure du socialisme. Et c'est en s'appuyant sur ce mouvement populaire, c'est-à-dire tout à la fois en l'impulsant et en le contrôlant, que les éléments radicaux de cette classe parviendront à conquérir le pouvoir d'Etat, à exproprier la classe dominante en étatisant

l'ensemble des moyens sociaux de production, donc à s'instituer en nouvelle classe dominante, assumant pour son propre compte le développement du capitalisme que l'ancienne classe dominante avait été incapable d'assurer. On aura reconnu dans ce qui précède une brève description du processus qui, en Russie comme en Chine ou au Vietnam, a abouti à la naissance d'un « capitalisme d'Etat ». Dans cette version radicale, l'étatisation du capitalisme apparaît comme le projet politique de la classe de l'encadrement capitaliste.

Alain Bihr



Le débat sur le livre d'Alain Bihr ne fait que commencer. Il n'est pas un de ces ouvrages qui laissent indifférent. Son principal mérite est de tenter une analyse fondamentale et sociologique de la réalité politique et sociale actuelle. Ça vaut déjà la peine de signaler l'entreprise. Le livre est plein d'aperçus intéressants et qui portent à réflexion. Mais, pour l'essentiel, il paraît peu convaincant. L'essentiel, c'est le rôle d'un nouveau larron — nouveau relativement, d'ailleurs — dans l'enjeu social : la classe moyenne salariée. Incontestablement, celle-ci est en plein essor, alors que les anciennes classes moyennes et la classe ouvrière au sens strict sont sur le déclin. La classe moyenne salariée se compte par millions en France. Ce développement est un phénomène social qu'il est impossible d'ignorer, à moins de sombrer dans l'exégèse et l'apologie des textes sacrés.

Mais de là à écrire, comme le fait A. Bihr, que la classe moyenne salariée a ou peut avoir un projet politique cohérent, il y a un pas que l'on ne peut franchir, car il mène dans une fausse direction. Pire même, dans une impasse. Pour plusieurs raisons, qui ne sont formulées ci-dessous que comme des remarques ou des interrogations :

1. La classe moyenne salariée a-t-elle une homogénéité suffisante pour avoir

un projet politique cohérent, elle qui est si disparate?

2. Autrement dit, quelles sont les frontières de la classe moyenne salariée, du côté de la classe ouvrière notamment? Comment la notion de commandement et d'encadrement, qui n'est pas aussi claire et opératoire que pourrait le penser l'auteur, peut-elle définir, dans ce cas précis, la frontière entre les deux classes?

3. Ne pourrait-on pas dire, précisément, qu'une partie de cette classe moyenne salariée est englobable sociologiquement et politiquement dans une nouvelle définition de la classe ouvrière au sens large du terme? Nous pensons aux techniciens, en particulier.

4. La classe moyenne salariée se répartit entre salariés du secteur public, salariés du secteur privé et salariés du secteur de régie. De plus, la classe moyenne salariée est bien, de toutes les couches de la population, celle qui vient ses votes et ses choix politiques le plus éclectiquement. Les ouvriers votent assez majoritairement à gauche, les grands bourgeois et certaines professions au centre et à droite. La classe moyenne salariée occupe électoralement tout l'éventail, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il est abusif de dire qu'elle est représentée par la social-démocratie sous ses différentes formes. On peut, certes, dire que le Parti

socialiste est très sensible aux mouvements et aux tendances qui la traversent et qu'il préfère mécontenter — le mot n'est pas trop fort — la classe ouvrière qu'indisposer la classe moyenne salariée. Il n'y a pas cependant un rapport mécanique de représentation entre la classe moyenne salariée et le Parti socialiste, bien que la percée du PS soit en concordance avec le développement de la classe moyenne salariée.

5. La classe dominante des pays de l'Est est-elle l'illustration du rôle politique et social que serait amenée à jouer la classe moyenne salariée, comme le pense A. Bihr? La classe dominante des pays de l'Est est d'origine, spécifiquement et typiquement, partisane. Et ce que l'on pourrait appeler dans ces pays la classe moyenne salariée est celle qui précisément donne du fil à retordre au Parti et oblige ses dirigeants à « libéraliser » ou à réprimer.

Cette petite contribution a été rédigée moins dans l'intention de polémiquer que dans celle de continuer le débat.

M. R.



# Ce n'était qu'un début ... suite?



**Q**UE reste-t-il du mouvement étudiant de novembre-décembre, en cette veille de printemps?

Lors de sa dissolution, la Coordination nationale des étudiants en grève avait avancé le projet de tenir des états généraux de l'enseignement supérieur. Ce projet répondait en effet au désir formulé par le mouvement de parvenir à une amélioration de l'Université, que le simple retrait de la loi Devaquet ne pouvait apporter.

Dans cette optique, un certain nombre de collectifs et d'associations devaient voir le jour. Ce fut l'expérience « Matière grise », qui devait tenter de se structurer nationalement et d'organiser un colloque le 17 janvier à la Sorbonne. Cependant, ce colloque fut l'occasion d'une première tentative (démasquée) de mainmise par une organisation politique — le PCF — sur le mouvement étudiant. D'où il résulta en partie une implantation limitée de « Matière grise » en région parisienne — contrairement à la province, où les clivages politiques sont moindres. Le développement de cette association dans des villes comme Metz (où elle regroupe près de 100 adhérents) correspond à la volonté manifestée par les étudiants d'élaborer leur réflexion sur l'Université en dehors de toute structure préexistante, notamment les syndicats.

Pour les mêmes raisons, nombre de collectifs se sont développés sur les campus, généralement structurés par UFR (unité de formation et de recherche), de façon à poursuivre le travail entamé par les commissions de réflexion apparues durant la grève (cf. NR3). Ces collectifs n'obtiennent malheureusement pas le succès escompté. Leurs participants et animateurs appartiennent généralement à des familles politiques : le PCF-UNEF-SE, qui s'investit massivement dans le travail de préparation des états généraux; les trotskistes (LCR), présents comme à leur habitude dans toute structure; ce qu'il convient d'appeler la « nouvelle génération de militants », à savoir les étudiants qui se sont investis dans le mouvement sans avoir particulièrement de passé politique; et des libertaires. Cette répartition dans les collectifs varie sur le plan local. Ainsi, selon les régions, trouve-t-on également des gens de PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire) ou de l'UNEF-ID (rares,

tout de même). Cette composition restreinte pose le problème de la légitimité du travail des collectifs, qui ne s'appuient pas sur une base massive. C'est pourquoi une semaine d'action — du 9 au 13 mars — devant se clôturer par la tenue d'assises locales de masse sera organisée dans chaque faculté. De ces assises locales ressortiront les thèmes à aborder durant les états généraux des 27, 28 et 29 mars.

Un comité de liaison nationale a été mis en place, et un secrétariat nommé pour s'occuper de l'organisation technique. Ce secrétariat doit prévoir et assurer l'accueil de 3 000 personnes à Paris-VIII Saint-Denis pour cette fin mars. Pour ce faire, une souscription nationale a été lancée, dans le but de récolter d'ici là les quelque un million de francs nécessaires à la bonne tenue de la réunion.

Cependant, si le côté technique semble satisfaisant, le plus grand vague demeure quant au contenu, aussi bien des assises que des états généraux. On risque ainsi de voir ces deux manifestations transformées en occasions de querelles politico-syndicales entre, d'une part, les deux UNEF et, d'autre part, les forces politiques les composant — et ce par manque de maturité de la réflexion étudiante.

Mais si ces états généraux risquent de ne pas déboucher sur de grandes initiatives au niveau de l'Université, ils n'en dérangent pas moins les pouvoirs publics. Ainsi, plusieurs étudiants de Saint-Denis et de Nanterre ont-ils été inquiétés par les services de police, sans autre raison compréhensible qu'une tentative d'intimidation relative à la préparation des états généraux. Le gouvernement, après avoir sous-estimé le mouvement durant les périodes de crise, semble maintenant le surestimer. On peut, en effet, envisager les états généraux comme une possibilité de remobilisation du mouvement étudiant et, pourquoi pas, des luttes sociales plus généralement... Mais à la condition qu'il dépasse l'état actuel de la réflexion. L'Université apparaît à ce jour plus efficace comme force de contestation que comme force de proposition.



Philippe  
(CLE-Nanterre)

DOSSIER

# ... TRAQUE REACTIONNAIRES RESOLUMENT

Réflexion sur  
Actualité de  
Lutte contre

} L'EXTRÊME  
DROITE

**C**E numéro de Noir & Rouge contient la fin du dossier paru dans le numéro précédent (janvier-février) sur les reconversions politiques et la contre-révolution idéologique (ne pas confondre les deux). C'est pourquoi, alors que NR3 s'intitulait « Recherche révolutionnaires désespérément... », NR4, principalement consacré à la lutte idéologique et pratique contre l'extrême droite, se nomme : « ...traque réactionnaires résolument » et comprend quatre parties :

- 1) une réflexion théorique sur les thèmes développés par la droite et l'extrême droite;
- 2) une série d'articles sur l'actualité de l'extrême droite et ses dernières manifestations les plus caractéristiques;
- 3) des interventions de camarades concrètement engagés dans la lutte contre l'extrême droite sur différents terrains, politiques et culturels;
- 4) une petite bibliographie commentée sur les questions traitées dans le dossier.

**L**ES numéros 3 et 4 forment un tout (quelques articles pourraient aussi bien figurer dans la première que dans la seconde partie du dossier, et vice-versa). Parmi nos (multiples) projets, nous avons celui de les réunir dans une brochure avec de nouvelles contributions et les quelques réflexions que nous aura inspiré l'ensemble. A bon entendeur...

## Réflexion sur l'extrême droite

## LA NATION, C'EST QUOI?

**L'** EXTREME DROITE, comme toutes les formations politiques, a subi des transformations imposées par l'évolution même de la société. Ainsi le Front national est devenu, comme tout un chacun, libéral en économie. Ce qui n'est pas forcément inconciliable avec un régime politique ultra-autoritaire et avec le maintien et la réaffirmation des constantes idéologiques et des mythes qui font la spécificité des extrêmes droites : la nation et la race.



Les extrêmes droites, en effet, se déclarent toutes nationalistes, au-delà de leur diversité. Pour les théoriciens nationalistes, la nation est la donnée naturelle de base à partir de laquelle se regroupent ou doivent se regrouper toutes les communautés humaines, la finalité de toute politique, la valeur suprême. Autant dire un absolu.

## Difficultés de définition

Tout cela va de soi pour les nationalistes. La nation est, cependant, très difficile à définir. Les uns y voient une communauté raciale; certains une communauté linguistique; d'autres enfin la définissent par le territoire, l'histoire et la volonté de vivre en commun.

La conception raciale ne résiste pas à l'analyse la plus superficielle : on ne pourrait pas en citer un exemple vraiment probant; existe-t-il une race française? La conception linguistique, pour n'être pas aussi fantasmagorique, ne vaut guère plus cher : la Belgique avec ses deux langues et la Suisse avec le français, l'allemand et l'italien. Alors, en dernière analyse, la définition par l'histoire et la volonté de vivre ensemble? L'emploi de ce critère, dont nous verrons plus loin les conséquences, est probablement le moins partial de tous ceux qui sont en général invoqués.

Les définitions ne manquent pas. La dernière en date, celle du petit Larousse, suffira : « Communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, religieuse, économique plus ou moins forte. » Les mots de la citation imprimés en italique montrent

bien le caractère approximatif, confus et aléatoire de la définition de la nation. Et, partant, de la nation elle-même.

La nation est, par conséquent, beaucoup plus une idée qu'une réalité concrète. Elle a, quand même, une existence sur un double plan :

- **Subjectif.** Elle inspire des comportements : le patriotisme sous différentes formes. Elle a, par cela même, un pouvoir intégrateur sur les consciences.

- **Sur le plan juridique.** Autant la définition existentielle de la nation est entourée d'incertitudes, autant elle est précise et claire pour le juriste : « Personne juridique formée par l'ensemble des individus régis par une Constitution, distincte de ceux-ci et titulaire de la souveraineté » (toujours le petit Larousse). C'est un ensemble de textes, acceptés de gré ou de force, qui définit la souveraineté et l'appartenance d'un individu à une nation, c'est-à-dire sa nationalité. Nationalité qui se concrétise administrativement par la possession d'une carte d'identité et d'un passeport.

## La nation-Etat ou l'Etat-nation

Ainsi, les nations n'existent pas par elles-mêmes. On est alors amené à se demander comment il se fait qu'elles se soient créées. « En remontant aux origines, on trouve toujours l'abdication des individus devant l'autorité », dit l'*Encyclopédie anarchiste* (1932). La conclusion de l'article de l'EA est que la notion de nation et celle d'Etat sont pratiquement équivalentes — l'Etat désignant l'instrument centralisateur de la formation de la nation, et l'aboutissement du processus qui marque l'achèvement de la communauté nationale.

Certains, en revanche, dissocient les deux notions. Ils le font en recourant à une argumentation qui sera examinée plus loin. Toujours est-il que la théorie de la nation-Etat convient parfaitement à l'histoire européenne. Les nations actuelles de ce continent ne se sont pas formées par consentement mutuel entre des communautés préexistantes. La formation de la nation française n'est qu'une longue histoire — commencée au XV<sup>e</sup> siècle et suffisamment connue pour qu'il soit inutile de développer — de bruits, d'intrigues, de fureur, de fer, de sang, de massacres de toute sorte, comme dirait Shakespeare. La Grande-Bretagne s'est formée approximativement dans le même temps et pratiquement sur un modèle identique, par l'asservissement des Ecossais, des Gallois et des Irlandais. Le tour de l'Allemagne ne viendra que bien plus tard, au XIX<sup>e</sup> siècle : elle s'est constituée « autour » de la Prusse, par la subordination de la Bavière notamment.

Aussi n'est-il pas exagéré de dire qu'il existe une loi générale de la formation des nations. Cette loi générale pourrait se formuler ainsi : la nation se forme par l'annexion pacifique ou guerrière — le plus souvent guerrière — d'autres communautés vaincues ou abdiqantes. En compétition ou en opposition avec une autre nation déjà formée ou en voie de formation : la France

## résolument

contre l'Angleterre et vice versa (la guerre de Cent Ans), l'Allemagne contre la France (à la fin de la guerre de 1870-1871, l'Empire allemand est proclamé dans le palais des Glaces à Versailles).

L'agressivité nationale s'explique ainsi aisément : l'existence de la nation repose sur un double processus dont les caractères autoritaires sont complémentaires — centralisation étatique à l'intérieur et hostilité vis-à-vis de l'extérieur.

Il existe, sans doute, des nations plus ou moins guerrières ou plus ou moins pacifiques en fonction de leur place sur l'échiquier diplomatique et économique. Il n'empêche que le sentiment national n'est que très rarement seulement l'amour du pays où l'on est né. Il s'accompagne presque toujours d'un sentiment de supériorité et d'intolérance vis-à-vis de l'étranger. On pourrait en trouver maints exemples dans les propos que différents nationaux tiennent à l'endroit d'autres nationaux, en particulier envers les nations du tiers monde et envers les naturalisés de fraîche date.

### La précarité de la nation

La nation, réalité «idéale» peu concrète, difficile à définir, est, en outre, perpétuellement menacée dans son existence.

1/ L'intégration n'est jamais complètement achevée, ni parfaite. De nombreuses nations ont à faire face à l'agitation de minorités régionales ou nationales. Ainsi, en France, les Corses, les Basques, les Bretons, les Occitans. En Belgique, les Wallons et les Flamands. L'Espagne est restée, sans parler du Pays basque, à bien des égards, «les» Espagnes. La Grande-Bretagne a toujours ses Ecossois, ses Gallois et ses Irlandais. On pourrait citer aussi des exemples tout à fait analogues dans les Etats-nations récents et pris dans le tiers monde : l'Algérie a ses Kabyles et ses Berbères, etc.

2/ L'immigration s'est étendue à toute l'Europe depuis que le capitalisme dans les années 50, pour ses besoins, a fait appel à la main-d'œuvre étrangère. La France aux Portugais, aux Maghrébins et aux Noirs; l'Allemagne aux Turcs, etc. Une partie de cette main-d'œuvre étrangère, les enfants en particulier, ne retournera pas au pays. Cela crée aux nations-Etats européens de nouveaux problèmes d'intégration et oblige à reconnaître que la réalité française, par exemple, est multiculturelle. Aux grands cris des nationalistes français qui reprennent le slogan réactionnaire et stupide : « La France aux Français », dirigé naguère contre les juifs. Rejet brutal ou assimilation autoritaire et selon les normes de la «francité», tel est le dilemme dans lequel les racistes et les nationalistes veulent enfermer les nouvelles populations.

3/ L'existence de classes sociales aux intérêts opposés ou divergents n'est pas le moindre facteur «perturbateur» de la cohésion nationale. Particulièrement depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : à la division verticale et hiérarchique de la planète entre Etats-nations s'est superposée une division horizontale et internationale entre classes antagonistes. Ces deux regroupements national et social sont en conflit permanent. Tantôt l'un prend le pas sur l'autre, tantôt c'est l'inverse. La lutte des classes, qui n'est pas une invention de Marx et de Bakounine, est un facteur destabilisateur de l'existence nationale. On peut aussi bien donner des exemples de solidarité internationale que des exemples d'aberration nationaliste de la part des travailleurs.

4/ Dans les pays de l'Europe occidentale, il semble bien que l'on assiste à un déclin progressif de l'idée de nation, malgré la réapparition du nationalisme. Déclin dont les avatars et les différentes phases sont principalement dus à des causes endogènes énumérées plus haut et désignées par les sociologues sous l'expression de « rupture interne de l'unité nationale ». Il en est d'autres qui, pour n'avoir peut-être pas la même

importance, sont souvent regroupées sous l'appellation d'« érosions externes de l'idée de nation » (*Encyclopaedia Universalis*). Quelques mots à ce sujet. Après la Première Guerre mondiale se sont constitués des organismes pour endiguer les effets pernicieux et dévastateurs des politiques nationales, telle la Société des Nations (SDN) créée en 1920 et remplacée en 1945 par l'Organisation des Nations unies (ONU). On pourrait en citer d'autres, moins planétaires, mais d'un genre analogue. Ces organisations établissent des chartes, des pactes, des accords destinés à limiter la souveraineté nationale, en principe en faveur de la paix et des déshérités. Bien entendu, il y a loin du principe à la réalité. D'autant plus que, en fait, ces organismes sont, pratiquement, au service des grandes nations.

### Les marxistes n'ont pas de théorie de la nation

Pour les marxistes de toutes tendances, la question nationale n'est qu'un élément d'une réflexion théorique dans l'ensemble de leurs préoccupations stratégiques. La question nationale est, par conséquent, subordonnée à la constitution d'un mouvement international. Ce principe n'a pas empêché les marxistes de s'affronter sur la question. Les uns, privilégiant les grandes nations capitalistes comme un cadre objectif adéquat à la construction du socialisme, éliminent ainsi toute sorte de revendications nationales. Tels furent, en général, les fondateurs Marx et Engels. Certains de leurs continuateurs, en revanche, comme Bauer en particulier — agissant dans l'empire multinational austro-hongrois — justifiaient les revendications nationales des peuples soumis à une ethnie dominante, et proposèrent de les utiliser, pour abattre en concordance avec le mouvement ouvrier le pouvoir bourgeois et capitaliste.

La fameuse discussion entre Rosa Luxemburg et Lénine sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reposait essentiellement sur l'opposition de deux visions stratégiques de la question nationale.

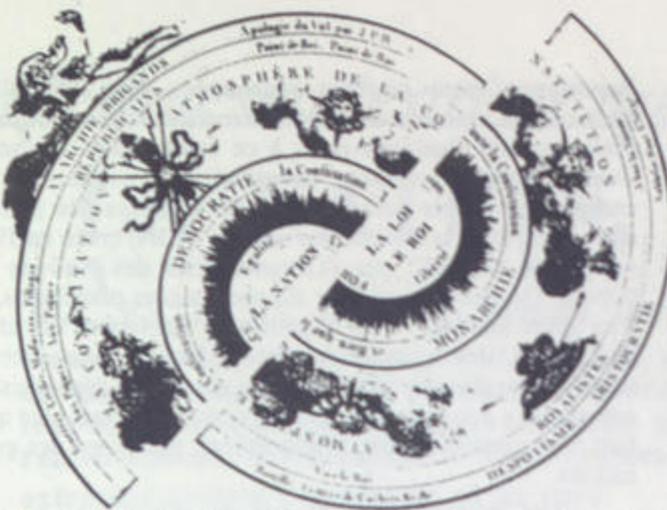
Les marxistes n'ont pas de théorie fondamentale de la nation. Leurs conceptions uniquement stratégiques les ont conduits parfois à des positions aberrantes, comme celle de Marx au début de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, où il soutenait le côté prussien parce que l'Allemagne réunifiée serait une puissance industrielle dans laquelle la classe ouvrière serait plus concentrée qu'en France. Dans le cas des nationalités et des minorités nationales européennes, Marx se surpassa en cynisme. Dans la *Neue Rheinische Zeitung* (1849), il exaltait le rôle civilisateur des Allemands en Pologne.

Les marxistes oscillent perpétuellement entre la condamnation de toute revendication nationale et la prise en charge des nationalismes les plus extrêmes. Comme le fit le PCF maintes fois au cours de son histoire, en fonction des intérêts de l'URSS.

### Nation-Etat, nation-culture : un point de vue anarchiste

Les anarchistes sont eux aussi divisés sur la question nationale. D'un côté, ceux qui pensent que la nation est inconciliable avec la lutte des classes et les principes de l'anarchie. De l'autre, ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'incompatibilité fondamentale. La plupart des grands théoriciens ont, sur cette question, souvent été obligés de réadapter leurs analyses; leurs œuvres fourmillent même de positions divergentes. La CNT espagnole refusa au nom de l'internationalisme que les colonies marocaines s'érigent en entité autonome. La Fédération anarchiste française défendit une position qui pratiquement revenait au même pendant la guerre d'Algérie.

Les désaccords portent principalement sur deux points, d'ordre beaucoup plus fondamental, et non seulement stratégique, comme c'est le cas pour les marxistes :



1/ La nature de la nation. Dans l'*Encyclopédie anarchiste*, déjà citée, l'auteur de l'article « Nation » établit un signe d'égalité entre nation et Etat. En conséquence de quoi, il rejette les revendications nationales. Les exemples sur lesquels il s'appuie sont évidemment tous européens. Et l'article a été écrit alors que le problème des nationalités ne se posait plus en Europe comme au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un temps aussi où la « Révolution coloniale » n'existait pas encore et où il n'était pas question des nationalités bretons, corses, basques et occitans.

Le problème doit donc être reposé. Et l'on ne peut attendre de l'histoire et des textes dits sacrés qu'ils permettent de résoudre tous les problèmes.

La théorie de l'Etat-nation ne serait qu'un alibi pour refuser les revendications et les luttes de libération nationale. Il existerait des nations sans Etat, et la nation, dans ce cas, se définirait essentiellement par la culture. On donne souvent l'exemple des nations indiennes parmi un certain nombre d'autres. La culture se traduit dans des coutumes, des conceptions dont certaines sont conviviales, mais dont d'autres se présentent sous les traits de règles contraignantes. Ces nations-cultures ne sont pas sans contrainte, ni autorité. Sans chicaner sur les mots, pour savoir s'il s'agit de tribus ou de nations, et à partir de combien de tribus on peut parler d'une nation, il ne faut pas oublier que celles que l'on cite en exemple se faisaient la guerre. Bien avant l'arrivée des Européens, il y en avait eu de sanglantes. Les Pueblos, qui furent vaincus par les Navajos, portent encore de nos jours les marques de leur défaite.

D'un autre côté, la décolonisation, sans exception, a bien conduit à la formation de nations-Etats. La loi de la formation de l'Etat-nation, évoquée plus haut, s'est pratiquement appliquée dans toute sa rigueur. L'Etat-nation algérien a imposé sur tout le territoire sa centralisation intégratrice, refusant notamment toute forme d'autonomie concrète à la Kabylie et aux communautés berbères. On pourrait citer d'autres exemples dont la répétition et la monotonie sont significatives.

2/ Les anarchistes condamnant les revendications et les luttes de libération nationale seraient attachés à un type d'universalisme abstrait, et d'internationalisme prolétarien eurocentriste qui les empêcherait de comprendre les spécificités révolutionnaires de la question nationale. Cette critique vise, de façon justifiée, ceux des anarchistes qui conçoivent le développement révolutionnaire et les modèles de société sur un mode uniforme. La négation de la diversité est évidemment contraire aux bases fondamentales de l'anarchisme : le fédéralisme est, d'ailleurs, la seule conception permettant de respecter la multiplicité des situations. Mais cela n'implique pas, comme le font certains nationalistes, de substituer à un type d'internationalisme abstrait et uniformisant une orientation idéologique et stratégique reposant essentiellement sur les luttes de libération : « Actuellement, deux lectures possibles du monde contemporain s'affrontent : l'une basée sur la réaffirmation des diversités et des spécificités culturelles, l'autre

## ... traque réactionnaires

s'appuyant sur une conception unifiante, simplificatrice et unitaire. » (Cité par Masloubiers pour résumer les positions de la *Federatio anarchisto-communista occitana*.)

Les deux schémas sont absolument inadaptés. L'un par son caractère européocentriste et hexagonal, le second à cause de la surestimation du caractère libertaire des cultures régionales et nationales. La vision des nationalistes repose souvent sur une conception positive de la diversité de la planète, mais aussi et surtout — ce qui relativise considérablement leur point de vue — sur la croyance qu'il existe une différence fondamentale entre nation-Etat et nation-culture. La marge entre la nation-Etat et la nation-culture est extrêmement étroite — la nation-culture se transformant facilement en nation-Etat, par transposition de l'autorité diffuse qu'elle secrète.

Cela n'est pas pour justifier l'attitude de certains anarchistes pendant la guerre d'Algérie et envers les mouvements nationalistes européens. Dans ces deux cas, il s'agit de communautés opprimées. Et pour participer à leurs luttes, il n'y a pas à rechercher on ne sait quelle garantie a priori pour que l'action ne débouche pas sur la création d'un Etat-nation. Il y a cependant, évidemment, à faire un tri dans les revendications.

La complexité de la période appelle l'élaboration d'une théorie anarchiste de la nation. La notion d'appartenance à une communauté peut commencer à fournir quelques éléments de réponse.

L'appartenance à une nation et l'appartenance à une classe ne définissent pas le même type d'identité. L'appartenance à une nation se fait par toute une série de médiations : la langue, l'histoire, le territoire, la culture laïque ou religieuse. Certaines de ces médiations sont transparentes — comme la langue, qui apparaît comme une réalité immanente à l'individu. L'histoire est une donnée plus opaque, comme extérieure à l'individu, transcendante. Quant à la culture, elle procède à la fois de l'immanence de la langue et de la transcendance de l'histoire. C'est dire que la culture ne définit pas seulement un rapport convivial et créatif avec la communauté, mais qu'elle impose aussi des rapports contraignants et arbitraires auxquels les individus doivent se conformer. Les anarchistes oublient souvent qu'ils ne luttent pas seulement pour une société sans classes et sans Etat, mais aussi pour une société dans laquelle l'individu existe.

Porteuse dans le domaine économique (production, répartition) de valeurs collectivistes, voire communistes, comme dans certains pays du « tiers monde » et quelques communautés régionales, la culture (nation-culture) définit de façon très stricte et étroite l'autonomie de l'individu. Il faut obéir à toute sorte de coutumes et de règles (vie sexuelle, rapports familiaux, mariages, croyances, etc.). Dans les nations-cultures, l'opinion impose une globalité totalitaire, comme dans l'Etat-nation. Il n'y a, certes, pas de hiérarchie ecclésiastique chez les musulmans comme dans l'Eglise catholique romaine. Cependant, la femme ou l'homme qui bravent les règles islamiques sont frappés d'inexistence (quand ils ne sont pas frappés tout court). Certes, comme disent les Kanaks, la terre appartient à ceux qui la travaillent ou l'utilisent, mais ils disent aussi que l'homme appartient à la terre. C'est la communauté qui définit l'identité individuelle.

L'appartenance à une classe, ou la conscience d'appartenir à une classe, est beaucoup plus transparente que l'appartenance à une nation. Elle est à la fois concrète, immanente et universelle.

Sans mettre le nationalisme des nations opprimées sur le même plan que celui des nations impérialistes, le nationalisme procède généralement de cet « appel de la transcendance » qui est une dimension essentielle de l'idéologie au sens péjoratif du terme, et contre lequel s'est constituée la pensée anarchiste.

Michel Ravelli

## VIEILLES LUNES



LE concept de « contre-révolution idéologique » laisse entendre que celle-ci serait le pendant (régressif) logique de son contraire, la « révolution idéologique ». Or, si l'on s'en tient à la définition généralement admise du mot « idéologie », on y trouve une connaissance ou une perception faussée, illusoire de la réalité, ce qui contredit la notion de « révolution » au sens où les libertaires peuvent l'entendre.

Mais en employant l'expression de « contre-révolution idéologique », on peut faire simplement allusion à l'offensive idéologique particulière de la période que nous vivons. Alors, force est de constater que celle-ci n'a rien d'original, qu'elle est, au-delà des formidables mutations subies par le système capitaliste en un siècle, un de ses traits les plus permanents; et il n'est alors pas inutile de rappeler l'enjeu de cette « contre-révolution », ou plutôt de cette offensive: la préservation des privilèges économiques et du monopole du pouvoir de la classe dominante.

La conscience qui naît d'une pratique sociale n'est pas nécessairement le reflet exact de cette pratique; elle peut être voilée, faussée. En d'autres termes, les individus, les groupes humains — ou les classes — n'ont pas nécessairement une idée exacte de leur rôle, de leurs intérêts.

L'idéologie est cette représentation faussée, ce reflet déformé par lesquels la conscience des hommes perçoit leur propre réalité, qu'il soit dans les rapports des hommes entre eux, avec la nature, avec le système politique et social dans lequel ils vivent ou avec leur propre histoire. Un pouvoir, une société ne peuvent être acceptés sans le consensus d'une grande partie de la population; la fonction de l'idéologie est d'obtenir l'acquiescement des opprimés. L'idéologie se voit ainsi assigner une double tâche :

◊ la dépréciation de la classe dominée, qui doit avoir d'elle-même une image partielle, faussée, qui confirme sa condition subordonnée;

◊ l'exaltation de la classe dominante à qui on doit fournir une bonne conscience à bon compte ainsi qu'une justification de sa domination.

Aujourd'hui plus que jamais, le contrôle des appareils idéologiques de la société est un élément capital de toute stratégie visant à maintenir le système d'exploitation. Peut-on parler de « contre-révolution idéologique » alors que, à l'évidence, le système capitaliste est une contre-révolution idéologique permanente?

L'arme absolue de cette contre-révolution est probablement l'idée selon laquelle la notion de classes antagoniques, de lutte des classes, est dépassée. C'est une idée qui flotte dans l'air depuis quelques années, y compris dans le discours d'une organisation syndicale comme la CFDT — du moins dans ses sphères dirigeantes. Ceux qui défendent cette idée s'appuient sur le fait que la classe ouvrière est en pleine mutation, ce qui n'est guère contestable, que les données avec lesquelles on peut définir la classe ouvrière ne sont plus les mêmes qu'il y a cinquante ans, que la distinction entre travail productif et travail improductif tend quelque peu à s'estomper. Pourtant, les mutations sont elles aussi une des données constantes du capitalisme. La seule mutation que le capitalisme ne fera pas de lui-même sera de s'auto-détruire, et tant que le salariat existera il y aura, n'en déplaise à certains, une classe ouvrière.

## La négation de l'antagonisme des classes

Une classe sociale parvenue au stade où elle est mûre pour assumer une position hégémonique, où elle a développé les bases matérielles rendant cette hégémonie possible, crée en même temps une idéologie justificatrice: elle affirme que la mise en place du système correspondant à ses propres intérêts coïncide avec les intérêts de l'humanité entière. Ainsi, dit Bakounine, la bourgeoisie d'avant 1789 était « forte du droit de tout le monde »; elle a réellement cru que son programme était « ni plus ni moins que l'émancipation intégrale de l'humanité tout entière » (*Lettre aux Internationaux du Jura*). Parvenue au pouvoir, la bourgeoisie ne se sentit plus menacée d'en haut, mais d'en bas, et vit « avec inquiétude poindre à l'horizon, comme une masse noire, ces innombrables millions de prolétaires exploités ». Elle avait en quelque sorte une avance chronologique sur le prolétariat en matière de conscience de classe. La dépendance politique et sociale du prolétariat constitue l'un des piliers du système d'exploitation sur lequel la bourgeoisie s'est appuyée à la fois pour justifier sa domination et pour nier l'existence de la lutte des classes. C'est ainsi qu'Augustin Thierry, l'historien de la Restauration, parle vers 1830 de « société homogène », signifiant par là que, puisque l'antagonisme entre la noblesse et la bourgeoisie a été supprimé, il n'y a plus d'antagonisme de classes, mais une société où existe « une seule classe de citoyens, vivant sous la même loi, le même règlement, le même ordre » (*Récits de temps mérovingiens*). Comme on le voit, les gens qui, aujourd'hui, développent le même genre d'idée en s'imaginant être en phase avec les « mutations » contemporaines du système capitaliste ne font en réalité preuve que d'un lamentable manque d'imagination.

## L'apologie de l'individualisme

Il n'y a pas de classes sociales, il n'y a que des individus libres devant la loi, libres de réaliser (ou de ne pas réaliser) leurs capacités, d'affirmer leurs talents. Bakounine avait rappelé dès 1870 que le « principe fondamental de la bourgeoisie, c'est précisément l'individualisme » (I, 217); et que ce principe, en niant les liens de solidarité qui se constituent dans la société,

livre le travailleur isolé au propriétaire des moyens de production, qui se retranche derrière la force de l'Etat. Il est intéressant de constater que la critique de l'individualisme aboutit inévitablement chez Bakounine à la critique de l'Etat. La liberté absolue de l'individu est une notion métaphysique qui ressortit de l'idéalisme et équivaut à la non-existence absolue. Ceux qui ignorent les lois naturelles et sociales de la solidarité et de l'interdépendance humaines pensent qu'il est possible et désirable de parvenir à l'indépendance absolue des individus. Une telle idée signifie en pratique la disparition de toute société : on peut le constater aujourd'hui même, où le développement frénétique des valeurs individualistes, de la compétition, qui est corrélatif avec la destruction des liens de solidarité sociales, s'accompagne du renforcement hystérique du pouvoir d'Etat.

Selon Bakounine, tout homme est à la fois producteur de la société et son produit, l'effet renouvelé d'influences multiples, physiques, intellectuelles, morales, provenant de son environnement. « La liberté, par sa nature même, ne peut être seulement individuelle, dit Bakounine; une telle liberté s'appelle privilège » (I, 187). La finalité de l'homme en tant qu'être individuel et social est l'humanisation progressive par le développement de la solidarité. Pour cela, il faut détruire les fantasmes de l'idéalisme religieux et philosophique, prélude à la destruction de l'organisation matérielle de la société d'exploitation.

#### La promotion sociale par le travail et l'éducation

Le troisième point d'appui de la « contre-révolution idéologique », en quelque sorte la résultante des deux premiers, est l'idée selon laquelle les plus défavorisés peuvent « s'en sortir » par le travail ou l'éducation. Dans le premier cas, on dit : que les chômeurs créent leur propre emploi, de petites entreprises. Et, dans le second : qu'ils s'instruisent, ils s'en sortiront. Je n'aborderai que le second aspect, de beaucoup le plus insidieux. Il n'est pas contestable que l'instruction soit un facteur important de promotion sociale et d'épanouissement individuel. Le problème est de savoir si elle suffit à transformer fondamentalement la société. Pour faire une société nouvelle, il faut des hommes nouveaux : il faut donc changer d'abord les hommes avant de transformer la société. Bakounine a fermement combattu les idéologues du socialisme bourgeois, selon lesquels il suffisait d'éduquer le peuple pour l'émanciper.

« Malgré tout notre respect pour la grande question de l'instruction intégrale, nous déclarons que ce n'est point là aujourd'hui la grande question pour le peuple. La première question, c'est celle de son émancipation économique, qui engendre nécessairement aussitôt et en même temps son émancipation politique, et bientôt après son émancipation intellectuelle et morale » (*Lettres à la Liberté*, juillet-août 1869).

Bakounine en réalité ne pose pas le problème sous la forme de l'alternative : changer l'homme ou changer la société. Ce sont bien les individus humains qui transforment la société, et en cela ils peuvent à leur niveau individuel travailler à se transformer eux-mêmes par l'instruction, la réflexion, en apprenant à connaître le monde qui les entoure et en se débarrassant de l'influence des idées dominantes. Mais la transformation du monde ne pourra se faire que par l'action collective, l'organisation et la lutte de ces individus. L'expérience de cette lutte, jointe à une réflexion sur son sens, finit par faire éclore la volonté émancipatrice. A contrario, l'absence de lutte, la mise en application d'une politique qui tend à privilégier l'action légale et parlementaire émoussent la volonté de lutte et d'émancipation. En ce sens, la « contre-révolution idéologique » résulte aussi de la politique des organisations se réclamant de la classe ouvrière qui ont, depuis plus de quinze ans, soumis, pour ne pas dire saboté les luttes ouvrières au profit de la politique de conquête

parlementaire du pouvoir, laquelle impliquait nécessairement des alliances contre-nature, des compromissions. Là n'est pas ce que Bakounine appelle le « socialisme vivant ». Le changement social se fera par l'homme — les travailleurs organisés — instruit par l'expérience de la lutte contre le régime d'exploitation. La véritable éducation du prolétariat est la lutte des classes; et la grève, une des formes de cette lutte, constitue dans le système actuel la meilleure école. Mais Bakounine sait bien que la misère ou le besoin ne suffisent pas à susciter la révolution : il faut aussi la volonté collective, cette « disposition collective du prolétariat » qui est toujours le « double produit de tous les événements antérieurs d'abord, et ensuite et surtout de sa situation économique et sociale présente » (IV, 64). Il y a constamment chez Bakounine une interrelation entre pensée et action, expérience et conscience, volonté et déterminisme. L'homme est un être qui pense, mais qui est aussi déterminé par son passé. Sa capacité de penser et d'apprendre le rend capable de réfléchir sur ses actions et par conséquent de peser sur les déterminismes, de modifier son cadre de vie. La transformation du monde est la synthèse de la faculté de l'homme à penser et à agir. C'est la résultante à la fois de sa réflexion sur ses actions passées et à venir (sa faculté d'apprentissage) et de l'action consciente et volontaire qu'il a sur sa pensée.



Il est évidemment contraire à la démarche libertaire de se limiter à ce qu'a pu dire un théoricien il y a un siècle pour faire la critique de la lutte idéologique menée par le capitalisme aujourd'hui. J'ai seulement voulu montrer ici :

- que Bakounine avait parfaitement saisi l'importance du problème, et qu'il l'avait analysé en des termes qui restent globalement valables aujourd'hui;
- que malgré les mutations subies par le capitalisme depuis un siècle, celui-ci reste fondamentalement le même, et de ce fait l'analyse de Bakounine encore actuelle. Cela dit, Bakounine ne faisait pas de la prédiction historique, et bien des événements sont survenus dont il ne pouvait pas deviner l'avènement.

Si on entend par contre-révolution idéologique que, depuis mai 68, il y a eu une activité particulièrement intense en vue d'affermir les valeurs bourgeoises, on ne peut que reconnaître la réalité de cette contre-révolution. L'analyse de ce phénomène montre qu'il est en proportion directe avec la débandade du mouvement ouvrier sur le terrain de la lutte, avec comme corollaire l'image faussée, décalée, que le mouvement ouvrier — et surtout ses « institutions » : syndicats, partis et associations — se fait de lui-même. Il serait important de déterminer les causes qui, au sein même du mouvement ouvrier, ont favorisé la déroute actuelle et permis le développement triomphant des valeurs de l'idéologie bourgeoise. J'en vois personnellement trois : la division du prolétariat international en partis ouvriers nationaux; les illusions parlementaires; la division du travail entre lutte politique et lutte économique. Trois points qui mériteraient d'être développés de façon approfondie.

René Berthier

résolument

# LA POLITIQUE DE L'EGLISE CATHOLIQUE

LES visites-spectacles du pape incitent nombre de non-croyants ou d'indifférents à se poser des questions quant à la politique de « l'Eglise romaine ». De récents sondages ont montré que la pratique religieuse recule en Europe occidentale dans des proportions importantes. Si 80 % des Français se disent « catholiques », par exemple, seulement 10 % des hommes et 16 % des femmes affirment avoir une pratique religieuse régulière; et, parmi eux, beaucoup ont une religion personnelle et ne croient pas complètement aux dogmes. De plus, le recrutement des prêtres est en chute libre. Ainsi, l'Eglise se désagrège-t-elle sans que les mouvements anticléricaux ou antireligieux y soient pour quelque chose — ou pour si peu...

Paradoxalement, l'Eglise apparaît comme le véhicule et le gardien de l'idéologie dominante de la bourgeoisie. Les « valeurs essentielles » de l'Occident servent de justification aux politiques de droite, tandis qu'une minorité de « chrétiens de gauche » s'efforcent de leur donner un sens différent, voire contraire, avec quelques résultats. Sur le plan politique, l'Eglise romaine est avant tout un « appareil » qui, même sans troupe, s'étend sur le monde entier. Cet Etat au fonctionnement théocratique d'un autre âge provoque l'admiration du monde. Son chef fait la leçon aux gouvernants, aux citoyens et prétend édicter la loi morale.

Les Evangiles disent que Jésus a déclaré sans l'ombre d'un complexe : « Je suis la Vérité et la Vie. » Lorsque l'on prétend représenter la Vérité, le champ de discussion qu'on ouvre est fort limité. Les catholiques possèdent la Vérité révélée par dieu, comme les marxistes la Science infuse (cf. *le Manifeste communiste*). C'est la même attitude de pensée. Les gens qui n'admettent point que leurs idées soient discutées, à plus forte raison contestées, ont tendance à systématiser les positions de leurs adversaires. Ainsi Jésus lui-même affirmait-il : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi. » Nous trouvons déjà les germes de l'intolérance dans les Evangiles — comme du stalinisme chez Marx.

## L'Eglise et les inégalités sociales

Au temps où l'Eglise voulait influencer le mouvement ouvrier apparut la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) qui devint ensuite la Jeunesse ouvrière chrétienne (pour faire croire qu'elle comprenait des protestants). Tous les jeunes sont embrigadés avec des chants... Les jocistes en avaient un qui disait : « Ne sais-tu pas qu'en Palestine, un dieu voulut être ouvrier?! Maniant l'outil de charpentier de sa main robuste et divine... » Le soi-disant « père » de Jésus était charpentier, et son fils travaillait avec lui. Voilà bien l'idéal petit-bourgeois de l'artisanat! Tandis que les théoriciens de la Révolution prolétarienne, tels Marx et surtout Engels, étaient des bourgeois, Jésus, lui, « maniait l'outil ». « Jésus le doux Nazaréen! Par sa mort brisa notre chaîne! Il a sauvé le genre humain! Vaincu la haine... » Face à ceux qui veulent libérer les ouvriers de l'aliénation, Jésus a déjà brisé nos chaînes. Il nous a sauvé de quoi? Tout est dit ici, où l'on nous démagogiquement avec le terme « libération » : l'ouvrier est libre grâce à Jésus; libre, non de l'exploitation, mais du péché!

L'équivoque entretenue par l'Eglise est constante : Jésus a vaincu la haine. Il ne faut donc pas haïr l'exploiteur, mais



l'exploitation... qui est provoquée non par la structure sociale mais par le péché. Une légende tenace prétend que le christianisme a joué un rôle essentiel dans l'abolition de l'esclavage, alors que la vérité est tout autre.

Après la « Libération » de 1944, *Témoignage chrétien*, organe de la Résistance catholique, aimait à reproduire en manchette la phrase de saint Paul (le vrai théoricien chrétien) : « Il n'y a plus ni juif, ni esclave, ni homme libre; nous sommes tous un dans le Christ Jésus. » Voilà encore l'équivoque, car saint Paul a dit aussi (Corinthiens 24) : « Que chacun demeure auprès de dieu dans l'état dans lequel il a été appelé. » Esclave tu es et tu dois rester, maître tu es et tu dois rester; vous n'êtes égaux que devant dieu. La morale bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle devait définir l'égalité devant la loi : égalité abstraite, qui ne tient pas compte des positions sociales.

Sur sa lancée, Paul ajoute (Ephésiens) : « Femmes, soyez soumises à vos propres maris »; ou « Esclaves, obéissez à vos maîtres selon la chair, avec crainte et tremblement... comme à Christ ». L'attitude sociale ainsi définie se retrouve aujourd'hui dans les conceptions de la droite. De l'acceptation par les exploités de leur condition naît le « bien ». Les exploités, quant à eux, doivent user de bonté, de charité envers leurs subordonnés. Mais rien ne les y oblige, sinon la morale. Dans la structure de la société, ils possèdent l'arbitraire et risquent seulement d'être mal jugés par dieu!

Depuis Léon XIII et l'encyclique *Rerum novarum*, les papes successifs ont opté pour une attitude doctrinale dite « sociale » adaptée aux réalités du système capitaliste. En fait, ils ont tenté de trouver une solution pour freiner sinon stopper la lutte de classes sans toucher aux droits fondamentaux des nantis. On a d'abord dit que l'appartenance de patrons et d'ouvriers à une même corporation était plus importante et déterminait plus d'intérêts communs que l'appartenance à une classe. On a même essayé d'esquisser le projet de syndicats mixtes — tout en déclarant prudemment que, pour l'instant, l'appartenance à un syndicat groupant uniquement des salariés était légitime... de même que le syndicat patronal. Au niveau ouvrier, on a créé dans les années 20 la CFTC qui, dans ses statuts, se déclarait pour l'application de la doctrine sociale de l'Eglise.

De multiples applications de ces idées furent tentées par la droite dès 1920 : le système des « corporations » du fascisme italien, la Charte du travail de Vichy, le capital-travail des gaullistes — toutes sans grand résultat. Il s'agissait de trouver une *via media* entre collectivisme et libéralisme; de rejeter, dans la recherche de solutions de justice sociale, toute action violente

et toute mise en cause radicale du droit des propriétaires. On s'orienta ainsi vers un « capitalisme populaire » associant dans la gestion de l'entreprise industrielle propriétaires, employeurs, cadres et ouvriers.

Comme le Christ dans les Evangiles, l'Eglise est très violente contre les riches; mais elle propose peu de solutions pour les empêcher de nuire, sinon l'appel permanent à leur conscience. Les inégalités existent dans la nature; elles sont donc dans le plan divin, qui réalise l'église parfaite dans l'autre monde. De plus, dans la nature, tous les êtres se mangent entre eux pour survivre : n'est-ce pas la preuve que la concurrence capitaliste est « naturelle »? Simplement, l'Etat, dont le rôle est de concilier les antagonismes, doit s'appuyer sur la loi morale (1) — comme l'écrivit Giscard dans *Trois Français sur quatre*.

#### L'Eglise et la démocratie bourgeoise

L'Eglise se voulant « universelle », elle ne peut se cantonner à des principes sociaux seulement applicables en régime de capitalisme privé, phénomène « occidental ». Elle manifeste un grand intérêt pour les catégories sociales ou les régions du monde en mouvement qui risquent d'échapper à sa juridiction idéologique et politique; c'est pourquoi, en France, elle ne peut suivre Le Pen dans ses actions contre les immigrés.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, Léon XIII avait réalisé que l'Eglise était trop impliquée dans les politiques réactionnaires. Pressentant que la bourgeoisie qui avait été révolutionnaire se trouvait dans les meilleures conditions pour défendre et utiliser les options de l'Eglise, il décidait qu'il fallait s'adapter au capitalisme naissant, et surtout accepter le régime politique basé sur la démocratie bourgeoise. Cela correspondait pour la France à la naissance d'un christianisme social, et surtout au ralliement à la République (1892). Ce ralliement selon Léon XIII reposait sur cinq thèses qui régissent toujours la politique de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, des Etats (encyclique *Au milieu des sollicitudes*) : - Obligation pour tous les catholiques de se soumettre toujours et totalement au pouvoir gouvernemental existant. - Condamnation morale de toute transformation violente présente ou future d'un régime; mais la stabilité d'un gouvernement remédie à son origine illégale. - Donc, appel à un passé illégal pour attaquer un pouvoir d'Etat établi est inadmissible. - Distinction entre pouvoir gouvernemental et législation : c'est le contenu de la législation qui est décisif pour juger un gouvernement, et c'est elle le véritable champ de la politique catholique. - Défense de la religion comme objectif ultime.

La reconnaissance de fait d'une forme précise de pouvoir interdit à l'Eglise tout jugement de principe. Aussi Pie X condamne-t-il le Sillon de Marc Sangnier, qui prétend confondre Eglise et option de gauche. Il condamne l'Action française monarchiste pour l'option inverse. En revanche, l'Eglise est prête à tout pour défendre sa position dans la société : traité de Latran avec Mussolini, concordat d'Empire (1933) avec Hitler; soutien de l'ouverture à gauche de la Démocratie chrétienne italienne en 1963...

#### L'Eglise face à l'Etat marxiste

La Pologne est traditionnellement catholique; et, face à la Russie orthodoxe surtout, la foi populaire s'est souvent confondue avec la revendication nationale. Alors qu'elle décline en Occident, l'Eglise est florissante en Pologne. Bien que l'Etat marxiste ait supprimé les écoles catholiques, exclu les religieuses des hôpitaux, interdit les mouvements d'action catholique, l'Eglise apparaît, en l'absence de toute liberté d'expression et d'association, comme la seule force d'opposition organisée. Après les événements de Gdansk, les luttes et la dissolution de Solidarnosc, dont le principal animateur brandissait le crucifix, il importe de savoir dans quel camp se trouve l'Eglise.

#### ... traque réactionnaires



Le 8 mai 1972, le cardinal Wyszynski, primat de Pologne, avait déclaré : « Nous ne combattons pas le pouvoir, mais ses abus. Nous contrecarrons l'athéisation forcée, la démoralisation de notre jeunesse. » L'Eglise serait donc d'accord avec le pouvoir communiste s'il avait, sinon une attitude chrétienne, du moins une neutralité vis-à-vis de sa propre action. Au cœur de la bataille sociale, dès le dimanche 17 août 1980, le même Wyszynski rappelle que la mission de la Pologne est de « travailler honnêtement, ne pas gaspiller, moins emprunter ». Car si elle ne peut désavouer les grévistes, l'Eglise a peur que ne soit enterrée la normalisation de ses rapports avec l'Etat, amorcée surtout par le voyage du pape, qui avait exhorté les catholiques polonais « à ne pas trop faire de politique ». Le 24 août 1980, M<sup>gr</sup> Kacmarek, évêque de Gdansk, fait lire dans toutes les églises de son diocèse un message qui dit notamment : « Les grèves ne servent pas votre bien, elles ne servent pas vos familles, elles approfondissent la crise... » Comme d'habitude, l'Eglise cherche l'alliance avec l'ordre établi, parce qu'elle est avant tout contre le désordre. Elle veut montrer au pouvoir communiste qu'elle peut lui être utile pour instaurer la « paix sociale ». Bakounine a mise en évidence la large similitude existant entre Etat et Eglise, en tous temps et en tous lieux. En Pologne, il existe deux Etats et deux Eglises, avec leurs « appareils » respectifs.

#### La théologie de la sécularisation

L'Eglise ne peut supporter l'existence d'autres églises se réclamant du Christ. Elle recherche donc l'unité avec elles — le concile Vatican II a réformé la liturgie dans ce sens — tout en gardant l'arrière-pensée de rester prépondérante. Ainsi elle monte ou aide à monter l'opération de la communauté prétendue protestante de Taizé, qui recherche des synthèses œcuméniques, alors que ses animateurs dépendent en fait de l'appareil romain.

Nombre de chrétiens et de catholiques « progressistes » au sens politique se sont réjouis de la laïcisation de la société, et de l'autonomie de l'Eglise par rapport à l'Etat. Cette non-intervention directe de l'Eglise sur le terrain politique a eu pour résultat immédiat de renforcer son contrôle sur la vie privée des individus. D'où les divers tabous sexuels affirmés, simples vœux pieux s'ils ne s'accompagnaient d'interventions auprès des Etats pour imposer une législation contre le divorce,





l'avortement, etc., même dans les pays où les catholiques sont très minoritaires. D'où aussi une défense de la famille dont le plus bel exemple fut la devise de Vichy : « Travail-famille-patrie », destinée à remplacer « Liberté-égalité-fraternité » au fronton des monuments. La lutte actuelle contre le contrôle des naissances et l'avortement, tellement anachronique dans les pays où l'on a faim, force les fidèles à « désobéir ».

Il existe dans la société une crise générale de l'Autorité, et l'Eglise en subit le contrecoup. (Le programme de l'extrême droite est à la fois basé sur la morale sexuelle de l'Eglise et sur l'Autorité à restaurer.) Mais dans un système où le pouvoir hiérarchisé, à la fois monarchique et collégial, n'est pas de nature démocratique, aucun recours n'est possible, et les crises d'autorité aboutissent à la désagrégation de l'appareil un peu partout. Les apparitions télévisées réussies du pape ne sont que des spectacles. Dans notre langage militant, nous dirons que la structure hiérarchique est de plus en plus coupée de la base.

### La théologie politique

J.-B. Metz, théologien allemand, a voulu réagir contre cette « privatisation » de l'Eglise en esquissant, avec d'autres, une théorie nommée « théologie politique », qui fait dépendre le bonheur des hommes promis par l'Eglise à la fin des temps non seulement de leur vie privée, mais aussi d'une responsabilité sociale et politique. Le Christ se trouve ainsi replacé dans une théorie évolutive de la société basée bien souvent, sinon sur une analyse marxiste, du moins sur une phraséologie utilisée par les marxistes et les humanistes matérialistes.

Depuis les diverses analyses scientifiques, la religion ne peut plus se dire « science universelle », et la théologie qui l'affirmerait serait en soi « totalitaire ». Si l'on admet — avec Metz — que l'homme transforme le monde et en fait « le décor de son propre jeu historique », le processus de domination technologique actuel rend possible une autodestruction biologique de l'humanité, mais aussi une autodestruction de la liberté par la fonctionnalisation des individus, la programmation de toutes leurs possibilités, l'étouffement de tous leurs rêves. Problème réel. Seulement, pour Metz, la domination technologique sur la nature doit déboucher sur la libération de l'homme et la paix dans le monde — grâce à une réhabilitation par le christianisme de la dimension politique que l'idéologie technocratique tend à nier parce que trop investie par des options irrationnelles. A partir d'une question pertinente, il réintroduit donc la notion d'irrationalité; il la réhabilite; mieux, il récupère au profit de l'Eglise une notion révolutionnaire. Son interprétation de l'Evangile, dont on devine bien les mobiles, tient de la haute voltige. Jésus a glorifié les pauvres en ce qu'ils sont pauvres. Non seulement il ne conteste pas leur état, mais il assure que c'est l'état le meilleur, en demandant à ceux qui ne sont pas pauvres de le devenir (ce que font les religieux, sans mettre le moins du monde en cause la société). Pour Metz, la

foi en Jésus est la foi en la libération de l'homme. De là à affirmer ensuite que ceux qui croient en la libération de l'homme sont des chrétiens qui s'ignorent, que seuls les chrétiens peuvent libérer l'homme, il n'y a qu'un pas qu'on veut nous faire faire.

Cette récupération implique le sacrifice d'une base fondamentale de la religion chrétienne, l'une de celles qui séparent le plus les chrétiens des matérialistes et des révolutionnaires. Dans le dogme catholique, l'homme a été créé libre, c'est-à-dire apte à choisir entre le bien et le mal. Sa liberté tient dans ce seul choix. Pour Metz, la liberté, c'est la libération des aliénations, ce qui est tout à fait différent. Toutefois, Metz estime que « la confrontation entre le christianisme et l'histoire moderne de la liberté ne met pas fondamentalement en cause le caractère institutionnel de l'Eglise ». Nous voilà rassurés.

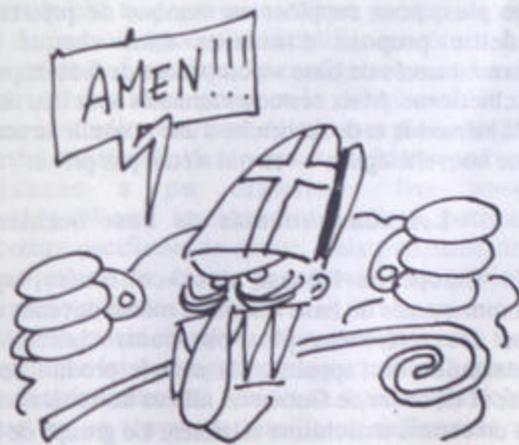
### La théologie de la libération

L'Amérique latine, région catholique, est on ne peut plus en situation « révolutionnaire ». En gros, 160 millions d'individus, dont les quatre cinquièmes ont moins de quinze ans et souffrent d'inanition. Parmi cette population qui compte un catholique sur trois personnes, la conscience révolutionnaire commence à naître, ou à tout le moins la révolte, parce qu'au moins 80 % des gens y vivent dans des conditions de sous-humanité, contre une minorité de privilégiés qui souvent détiennent le pouvoir politique. Là aussi, il y a peu de prêtres. Pourtant, l'Eglise utilise les neuf dixièmes d'entre eux pour servir la bourgeoisie — le dernier dixième étant admirablement au service des pauvres.

Attendus avec espoir, les papes (Paul VI et Jean-Paul II) en visite condamnent évidemment les riches et prêchent pour la « justice ». Mais ils recommandent au clergé proche du peuple de ne pas faire de politique (comme en Pologne), et au peuple de ne pas pratiquer la contraception, l'avortement, et surtout... la violence. Comme de vulgaires socialistes-démocrates, ils exaltent la « réforme graduelle et assimilable par tous ».

A l'assemblée de la conférence épiscopale latino-américaine réunie à Medellin (Colombie) en août 1968, un texte incroyable a été proposé... qui, réduit à néant par de multiples amendements, a pourtant donné naissance à la théologie de la libération. « Il n'est pas niable, disait son préambule, que le continent latino-américain se trouve en de nombreux endroits dans une situation de violence institutionnelle qui exige des transformations globales, audacieuses et urgentes. La réflexion sur la violence existe depuis longtemps dans le christianisme » (et le texte de se référer à *Populorum progressio*, encyclique de Paul VI en 1967 et thèse importante du concile Vatican II qui évoque les cas extrêmes où l'insurrection révolutionnaire se justifie).

Le texte final introduit la phrase de Paul VI : « La violence n'est ni chrétienne ni évangélique », et aussi — ce qui est



moins contestable — la notion de l'appui du peuple nécessaire à tout mouvement révolutionnaire, l'Eglise devant travailler à une « prise de conscience ». Comme d'habitude, l'Eglise évite toute analyse politique, et, finalement, on ne sait qui décide de la légitimité de la violence. Jésuistiquement, il est dit que la violence peut être légitime. Non qu'elle l'est. Les prêtres adeptes de la théologie de la libération, eux, se prononcent en général pour une participation de l'Eglise à la lutte armée où elle existe. Ils le font en général en dehors de l'appareil, ou même contre lui. De même, un jeune théologien péruvien, Gustavo Gutierrez, a tiré du texte de Medellín une théorie proche de Metz, en utilisant lui aussi une certaine analyse marxiste, et en opposant à l'appareil (la hiérarchie) « l'Eglise des pauvres, l'Eglise de la base qui est l'authentique peuple de Dieu ». Ainsi, le clergé et les fidèles qui se trouvent dans le peuple en arrivent-ils à contester globalement l'appareil et les institutions de l'Eglise — comme le franciscain brésilien Leonardo Boff, dans son livre *Eglise, charisme et pouvoir* qui lui valut d'être convoqué à Rome devant l'ex-Saint-Office, où on lui imposa une punition de « silence »...

Mais la hiérarchie cède de plus en plus aux pressions de la base, ce qui est nouveau. En mars 1986, Jean-Paul II a tenu une réunion de trois jours avec les évêques brésiliens. Il en est résulté une levée de la condamnation du P. Boff tandis qu'ont été précisés « les aspects positifs de la théologie de la libération ». De plus, le 5 avril, la Congrégation pour la doctrine de la foi (Saint-Office) a publié une instruction intitulée : *Liberté chrétienne et libération*, sur les thèmes de résistance passive, lutte armée et « amour de préférence pour les pauvres »; le P. Gutierrez a qualifié ce document de « positif »: la lutte armée y est admise, et l'Eglise a trouvé une nouvelle porte de sortie en mettant l'accent sur la « résistance passive ». N'a-t-elle pas triomphé récemment aux Philippines?



De plus, pour suppléer au manque de prêtres, le texte de Medellín propose d'instituer dans chaque paroisse de « communautés de base » composées de fidèles perpétuant une vie chrétienne. Mais ces communautés sont lieu de contestation de la hiérarchie et de recherche d'une nouvelle structure, peut-être d'une nouvelle église — ce qui n'était pas prévu.

#### Les communautés de base occidentales

En Europe de l'Ouest, des « collectifs », « groupes » ou « communautés de base » sont de même devenus après mai 68, avec des références plus ou moins claires, les lieux de contestation de l'appareil. Ils sont le produit des théories de Metz et de celles de Gutierrez, alliées au « phalanstère » de Sorel et à un certain anarchisme tolstoïen. Le groupe de base est, pour

nombre de ses animateurs, le lieu de méditation d'une appropriation libératrice du message évangélique. Il prétend passer d'un propos religieux spécifique à un propos politique. Au sein de l'Eglise considérée comme assemblée des chrétiens, (...) avoir une position contre-institutionnelle ». A notre sens, il est surtout une tentative de réformer l'institution, voire de la sauvegarder! Il s'agirait de modifier la demande de religion en demande de libération pour transformer l'appareil religieux qui, actuellement, ne peut fonctionner qu'« au profit de groupes socialement dominants ». Instruments de cette réforme, les chrétiens solidaires de la lutte des opprimés sont recrutés par ces communautés. Il n'y a pas rupture avec l'institution ecclésiale, puisqu'il est question de la changer, de résoudre la crise idéologique de l'Eglise, notamment sa perte de crédibilité. Mais on soutient qu'il faut aussi faire sa « conversion intime » — ce qui implique des méthodes psychanalytiques, également employées par Moon et d'autres, et une utilisation particulière du sacrement de pénitence; et ce qui rappelle les confessions publiques pratiquées dans les ordres religieux ou les autocritiques dans les PC. Ces initiatives peu connues du grand public (seule une émission de télé en a montré quelques aspects) impliquent aussi une vie, un travail et des ressources en commun — un peu comme dans un kibboutz.

Une seconde démarche identique à celle des sectes consiste à assimiler le groupe à la famille; et une « nouvelle » voie médiane en découle : face au socialisme et au capitalisme, il y aurait la communauté, synthèse de la liberté et de la vie basée sur les valeurs humaines. En son sein, l'aliénation engendrée par le travail, la propriété et l'argent aurait disparu (2); tout serait subordonné au bonheur obtenu par l'union des êtres. La solution générale proposée serait l'application de ce mode de vie et de ces principes à l'échelle des nations. La communauté va « au-delà de la lutte des classes » (« Communautés de base et contexte politique », in *Lumière et vie*, 1970). Tout cela ne vise qu'à canaliser les aspirations révolutionnaires éventuelles, pour permettre à l'Eglise de promouvoir une nouvelle manière de vivre dans la société, et ainsi d'opérer son rétablissement politique, en récupérant comme d'habitude des idées nées en dehors d'elle. La boucle est bouclée lorsque est défini le but ultime de ces regroupements : « Les classes dominées récupèrent l'institution religieuse. » Les récupérateurs ne sont pas ceux qu'on croit.

De par leurs activités et leurs structures, les « communautés ecclésiales » font-elles partie du « mouvement alternatif »? Laissons la réponse à celui-ci. Mais elles ont déjà créé des réseaux en affirmant : c'est cela l'autogestion, sans plus envisager, ou seulement de manière lointaine, un changement des structures de la société d'exploitation. Voilà bien la plus habile déviation des luttes sociales au profit de l'Eglise qui, tout en continuant à véhiculer l'idéologie dominante, parvient en même temps à paraître l'avant-garde révolutionnaire. Ceux qui luttent de l'intérieur pour liquider la hiérarchie veulent en fait sauver l'Eglise. Si ce n'était point le cas, on se demande pourquoi ils montreraient un tel acharnement à vouloir que le Christ soit le centre des révolutions, alors que, à l'évidence, ce but n'était pas le sien.

Guy Bourgeois

1) Les églises non rattachées à Rome prônent les mêmes conceptions. L'assemblée œcuménique d'Amsterdam de 1948 y ajoute la notion de « société de responsabilité », expression vague dont Rocard devait faire sa tarte à la crème.

2) De telles expériences sont à rapprocher d'initiatives du même genre nées dans le mouvement libertaire occidental. Mais toutes ces communautés ont plus ou moins échoué dans leur fonctionnement. Elles sont ou ont surtout été des structures sécurisantes face à la difficile lutte au sein de la société et de l'antagonisme de classes.

# LA PENSÉE LIBERTAIRE FACE AUX IDEOLOGIES D'EXTREME DROITE

**L'**EFFONDREMENT idéologique de la gauche et de l'extrême gauche en France

au cours de ces dernières années, sous le triple effet de la crise économique, de l'arrivée au pouvoir des socialistes et de la déconsidération complète du socialisme des pays de l'Est, place, paradoxalement, le mouvement libertaire ou plus globalement les idées libertaires dans une position difficile. Par son refus radical du pouvoir, par sa critique du marxisme et sa dénonciation quasi immédiate du socialisme d'Etat, l'anarchisme ne devrait pas, idéologiquement, souffrir du reflux d'un courant aux antipodes de ses positions. On pourrait même penser que celles-ci puissent enfin servir de cadre de réflexion et d'analyse pour tous ceux qui continuent de combattre l'ordre social actuel. En fait, les choses sont beaucoup plus compliquées.

Alors que la critique libertaire, diverse et multiforme, a contribué notablement, depuis une vingtaine d'années, à faire refluer des projets idéologiques jusque-là massivement hégémoniques à gauche, et à affirmer sa spécificité, tout se passe comme si ce devait être la droite et l'extrême droite qui puissent en profiter; non seulement en tentant d'imposer ses thèses et ses positions dans les appareils idéologiques, dans le champ culturel et intellectuel, mais aussi en s'emparant d'un grand nombre de thèmes et d'affirmations liés jusque-là au renouveau des idées libertaires, en les retournant contre nous.

Énumérons en vrac : critique de l'Etat et de la démocratie, dénonciation des régimes communistes, du capitalisme, des modèles culturels américains, prise en compte des différences ethniques et culturelles, affirmation de la vie et du désir comme base d'une transformation de la société, critique de la science et du rationalisme nés au XVIII<sup>e</sup> siècle, dénonciation de l'universalisme abstrait et unificateur, remise en cause de la morale judéo-chrétienne, de l'humanisme bourgeois, du «sujet» comme moyen d'asservissement à l'Etat, relativisation et critique du mythe de la Révolution française, dénonciation du mythe du progrès et du sens de l'Histoire, etc.

On pourrait ainsi énumérer longuement des thèmes plus ou moins importants, jusque-là liés au renouveau des courants libertaires, de la critique libertaire de la société et qui tendent à être repris par la droite et l'extrême droite.

Face à cette «récupération», les réactions du mouvement libertaire ne manquent pas d'inquiéter parfois. Tout se passe comme si, résignés depuis trop longtemps à être les franc-tireurs contestataires du mastodonte marxiste ou marxisant, ayant perdu l'habitude ou la force de nous retrouver en première ligne, de voler de nos propres ailes, d'exister autrement qu'en contrepoint de la vulgate de gauche et d'extrême gauche, nous étions conduits à nous replier nous aussi dans les fourgons de la gauche en déroute, en abandonnant sur le terrain armes et bagages.

Prisonniers d'une configuration politico-idéologique trompeuse, nous ne sommes pas loin de penser parfois que puisque tel ou tel thème peut être repris et défendu à droite et à l'extrême droite, c'est qu'ils posent problème, que peut-être nous avons été trop loin ou que nous nous sommes fourvoyés. Finalement, la démocratie, la défense de la science, des droits de l'homme et du citoyen, de l'économie libérale et sociale, du catholicisme lui-même, sous sa forme modérée et tolérante, ne sont-elles pas des valeurs à soutenir, dans la période troublée que

nous connaissons et puisqu'elles sont attaquées par l'extrême droite? Donnant raison à des historiens comme Sternhell (1), nous ne sommes parfois pas loin de penser, par-devers nous ou de façon plus explicite, que l'extrémisme de gauche, irresponsable et sans mesure, risque bien de rejoindre l'extrémisme de droite, de faire le lit du fascisme, etc., et que, parfois, la défense des acquis démocratiques, de l'ordre républicain, des libertés dites formelles constitue ce qu'il y a de mieux, lorsqu'on se veut responsable politiquement.

Je ne voudrais pas, par goût de la polémique, soutenir abstraitement la thèse inverse, dire que l'on doit toujours, quoi qu'il arrive, affirmer haut et fort des positions et des principes devenant à leur tour extrêmement abstraits, coupés de toute réalité. La lutte politico-idéologique a justement l'immense mérite de lier étroitement la critique intellectuelle à la réalité des choses. Pour reprendre notre vieil ennemi Lénine, on peut dire effectivement qu'une analyse doit toujours, pour être politique, être «concrète». Mais, justement, soyons concrets. S'il est nécessaire *parfois* de choisir son camp, de mettre une partie de ses idées dans sa poche, pour se battre aux côtés de gens avec lesquels nous ne sommes pas d'accord, dans une configuration politique qui ne nous convient pas — je pense aux années 30 ou à la période de la dernière guerre —, c'est aussi parce que les autres fois, *toutes les autres fois*, ce choix n'est pas nécessaire, sauf par habitude, par paresse d'esprit, lorsqu'on se contente d'un repérage politique grossier, superficiel.

La politique est une réalité et en ce sens elle a droit, comme toute réalité, à notre attention, à une condition cependant : ne jamais perdre de vue qu'elle est très loin d'être la réalité la plus importante; qu'elle tend, par raison d'être, par son inscription sur le terrain du pouvoir, à toujours simplifier les choses, à les faire rentrer de gré ou de force dans des configurations et des repérages rigides qui tendent à en gommer la complexité, le caractère multiple et contradictoire. Sans développer plus, que l'on pense à la diversité des réalités, des forces et des idées que l'opposition droite-gauche a pu organiser, lier ensemble : royalisme/république, fascisme/antifascisme, patriotisme de gauche contre pacifisme de droite, puis pacifisme de gauche contre patriotisme de droite, pour revenir au patriotisme de gauche contre pacifisme de droite...

Dès que l'on essaie d'analyser d'un peu plus près les réalités idéologiques que les repérages politiques tendent à recouvrir et à masquer, on doit se rendre à l'évidence. Le champ idéologique et intellectuel est un champ de bataille où s'affrontent, de façon

indépendante, un grand nombre d'adversaires et de positions, où les lignes de front sont multiples et changeantes, où l'identité des uns et des autres peut toujours varier avec le temps, brutalement ou insensiblement. Il s'agit d'une bataille souvent confuse, pleine de chausse-trappes, de retournements, de dérapages, de dérives et de voltefaces. Même les morts, eux qui n'ont plus à ajouter la moindre ligne à leurs écrits et à leur vie, n'en ont jamais fini de participer au combat sans que jamais on ne soit sûr de la place qu'ils occuperont, du camp qui les utilisera, comme si ce qu'ils avaient dit et fait était toujours à redire et à refaire, à trouver un sens toujours nouveau. Nietzsche sera-t-il un champion anarchiste ou fasciste? Marx, le porteur drapeau des opprimés ou la justification des oppresseurs? Proudhon, un fédéraliste anti-autoritaire, le royaliste des corps intermédiaires ou encore l'antisémite patriote et mysogine?

Idéologiquement, rien n'est jamais joué et la reprise par la droite et l'extrême droite d'un certain nombre de positions, de problèmes, d'analyses ou d'auteurs jusque-là discutés à gauche ou dans le mouvement libertaire n'a rien qui puisse nous étonner ni, surtout, justifier un repli frileux et défensif sur le minimum commun de la gauche et de l'extrême gauche, en abandonnant ainsi, sur le terrain idéologique, des positions que nous tenions jusque-là. On peut prendre deux exemples : la question des différences et des particularismes; celle du rationalisme et de l'antirationalisme.

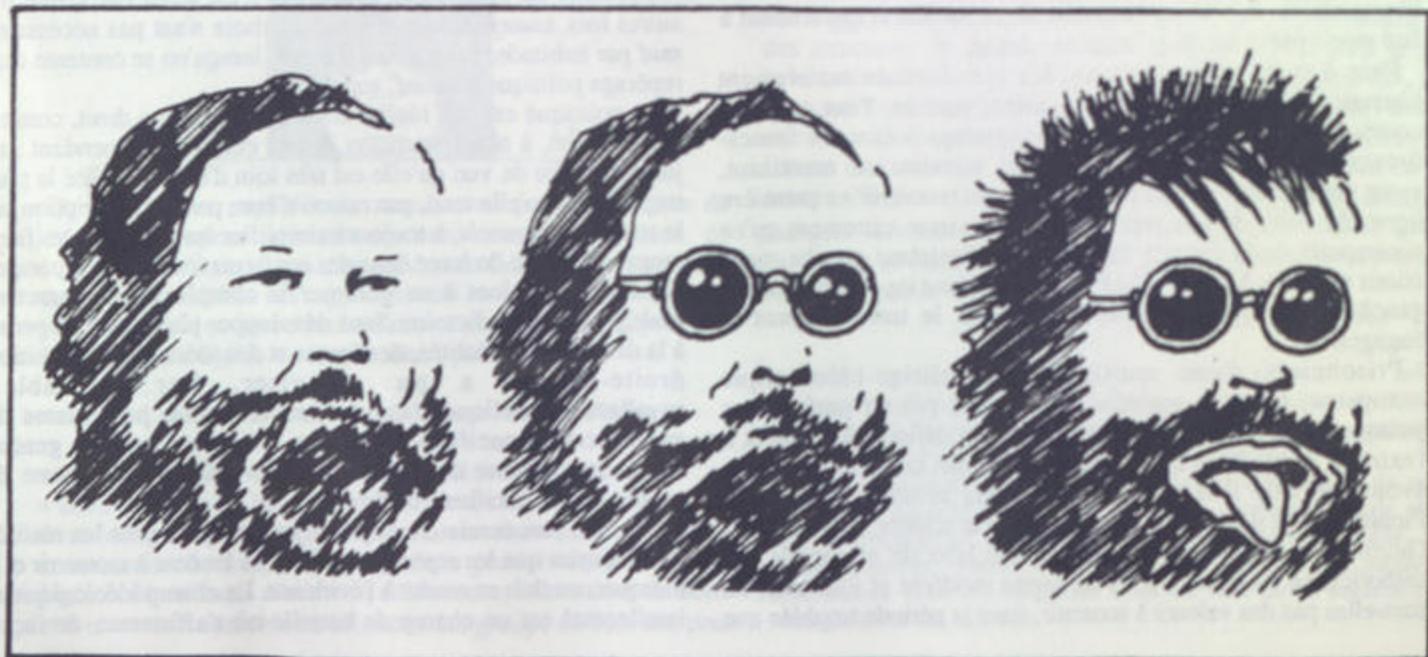
### Différences et particularismes

Le renouveau libertaire que nous avons connu depuis les années 60 est largement lié au développement de mouvements et de luttes partiels, particuliers : mouvement ouvrier, bien sûr, mais aussi mouvements régionalistes, mouvement des femmes, des homosexuels, des jeunes, antimilitarisme, écologie, etc. Mieux, ce renouveau doit beaucoup à l'affirmation radicale du particularisme et de la différence de chaque individu, de chaque situation individuelle prétendant affirmer sa propre identité face à la masse, aux grands conformismes culturels et de consommation. « Auto-organisation », « autonomie », « auto-affirmation » de « soi-même », décentralisation des luttes, nécessité de leur particularisme, de leur autonomie complète comme base du développement d'un mouvement de type libertaire, « faisceau d'autonomies » selon Proudhon (vous avez dit « faisceau »? demande l'imbécile) ont constitué les leitmotivs (encore!) de ces vingt dernières années. Il est significatif par exemple que le mouvement ouvrier et la lutte des classes aient

été conçus non plus, à la manière hégélo-marxiste, comme le moment dialectique du développement de l'Idée, de l'Humanité une et indivisible enfin en voie d'accomplissement (2), mais au contraire comme une lutte particulière, très importante, la plus déterminante peut-être, mais une lutte à côté des autres, devant se combiner aux autres.

Arrivent la crise économique, le chômage et la destruction industrielle qui disloque le mouvement ouvrier : le mouvement des femmes reflue, comme la plupart des autres grands mouvements nés autour de mai 68 : régionaliste, homosexuel, antimilitariste, écologiste, jeune... A l'inverse, racisme, identités nationales ou religieuses se mettent à occuper le devant de la scène; autres particularismes, autres différences, de droite ou d'extrême droite, cette fois, qu'un certain nombre de théoriciens s'empressent de justifier en reprenant à leur compte une partie des analyses « particularistes », « différentielles » développées à gauche au cours des années précédentes (3). Le monde est fait de « différences », « ethniques », « culturelles », « individuelles », nier ces différences est absurde, il faut les laisser s'affirmer, vivre leur propre vie, leur propre volonté de puissance... A gauche, et donc du côté libertaire, on ne manque pas de percevoir derrière tous ces discours habillés de neuf les vieilles rengaines racistes et fascistes où le « biologique » tend seulement à se camoufler derrière le « culturel » ou les « civilisations », et où l'inégalitarisme s'affirme, franchement cette fois, comme fondement incontournable de la réalité.

Comment allons-nous répliquer? En revenant au vieil universalisme « bourgeois » de l'homme abstrait, des « droits de l'homme » qui ont si bien servi au colonialisme, à l'exploitation de la classe ouvrière, à l'oppression des hommes sur les femmes, des vieux sur les jeunes? En revenant à l'autre universalisme, l'universalisme marxiste du matérialisme historique qui, au nom de la classe ouvrière, confie à l'Etat le soin d'incarner le bonheur et la vérité, et donc de l'imposer à tous? Certainement pas. L'universalisme libertaire n'a rien à voir ni avec l'universalisme « bourgeois » ni avec l'universalisme marxiste. Pour les libertaires, il n'existe, sauf comme mystification, ni d'Homme abstrait, inscrit dans le droit ou les Constitutions, ni de Sujet universel sommé de répondre présent par les commandements divins, étatiques ou moraux, ni de Sujet historique chargé d'accomplir la réalisation d'une humanité soi-disant à réconcilier. Pour les libertaires, il n'existe que des réalités concrètes (il n'y a pas plus réaliste qu'un anarchiste), individuelles ou collectives, porteuses, suivant les cas et les moments, de liberté et d'oppression, et qui, en se



développant, en se combinant et en s'opposant de mille façons, produisent ou des effets de liberté ou des effets d'oppression.

Mais si, contre les universalismes abstraits (4), nous pensons, avec un certain nombre de théoriciens de droite ou d'extrême droite, qu'effectivement la réalité est différence, multiplicité, en quoi notre perception de cette réalité est-elle différente justement de la perception de droite et d'extrême droite? Première question. Deuxième question : en quoi cette affirmation libertaire de la différence, du particularisme, de la multiplicité, est-elle porteuse, concrètement cette fois, d'un universalisme spécifique?

A ces questions on répond facilement dans la pratique, lorsque les faits parlent d'eux-mêmes, lorsque le jeu des forces et des agencements sociaux, économiques, politiques... tend à produire de lui-même des effets de liberté, une dynamique libertaire. Lorsqu'au contraire les forces du réel se composent autrement et tendent à imposer des machines de domination, des logiques oppressives et mortifères, la réponse, forcément beaucoup plus théorique (il faut bien mettre alors des mots à la place des choses) est plus difficile. Comme le dit Nietzsche à propos de dieu (5), il nous faut alors lutter avec la grammaire contre la grammaire, avec le langage contre le langage, instrument habituel de l'ordre et de la domination.

Nous ne sommes pourtant pas démunis. Stirner, Proudhon, Bakounine fournissent un grand nombre de repères théoriques, nés de la lutte et des bouleversements sociaux qui ont produit l'anarchisme; mais avons-nous eu le temps de relire ou tout simplement de lire Stirner, Bakounine, Proudhon et bien d'autres (6)? Soixante ans d'hégémonie marxiste n'ont-ils pas coupé depuis longtemps les fils qui devraient relier le renouveau libertaire de ces dernières années à la pensée initiale du mouvement anarchiste?

D'autres théoriciens se sont efforcés de développer, récemment, des analyses dont le caractère libertaire, s'il est ignoré de leurs amis potentiels, n'échappe pas à leurs adversaires (7). Je pense à Foucault, à Deleuze par exemple, à Bourdieu également, dans une moindre mesure. Le mouvement anarchiste, trop faible, trop racorni par une trop longue traversée du désert, aura-t-il l'énergie et le courage (il en faut) d'utiliser cette pensée libertaire moderne, de la sortir du ghetto intellectuel où elle est enfermée, de s'en faire des armes contre la réaction intellectuelle actuelle, d'éviter de se réfugier derrière les schémas éculés du « progressisme » de gauche traditionnel?

### Rationalisme et irrationalisme

La question du rationalisme et de l'irrationalisme constitue un autre défi significatif pour la pensée libertaire. L'irrationalisme est-il une caractéristique d'extrême droite, même lorsqu'il revêt les appareils de la science? Le rationalisme est-il un attribut nécessaire de la pensée de gauche, et, donc, de la pensée libertaire? Mais qu'est-ce que la Raison? Y a-t-il une ou plusieurs raisons? L'Histoire pèse ici d'un grand poids. Les références à la Raison ont constitué le signe de ralliement de tous ceux qui luttèrent contre les forces réactionnaires, religieuses, royalistes, des vieilles sociétés rurales traditionnelles. Les anarchistes ont participé à cette lutte, mais en combattant sur deux fronts : contre le vieil ordre traditionnel, en utilisant l'argument de la Raison, comme le montre l'école «rationnelle» de Ferrer et des anarchistes espagnols; mais aussi et surtout contre l'ordre moderne en train de naître (l'ordre de la science, de la raison d'Etat, de l'école gratuite et obligatoire pour tous, de la raison économique, etc.).

Leurs adversaires ne s'y sont trompés ni aujourd'hui ni hier. On connaissait déjà les attaques contre Proudhon, accusé d'avoir tout dit et le contraire de tout; contre Bakounine bien sûr, « le caractère pulsionnel, incohérent de ses écrits (8) », son refus de « toute réduction de l'histoire à la logique », son choix permanent « de l'instant et du risque au nom de la plus intense passion qui soit, celle de la liberté (9) ». « Bakounine brûle de passer aux actes; d'où des analyses rapides et escamotées (10) ». « Sa pensée manque de cohérence, elle n'est pas déduite : toute impulsive et explosive, elle est souvent motivée par l'opportunité des situations dont elle adopte la mobilité (11). »

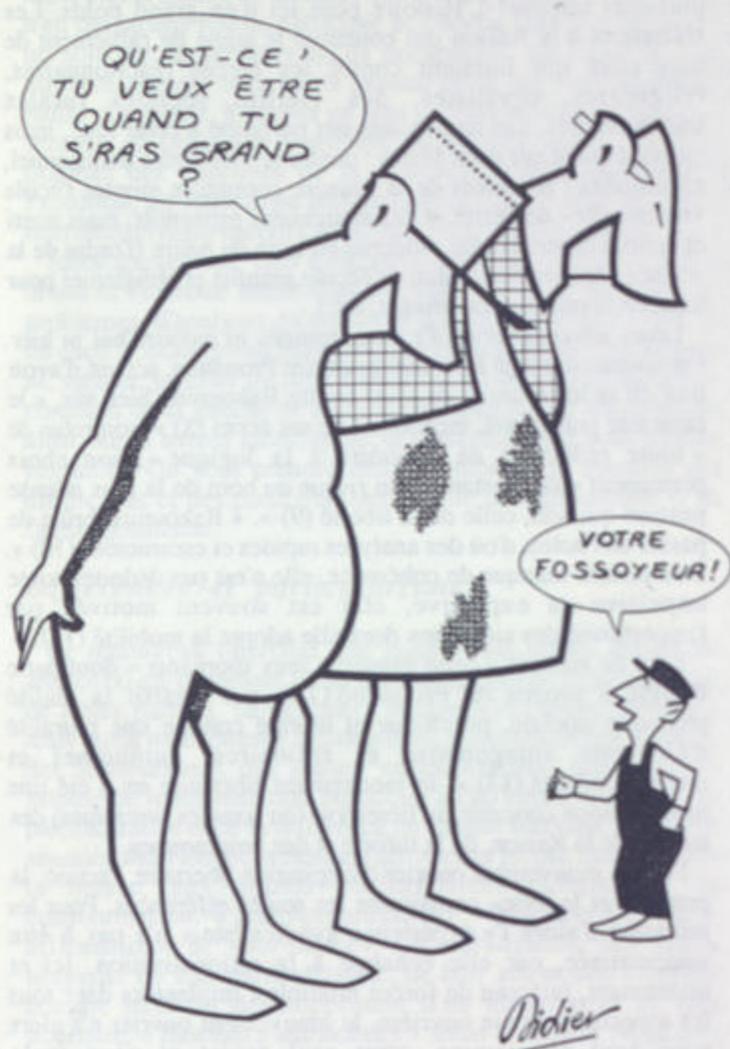
Loin de récuser « cette pensée à feux tournants » dont parle Bouglé à propos de Proudhon (12), qui « saisit la réalité physique, sociale, psychique et morale comme une pluralité d'éléments antagonistes et solidaires, autonomes et interdépendants (13) », le mouvement libertaire en a été une manifestation concrète, au désespoir (ou sous les sarcasmes) des tenants de la Raison, de la théorie et des programmes.

Pour le mouvement ouvrier d'inspiration libertaire, l'action, la pratique et la « vie » constituent les seules références. Pour les militants d'alors l'« expérience syndicaliste » n'a pas à être systématisée, car elle échappe à la rationalisation. Ici et maintenant, faisceau de forces multiples, implantées dans tous les aspects de la vie ouvrière, le mouvement ouvrier n'a alors pour seul programme, pour seul projet et pour seule justification théorique que l'affirmation de sa force, de sa diversité, de sa prétention à occuper toute la place, à imposer partout la réalité qui le constitue. Bergsoniens, nietzschéens,

### TANTE MILLY



proudhoniens, stirériens, bakouninistes sans le savoir ou avant de le savoir, les militants d'ajors, ouvriers ou non, à des degrés et sous des formes diverses, sont d'abord des ennemis des raisonneurs et des raisons, de tous ceux qui, au nom de la Raison ou de la Science, prétendent à la fois expliquer et se soumettre la réalité.



En effet, face à la Raison, celle qui s'est imposée chez nous depuis deux ou trois siècles, mais que l'on retrouve à l'œuvre partout où les sociétés à Etat se sont développées, on ne peut être qu'«irrationalistes» si l'on refuse l'ordre étatique. «Irrationalistes» dans le discours de la raison d'Etat, celui de la Science «royale» ou «impériale» dont parlent Deleuze et Guattari (14), «irrationalistes» dans son propre discours, comme affirmation de sa propre réalité. En ce sens, et par extériorité à l'ordre dominant, on risque fort de se retrouver, encore une fois, du côté de tous ceux qui, à droite ou à l'extrême droite, par nostalgie d'autres ordres plus anciens, ou comme porteurs de forces refusant l'ordre actuel, se trouvent, eux aussi, d'une façon ou d'une autre, «extérieurs» à lui, de l'autre côté de la barrière que trace cet ordre entre lui et «les autres». Faut-il alors, par peur d'une telle compagnie, refuser d'affirmer ce qui fait notre spécificité, nous rallier à la raison dominante, comme moindre mal? Politiquement, tactiquement, peut-être, parfois, comme on l'a vu au début de ce texte. Théoriquement, intellectuellement, certainement pas. Dans la mesure où cette Raison unique, qui prétend s'imposer comme la seule possible, être le seul rempart face aux forces obscures et dangereuses du réel, ne fait justement que mentir sur la réalité, lui imposer un carcan qui en nie la diversité, qui, par la ligne de partage qu'elle

trace, les pressions qu'elle exerce, contribue largement à produire l'obscurité des forces qu'elle combat et qui justifient si bien son existence.

Pour sortir du dilemme que nous impose l'ordre actuel — rationalisme ou irrationalisme —, comme pour tous les autres problèmes que pose le renouveau actuel des courants de droite et d'extrême droite, nous ne devons pas reculer, nous réfugier dans le vague ou le non-dit ou, pire, rallier le camp retranché de la soi-disant Raison. Nous devons au contraire faire un pas en avant; dénoncer hardiment le principe d'une Raison unique et universelle, affirmer nettement l'existence de plusieurs raisons, d'un grand nombre de «rationalités» possibles, combinées, emmêlées: des rationalités étatiques, capitalistes aux formes bien particulières (dont leur prétention à l'universalité); des rationalités fascistes, racistes, religieuses, inégalitaires, oppressives, sous d'autres formes, dans d'autres combinaisons; des rationalités libertaires, celles qui nous constituent, normalement, le plus souvent, bien que rien ne soit jamais joué, ou plutôt que la partie ne soit jamais terminée. Comment faire ce pas en avant? Comment, contre vents et marées, affirmer la spécificité d'un projet libertaire dont nous sentons tous confusément l'existence? C'est évidemment une autre paire de manches. Mais on peut bien rêver un peu.

D. Colson

1) Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, les origines françaises du fascisme, Seuil, 1978.

2) Rien de nouveau ici d'un point de vue libertaire. Rappelons que, de façon très significative, le dernier livre de Proudhon s'intitule *De la capacité politique des classes ouvrières*, un pluriel qui fait toute la différence entre la conception libertaire de ce que peut le mouvement ouvrier et celle des courants marxistes.

3) Cf. A. de Benoist.

4) Des «particularismes» en fait, s'érigeant en absolus universels, contradiction dans les termes, qui ne peuvent que s'entretenir indéfiniment ou opprimer les autres.

5) *Crépuscule des idoles ou comment philosopher à coups de marteau*, œuvres complètes, Gallimard, p. 78.

6) Desjacques, Cœurderoy, etc.

7) Cf. par exemple de Merquior, *Foucault ou le nihilisme de la chaire*, PUF, 1986, en particulier le dernier chapitre: «Portrait d'un néo-anarchiste»; mais aussi de J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, éd. de Minuit, 1984; de L. Ferry et A. Renaut, *La Pensée 68, essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Gallimard, 1985; de R. Boudon sur *l'Idéologie*, Fayard, 1986, etc.

8) «Bakounine», de W. Bannour dans *la Philosophie*, sous la direction de F. Châtelet, t. III, collection Marabout, p. 163.

9) *Ibid.*, p. 162.

10) *Ibid.*, p. 159.

11) *Ibid.*, p. 158. Dire que les tenants de la Raison et de l'ordre en train de naître ne s'y sont pas trompés, c'est, au-delà de leur malveillance ou de la bêtise fréquente de leurs analyses, reconnaître qu'ils ont «raison», qu'ils perçoivent bien l'antagonisme profond qui les sépare des théoriciens anarchistes (comme d'autres, «anarchistes» non patentés).

12) Cité par J. Bancal dans *Proudhon, pluralisme et autogestion*, t. I, Aubier-Montaigne, 1970, p. 27.

13) *Ibid.*, p. 26.

14) G. Deleuze et F. Guattari, *Mille plateaux*, éd. de Minuit, 1980, cf. en particulier le chapitre 12, «Traité de nomadologie: la machine de guerre», un des plus abordables (tout étant relatif).



## Actualité de l'extrême droite

# MAIS QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LE PEN?

**S**i quelque chose a changé sur l'échiquier politique de cette décennie, c'est bien l'émergence spectaculaire du Front national, à plus d'un titre révélatrice de la période. Sur le plan institutionnel, les années 70 — âge d'or de la bande dite des Quatre — se caractérisaient par un certain immobilisme en matière de représentation politique. Le début des années 80 fait brutalement basculer cet état de choses.

Si la période du Programme commun de la défunte Union de la gauche avait figé les rapports de forces politiques en deux camps, la gauche une fois au pouvoir et «contrainte» de jouer le jeu de la gestion «réaliste» du capitalisme assiste à la fragmentation du corps politique. En 1984, le PCF quitte le gouvernement, entérinant une situation de rupture larvée; RPR et UDF ne sont «unis» que sur un point : l'appétit de la revanche; à l'extrême droite, le FN rogne sur l'électorat de l'opposition d'alors. Gauche et droite sont divisées à l'intérieur de leurs camps respectifs. Tandis que le PC s'effondre d'autant plus spectaculairement qu'il se retrouve à égalité électorale avec le FN, le PS se confirme comme première formation politique du pays... mais sans alliés il lui est impossible de conserver le pouvoir. La droite française, convertie au libéralisme d'influence reaganienne, se retrouve ainsi majoritaire; mais, profondément divisée, tant sur le choix des têtes (combat des chefs, « syndrome de 81 ») que sur un véritable programme politique, qui brille par son absence...

Le phénomène Le Pen est un avatar de la remontée du discours réactionnaire. Produit d'un phénomène profond, il agit en retour sur celui-ci en donnant les moyens d'expression, un discours et un cadre politique spécifiques à des sensibilités ultra-rétrogrades. La représentation institutionnelle de l'extrême droite, masquée depuis 1945 par l'abstention ou diluée dans le vote utile pour des droites plus classiques, se révèle ainsi subitement, quarante ans après la défaite du nazisme. Le très vieux cheval de retour d'une bien longue traversée du désert se retrouve en position de rassembleur, non seulement de la famille de l'extrême droite, mais de tout un électorat potentiel jusque-là absorbé par le système politique traditionnel.

### méfiez-vous des imitations !!!



### Infiltration...

En 1981, quand Giscard est congédié par les urnes, le Front national est un groupuscule dont de nombreux militants d'extrême droite se sont éloignés pour cause de «ringardisme», préférant, dès le milieu des années 70, une stratégie d'entrisme et à long terme dans les partis classiques de droite : UDF, RPR, CNIP, clubs en tout genre... Le PFN (Parti des forces nouvelles), son principal concurrent, s'est largement dissous dans cette perspective, souvent avec succès. Paradoxalement, ces deux stratégies contradictoires — l'une d'isolement, l'autre d'infiltration — vont se combiner. De 1983 à aujourd'hui, le FN passe du stade groupusculaire à celui d'un parti implanté au plan national, notamment en profitant indirectement des graines semées par ses frères ennemis du PFN et autres «Occident chrétien» dans les rangs de la droite «démocratique».

Les passerelles entre droite et extrême droite sont en effet si nombreuses qu'il est parfois difficile de distinguer les uns des autres. Nous ne reviendrons pas ici

sur le rôle joué par des groupes d'influence tels que le club de l'Horloge, laboratoire d'idées d'une droite mise à mal par Mai 68. Or, l'arrivée de la gauche au pouvoir sonne l'heure des grandes recompositions internes pour la droite. Le processus, déjà amorcé depuis des années, s'étend et s'enracine lors de la cure d'opposition. De véritables bouleversements ont lieu durant les cinq ans qui suivent : «droitisation», montée des jeunes loups (Madelin, Robert, Longuet, Devilliers, Devedjian, la « bande à Léo » — ex-PFN). A partir des municipales de 1983 (Dreux), le FN profite d'un travail de sape dont il recueille les fruits. Les trois années suivantes voient des sections entières de l'UDF ou du RPR, des notables basculer chez lui. Car Le Pen « dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas »... Ce « tout le monde », en l'occurrence, est essentiellement la vieille droite profonde, enfin libérée de ses complexes.

### La droite «molle»

En effet, tout «droitisés» qu'ils sont, l'UDF et le RPR ne peuvent pas tenir tout à fait le discours de Le Pen. La droite est encore marquée par le gaullisme, la Résistance — au moins pour la forme. Elle vise à conserver son électorat modéré et les indécis, d'autant plus que ces derniers sont l'objet des convoitises tenaces d'un PS visant la majorité absolue; mais, dans le même temps, elle tâche de récupérer ses électeurs «durs» perdus au profit du FN.

Or, pour exister politiquement, il faut savoir à la fois se différencier et se rendre indispensable. Du groupe issu d'Ordre nouveau au mouvement presque respectable et banalisé d'aujourd'hui, le FN n'a jamais épargné la « droite molle », accusée de mener une politique proche de la social-démocratie. Encore moins qu'hier, le Front ne peut se permettre d'avoir une image de suiviste par rapport à la nouvelle majorité. Mieux : il doit désormais faire ses preuves, montrer son utilité au risque de perdre en 1988 des électeurs fraîchement conquis. Haro, donc, sur la droite « molle », « laxiste »... Suite aux derniers conflits sociaux, Le Pen n'a pas manqué de signaler combien Chirac avait failli à ses engagements en



reculant sur la loi Devaquet, en « mettant en veilleuse » le projet de réforme du Code de la nationalité, en n'étant pas plus ferme avec les grévistes de la fonction publique.

Les premières années du giscardisme ont accentué cette image d'une droite lorgnant vers le centre. Cette stratégie n'a pourtant pas empêché la division et la défaite de mai 81. C'est donc sous le règne de la gauche que va mûrir et se développer l'attraction du FN, regroupant les « déçus » d'une société en mal d'« identité ». Le Pen va rassembler la France réactionnaire. Mais, à la différence de l'aventure poujadiste, il ne s'adresse pas seulement au dernier carré des petits commerçants, et son



« programme » ne se résume pas au réflexe « antibureaucratique », contre la fiscalité, etc. De même, son public ne se résume pas aux caricatures — hélas, toujours vivantes — de l'extrême droite aux crânes rasés : la « France de Le Pen » est plus multiforme. Ces éléments y sont présents, mais intégrés dans un discours global, dans une sociologie « ordinaire » et mélangée de l'électeur FN. Le Pen rassemble les « laissés-pour-compte » de la droite « molle », les « déçus » ou hier indifférents du jeu politique. Il réveille le nationalisme mis à mal par le capitalisme mondial. Il ressuscite un vichysme jamais vraiment terrassé. Pas étonnant, dès lors, qu'il ait « réintroduit Dieu dans la politique » en s'appuyant sur le levier réactionnaire religieux dans la société. Ici, « Dieu » est évidemment sous sa forme intégriste et sectaire, puisque même l'Eglise mooniste est de la partie.

Bien que son électorat ait d'abord été assis par les thèmes de l'immigration et de l'insécurité, la défense de l'ordre moral, de la famille se retrouvent tout naturellement en bonne place parmi les préoccupations du FN.

### Le Pen rassembleur : un nouveau Doriot ?

Alors que le Front national a jusqu'ici stabilisé son électorat, que les législatives de 1986 lui ont permis d'être

représenté à presque tous les niveaux de la politique, on constate un important décalage entre ses capacités réelles de mobilisation et son audience aux urnes. Cela ne doit pas être compris comme une (bien maigre) consolation, mais plus comme les limites de la dynamique propre du FN, au moins jusqu'à présent. Parmi les principales raisons de ce phénomène : difficulté d'imposer des cadres locaux qui soient de véritables figures; double tranchant du culte de la personnalité (entretenu autant par idéologie que par nécessité : c'est Le Pen qui rassemble, non le FN); difficulté de politiser l'électorat nouveau, étranger aux traditions de l'extrême droite et à ses vieilles querelles; difficulté de transformer le vote Le Pen de ras-le-bol en un comportement positif, moins ponctuel, discipliné.

Qui sont-ils, ces électeurs? On a évoqué un transfert de l'électorat du PCF qui, déçu par les errements du Parti et fatigués par ses impasses politiques, aurait — la crise aidant — basculé en masse à l'extrême droite. Les « coups » tristement médiatiques (bulldozer de Vitry, campagnes « antidrogue » de délation, etc.) dont est responsable le « parti des fusillés » accréditent cette thèse, comme le national-chauvinisme du PCF (« Fabriquons français » et autres coco-ricos)... On aurait pourtant tort de voir dans l'« effet Le Pen » un phénomène de type doriotiste. En premier lieu, l'ancien député poujadiste ne vient pas du mouvement communiste; à la différence du célèbre

# résolument

maire de Saint-Denis, son passé (notamment la guerre d'Algérie) ne pouvait donc pas lui permettre d'attirer une frange massive de l'électorat communiste.

Pour l'électorat gagné au RPR, à l'UDF, les problèmes entre droite classique et extrême ne se posent plus en termes historiques (collaboration durant la guerre, rupture avec le gaullisme...), mais en terme d'«efficacité» conjoncturelle : montrer le mécontentement et/ou donner aux hommes de Le Pen, jugés plus «intègres» et moins marqués par la démagogie, les moyens d'appliquer une politique plus dure. Différence donc, pour ces électeurs «consommateurs», non de nature, mais de degré dans la mise en œuvre d'une politique. Rien d'étonnant à ce que RPR et UDF ne désespèrent pas de les regagner dans une période plus favorable.

Un autre point notable est la diversité sociologique de l'électorat FN : il couvre toutes les catégories «socioprofessionnelles». Une part importante est populaire, ouvrière — encore que l'on note une plus forte proportion de cadres supérieurs et de professions libérales, comparée aux moyennes nationales. Le Pen va donc plus loin que Pougade, pour la simple raison qu'il s'installe dans différentes classes de la société.

Le ciment d'un électorat aussi diversifié peut se résumer à l'utilisation musclée des thèmes de l'immigration et de l'insécurité. Les réflexes «petit Blanc», révélés ou exaspérés par la crise, trouvant là l'occasion d'une expression débridée, jouant sans



complexes sur les sentiments anti-Arabes, la xénophobie et les vieux comportements antisémites. L'administration judiciaire est accusée de freiner l'action de la police, donc de justifier l'«auto-défense» des braves citoyens. C'est à partir de ces deux poutres maîtresses que se construit l'édifice politique de Le Pen : un ultralibéralisme, agressif et répressif, inspiré des modes/modèles venus d'outre-Atlantique (et souvent véhiculés sous une forme idéalisée). Le Pen n'a pas, en tant que tel, un «double langage», mais au contraire le souci constant de parler aux uns et aux autres, de faire vibrer la corde sensible où et quand il faut : ne pas se couper du noyau dur, attaché aux traditions, à l'histoire de l'extrême droite; et surtout conserver l'électorat, militants, sympathisants transfuges des grands partis de droite.

Cette double politique d'ouverture-rassemblement et d'enracinement ne doit pas masquer la nature profonde du Front national. Ce parti est bien l'expression d'un fascisme contemporain, débarrassé (au moins en surface) des casseroles et du folklore néo-nazis et jouant sur une stratégie jusqu'ici parlementaire et légaliste, sur une intégration à la vie politique institutionnelle : le FN et son président sont en quête de respectabilité, ils doivent éviter les images — persistantes — qui effraient. Nous n'avons pas affaire à une droite «populiste et autoritaire». En tout cas, ces qualificatifs ne suffisent pas. Sinon, comment expliquer l'obstination à éviter toute condamnation claire du fascisme historique, la volonté de tenir compte des «thèses» révisionnistes de Faurisson et Roques (négation de l'Holocauste), les liens avec des mouvements ouvertement néo-fascistes comme le MSI (Italie), Fuerza nueva

(Espagne), la secte Moon, et les différents courants «anticommunistes» dans le monde? Sans oublier que Le Pen, décidément très cohérent avec ses idées, analyse le nazisme comme le produit d'un phénomène de masse «somme toute démocratique»... Sans oublier les thèmes chers aux Chemises brunes d'autrefois : les races et l'intelligence; la mystique guerrière, virile et celtique («Je suis blond!»); la condamnation de la liberté sexuelle; ou les mots clés utilisés à bon escient dans les meetings : «le peuple fondamentalement sain», les «faisceaux»... Bref, tout un attirail de formules que son auditoire sait tout à fait décoder. Pourtant, s'il y a filiation historique, ce serait une erreur de ne voir dans le FN qu'un simple ramassis de nostalgiques. La quincaillerie nazillonne est davantage le fait de «droitistes» du



type FNE (ex-FANE), MNR, Parti national français. L'aspect «contemporain» du néo-fascisme FN se situe dans l'adaptation de son discours aux nécessités du capitalisme moderne; alors que ses tristes prédécesseurs italiens et allemands étaient farouchement étatistes, le FN peut se vanter de proposer, en matière économique, un «programme» ultralibéral ne masquant d'ailleurs pas une



NÉO-CON

## VOTEZ PORCHERIE



orientation politique volontiers liberticide. Entre l'étatisme d'hier et l'« anti-étatisme » d'aujourd'hui, tout est question d'époque, et l'essentiel est ailleurs : l'Etat ne doit plus être un agent social, régulateur, mais revenir à ses strictes fonctions répressives et militaires, selon les conceptions de la « révolution conservatrice » américaine.

Le fait que le FN réalise des scores électoraux importants, qu'il soit présent à l'Assemblée a des conséquences concrètes sur ses concurrents de l'extrême droite, moins « parlementaires » que Le Pen : il y a un — relatif — renforcement de groupes ou d'officines jusque-là moribonds (MNR notamment; Œuvre française dans une moindre mesure; scissions : PNF, Front d'opposition nationale)... Pourtant, la stratégie « légaliste » du FN est très fidèle à la tradition extrémiste de droite. Elle utilise les/des institutions — par ailleurs déjà infiltrées ou sensibles au discours réactionnaire — afin de les noyauter, de les subvertir de l'intérieur. Bien sûr, le FN n'est pas jusqu'ici suffisamment en position de force pour aller jusqu'au bout



de ses espérances, mais depuis mars 1986 il a acquis dans certains conseils généraux des possibilités tout à fait réelles; tout comme à l'Assemblée il a pu, sur certains débats, obtenir les voix ou l'approbation de députés de droite. Cette stratégie de noyautage joue constamment la carte de l'ambiguïté et vise à démontrer les « limites » de la démocratie parlementaire : Le Pen n'a pas son pareil pour agiter l'« épouvantail » de la IV<sup>e</sup> République — avant-guerre, l'Action française vitupérait la « démocrassouille ». Ne disait-il pas (à propos d'un retour au mode de scrutin majoritaire) que, si on privait ses électeurs d'une représentation parlementaire, la rue s'exprimerait (1)?

Pourquoi un tel succès? Le dessinateur Plantu a su assez bien résumer la chose. Sur un panneau électoral, on voit une affiche avec comme unique slogan : « Les Arabes dehors! »; et le Français moyen de commenter : « Enfin un programme politique! »... Toute une frange de l'électorat a été privée, depuis longtemps, d'un imaginaire social, le « débat » entre les différents politiciens se réduisant bien souvent à une bataille de chiffres. Dans une société en mutation, où les repères changent vite, où le tissu social se modifie quand il ne se déchire pas, où les anciens rapports « communautaires » tendent à éclater ou à se fragmenter, en « atomisant » les individus, favorisant le repli et l'isolement — ce n'est pas un hasard si les scores les plus élevés du FN sont constatés dans des zones sururbanisées —, le phénomène Le Pen doit son succès à la reconstitution d'une grille de valeurs et de compréhension du monde simpliste, archaïque (le mot est à la mode, mais il convient très bien ici), à laquelle des générations différentes, des milieux sociaux divers peuvent s'identifier. Imaginaire raciste, nationaliste, mais aussi identification au leader : Le Pen représente tout à la fois cet « homme de la rue » qui a son franc-parler; et le bourgeois parvenu, le « self-made man ». Comme Reagan, il est « accessible » (compréhensible) et mythifié par ses adorateurs : « Le Pen, c'est notre dieu », disait un de ses supporters à la « fête » des bleu-blanc-rouge. Recomposition de la société ou phénomène de décomposition d'un capitalisme en crise? Probablement un peu des deux.

Pour conclure, l'« effet Le Pen » révèle un aspect profond de la crise du système : la crise de la représentation (ou du mode de représentation) politico-sociale. Crise d'identité s'il en est, car elle touche de front pratiquement l'ensemble de la société. Le FN est

## LE PEN VITE!

devenu — essentiellement sur le plan électoral — le vecteur des ultra-réactionnaires, brisant à sa façon le pile ou face droite-gauche. Les luttes récentes dans la jeunesse et dans la fonction publique indiquent elles aussi la profondeur de cette crise. Elles n'ont bien sûr rien à voir avec le phénomène Le Pen. Mais, sur le fond, la structuration et la dynamique du mouvement étudiant-lycéen et les dernières luttes ouvrières, leur auto-organisation, leur démocratie directe, le refus de toute récupération institutionnelle (syndicale ou politique) mettent bien en évidence cette crise de représentation. Car sous le vernis de la modernité et du véritable lavage de cerveaux orchestré depuis des années par la classe politique dans son ensemble pour la réhabilitation des valeurs capitalistes, les luttes de classes et leurs causes profondes sont toujours bien vivantes. Et, malgré le ron-ron subtil et salonard de la cohabitation, la situation est lourde de tensions, et peut-être porteuse de grands affrontements.

Dans ce cadre, la lutte contre la réaction sous toutes ses formes, et donc aussi contre le fascisme, devra s'appuyer sur des valeurs, un projet portés par le mouvement de la dynamique sociale. Ni en singeant le passé ni en tirant un trait sur ce qui a fait — et fera encore — la force d'authentiques processus révolutionnaires. A ce prix seront balayés les Le Pen et autres Pasqua.

Marco Sazzetti



1) A ses heures, Le Pen se dit même volontiers « libertaire » et ne cache pas son admiration — sélective — pour Proudhon et certains de ses disciples. L'extrême droite s'est souvent inspirée du proudhonisme. Cela mériterait d'ailleurs qu'un jour on s'y attarde, en tâchant de comprendre, sans crispation idéologique, le pourquoi de ce phénomène.

# ACTION GRAPHIQUE

\*\*\*\*\*



EXTRAIT DE L'ALBUM "PETIT KEUPON" DE TAPAGE NOCTURNE (10 F)  
 A COMMANDER À "ON @ FAH!", 9 IMPASSE DES POMMIERS, 76800 S<sup>T</sup> ETIENNE-OU ROUVRAY

# RPR-FN : QUI COPIE ?

**D**ROITISATION de la société française, retour à des valeurs traditionnelles (travail, famille, patrie) : les mesures du gouvernement Chirac traduisent un phénomène de « contre-révolution idéologique ». La cohabitation qui marque le consensus politique sur la gestion économique et sociale de la « crise » résulte aussi bien de la fin du projet socialiste de transformation des structures établies que du retour aux sources de la pensée de droite. Dans ce double processus, le Front national, après dix ans de solitude groupusculaire, a surgi dans le paysage politique comme « élément neuf avec des solutions neuves » ; il réclame la paternité des idées qui dictent aujourd'hui l'action du gouvernement, tout en trouvant que celui-ci, beaucoup trop timoré, cède à la pression de la rue ou de groupes politiques considérés comme antifrançais.

Le passage de la gauche aux « réalités de la gestion » a signifié la fin de nombreuses illusions, notamment sur des sujets comme la sécurité ou l'immigration. Le débat Fabius-Chirac le montre bien : il y a été dit que le Front national posait de vraies questions (sur l'immigration), mais y apportait de mauvaises réponses ! Après cela, il est sûr que les lois Pasqua du 9 septembre 1986 (réglementant le droit et le séjour des étrangers) ne pouvaient attirer « les foudres de la part de cette gauche ». Quant à la droite, elle applique ses propositions de la campagne électorale, et il faut la victoire du mouvement étudiant et lycéen pour la voir temporiser. Alors, quelle influence a eu l'émergence du Front national (FN) comme force politique au niveau des propositions et des réalisations du gouvernement Chirac ?

1983 : victoire électorale des partis de droite aux municipales. En septembre, les élections à Dreux verront l'intronisation du FN sur la scène politique grâce à l'alliance RPR-UDF-FN avec les slogans « Invertissons le courant de l'immigration » et « Libérons la mairie de l'emprise socialo-marxiste » : le couple Hieaux (RPR)-Stirbois (FN) ravira la mairie. Cette date va marquer le début de l'ascension du parti de J. M. Le Pen qui atteindra 10 % aux élections législatives de 1986.

En trois ans, le FN va se structurer en parti, se doter d'une infrastructure militante, de cadres politiques et s'assurer des relais par des dizaines d'associations (1) dans le tissu social, économique et culturel. La droite donnera aussi son contingent, elle qui avait, depuis quelques années, accueilli les plus beaux fleurons de l'extrême droite (2).

L'alliance électorale de Dreux, outre sa signification politique immédiate (alliance RPR-UDF et extrême droite), en eut une autre moins circonstancielle, celle d'aborder certains sujets.

L'insécurité est au centre du discours politique, le laxisme de la justice est dénoncé autant que l'étatisation de l'économie, porte ouverte au totalitarisme. Pour n'en citer qu'un exemple, J. Chirac déclarait, dans un entretien à *Libération* le 30 octobre 1984 : « L'opposition républicaine doit défendre, restaurer ou imaginer des valeurs morales qui s'ordonnent autour des concepts de l'individu et de la nation, de l'initiative et de la responsabilité, de la justice et de la liberté » ; « Naturellement, s'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage, moins de tensions dans certaines villes et quartiers, un moindre coût social... »

1986 : victoire de la droite aux élections législatives. Elle avait axé ses attaques autour de deux thèmes : libéraliser l'économie ; combattre l'insécurité. La conquête idéologique, elle, était déjà faite, au-delà même de sa sphère « naturelle » d'influence (3). La gauche avait préparé le lit de la cohabitation et du consensus, la droite n'a eu qu'à s'y installer.



L'analyse des « penseurs » de la nouvelle droite (le GRECE, le Club de l'horloge) sur la perte du pouvoir en 1981 était liée au fait que cette dernière n'avait ni projet ni volonté et menait

une politique social-démocrate. Que ce soit au RPR, à l'UDF ou au FN, les idées émises jusqu'alors dans des lieux restreints : anti-égalitarisme, référence aux Indo-Européens, libéralisme économique... rentrent en force dans les discours, les valeurs et les nouvelles pratiques politiques de ces formations. Les hommes de ces clubs rejoignent les partis et servent de scribes, tels J.-Y. Gallou, Club de l'horloge, qui rentre au FN ou Y. Blot au RPR. Cette politique de vases communicants, on la retrouve au niveau des associations : Légitime défense, Association professionnelle des magistrats, Comité d'action républicain... Tout cela va être matérialisé avec le gouvernement Chirac qui, ayant dénoncé le laxisme, l'insécurité, l'étatisation de l'économie pendant la campagne électorale, va s'appliquer à remettre de l'ordre dans la « maison France ». Le succès du FN incite la droite à passer des accords avec lui.

Si l'on prend les projets de loi ou les lois votées concernant la sécurité, l'immigration ou le libéralisme économique, on retrouve les idées forces du programme du FN.

## Au niveau de l'immigration

Programme du FN : réviser le Code de la nationalité ; expulser les délinquants et les clandestins ; réserver aux seuls Français et ressortissants de la Communauté européenne les prestations sociales. Sur ces trois thèmes, le gouvernement a voté :

- La loi du 7 août 1986 sur l'entrée et le séjour des étrangers qui modifie dans un sens restrictif sur quatre points l'ordonnance du 2 novembre 1945 : les conditions d'entrée en France ; l'octroi de la carte de résident ; la reconduite à la frontière ; l'expulsion. Pour exemple : la carte de résident peut être refusée si « la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public » ; sont visés automatiquement les toxicomanes et les

délinquants. La notion d'ordre public est suffisamment floue pour que les grévistes étrangers puissent rentrer un jour dans la catégorie des délinquants; la reconduite à la frontière est dévolue aux préfets, et devient donc une décision administrative.

- Michel Barzach, ministre des Affaires sociales, a, dans son projet de loi relatif à la famille, prévu une disposition qui supprimerait le droit aux prestations familiales à une partie de la population immigrée. Désormais, pour prétendre à ces prestations, les jeunes parents devraient être en situation régulière alors que jusqu'ici il suffisait qu'un seul d'entre eux le soit.

- Quant au Code de la nationalité, récemment mis en veilleuse, ce qui dictait son orientation était proche du FN. Les idées du projet du garde des Sceaux A. Chalandon sont : « Supprimer l'acquis de plein droit de la nationalité française pour les enfants d'étrangers nés en France et qui y résident, jurer fidélité et faire preuve de leur intégration... »; et celles du FN : « Accéder à la nationalité française, pour ceux qui ne sont pas nés de parents français, est un honneur qui doit être recherché et mérité (4)... »



Sur la sécurité

Programme du FN : reconstruire et appliquer le Code pénal; peine de mort pour les criminels, peine de prison pour les délinquants, désintoxication médicale des drogués sous contrôle judiciaire; rendre son efficacité à la police.

On peut dire que le gouvernement a réussi à mettre sur pied un arsenal de lois répressives et de contrôles sociaux. Exemple : la loi du 4 septembre 1986 qui renforce celle de 1983 sur le contrôle d'identité. Toute personne doit prouver son identité, qui peut lui être demandée à tout moment. L'article 78-2 autorise les policiers à procéder à des vérifications d'identité pour prévenir une atteinte à l'ordre public; on retrouve encore ici la notion floue d'ordre public.

Les déclarations de Pasqua-Pandraud-Chirac sur la couverture des bavures ont donné une légitimité aux actions policières, y compris les plus illégales. Là encore, l'esprit qui anime le FN n'est

pas trahi, même si celui-ci se déclare insatisfait. Concernant l'enfermement, deux idées nouvelles : une sur la création de prisons privées, et une autre sur la création de centres fermés pour mineurs : lieux d'enfermement pour la rééducation. Chalandon (qui n'a pas découvert de pétrole avec les avions renifleurs), qui n'est pas en manque... d'idées, avait envisagé pour les toxicomanes : peines doublées pour les usagers, posséder de la drogue devient un délit, traitement des usagers avec enfermement... Le projet sur ce sujet faisait suite à la pression des médecins et des travailleurs sociaux.

### Sur la libéralisation de l'économie

Dénationalisation, dérégulation et capitalisme populaire avec un Etat minimal fort, voilà le programme économique du FN en liaison avec un traitement de l'immigration (retour des immigrés) pris comme argument économique, celle-ci freinant la modernisation des entreprises. On doit protéger l'espace national, en particulier sur le marché du travail (produisons français avec des travailleurs français!). Le discours ultra-libéral, c'est bien celui de Le Pen. L'Etat ne garderait que la concurrence, assurer l'ordre social... Fini l'Etat régulateur, providence ou entrepreneur. Les mesures envisagées sont : libéralisation totale des prix, suppression du contrôle des changes, suppression de toutes les subventions étatiques, flexibilisation du travail en cassant le Code, ouverture de la concurrence à la S.S., diffusion de la propriété populaire, etc. On ne va pas faire l'inventaire des mesures économiques et sociales gouvernementales prises, elles sont de la même veine que celles du FN. Madelin, ministre de l'Industrie, disait déjà le 27 août 1983 : « Aucun gouvernement, quel qu'il soit, de gauche ou de droite, ne pourra échapper à la nécessité d'imaginer un système de protection sociale au-delà des mécanismes de l'Etat-providence. » E. Balladur déclarait dans *le Monde* du 11 février 1987 : « La France avait un besoin urgent de moderniser sa vie économique en la débarrassant d'un fatras d'entraves et de réglementation. »

Peut-on dire que RPR et UDF reprennent les thèses du FN? Que celui-ci n'a plus de réflexion et pratique propres, que son discours se trouve dilué dans celui de la droite? La logique n'est pas simplement FN = RPR. Elle est multiple, dépend des circonstances et des

réponses du corps social face aux mesures envisagées ou déjà prises. Le recul face aux étudiants, le report du projet du Code de la nationalité montrent que le pouvoir est contraint de sauvegarder un consensus fragile (cheminots, instituteurs...). A droite, des personnalités et des organisations refusent toujours des accords avec le FN, et celui-ci doit maintenir une pression

constante qui l'amène à des prises de position rappelant directement ses origines (qu'il ne renie d'ailleurs pas). Sur le recul du gouvernement quant au Code de la nationalité, il dit : « Ce gouvernement qui a peur, et qui n'obéit plus désormais qu'à la pression de la rue, a décidé, sous la menace du zoulou de service, le pédophile Harlem Désir, de repousser une fois encore l'examen du Code de la nationalité, et de retirer ses projets (5). » Peu auparavant, le FN se satisfaisait que le gouvernement aille dans le bon sens concernant ce projet. Le FN va donc s'évertuer à montrer qu'il est le seul à pouvoir mettre en pratique une politique qui soit pour « les Français d'abord »; à force d'avoir dit que la politique de la gauche menait au goulag, d'avoir favorisé des réflexes de peur, de prendre des mesures répressives et de redonner tout pouvoir aux patrons, la droite a enclenché un engrenage dont elle ne possède pas tous les rouages.

Philippe

1) Pour exemple : SOS solidarité chômage, Association entreprise moderne et liberté, Rassemblement national pour la défense civile...

2) Passés au FN, pour les plus connus : E. Frédéric Dupont, B. Chauvière (qui depuis est revenu), J. Y. Le Gallou (Parti républicain), J. M. Chevalier (PR, ex-collabo de J. Dominati), G. d'Ecorcheville (Ordre nouveau).

Passés à droite : A. Robert (ex-Occident, Ordre nouveau, PFN) au CNI; A. Madelin (Ordre nouveau) au PR; G. Longuet (GUD, Ordre nouveau), ministre des PTT, au PR; S. Didier (MJR, GAJ), au PR comme responsable en Haute-Garonne, fédération de P. Baudis; A. Meaux (PFN, ON) au PR; P. Devedjian (GUD) au RPR; J. P. Vaslin (PFN) au CNI; G. Gachet (PFN) au CNI.

3) « Le pays a besoin que l'on mette fin à un certain laxisme, à la démagogie, au laisser-aller intellectuel, au mépris de son travail. Il faut remettre la France au travail. » (Chevènement.) « Le mot socialisme peut décrire une société de compétition, il n'y a plus de vie. La compétition est de l'ordre du biologique. » (Rocard.)

4) « Pour la France », programme du FN..

5) *National Hebdo* du 22 au 28 janvier 1987.

## LES RATS

**P**OUR un mouvement politique, l'université est un terrain primordial : facilité relative pour militer, concentration d'un public à convaincre, lieu de formation et de rencontre des futures « élites de la nation »... C'est aussi un laboratoire d'idées et d'actions. Chaque mouvement se dispute le contrôle des facultés, s'enracine dans ses bastions. Paradoxalement, trois mois après le mouvement étudiant, il nous a semblé intéressant de rappeler brièvement l'histoire récente de l'extrême droite universitaire, de faire le panorama des groupes actuels et de leurs interventions pendant la lutte menée en décembre sur l'Université.



1964. Le groupe *Occident* naît sous l'impulsion de très jeunes membres de la *Fédération des étudiants nationalistes* (FEN) : Alain Robert, Alain Madelin, Gérard Longuet, etc. Il est créé afin de répondre à l'extrême gauche qui se mobilise pour la victoire viet-cong. Ce qui caractérise *Occident*, c'est le choix stratégique de la violence : combats de rue, manifestations violentes. Le 12 janvier 1967, un commando (Madelin, Robert, Devedjan, Longuet...) descend sur un campus de Rouen : plusieurs blessés, dont un étudiant qui sera trépané. Le 9 mai de la même année, attaque du consulat du Nord-Vietnam, puis de la Mutualité où se tiennent les Etats généraux pour la paix au Vietnam. D'autres actions contre l'extrême gauche suivront, qui s'amplifieront en avril et en mai 1968 — jusqu'à la dissolution d'*Occident* fin 1968, après un attentat contre une librairie maoïste. L'échec de ce mouvement néo-fasciste entraîne une remise en cause de la stratégie de l'extrême droite. Pour combattre les marxistes, la reconquête doit se faire par secteur ; c'est pourquoi des militants étudiants créent le *Groupe union droit* (GUD). Qui sont-ils ? Encore A. Robert et G. Longuet, mais aussi Guy d'Ecorcheville. L'image que veut se

donner le GUD est modérée. Il mène des campagnes humoristiques avec badges, autocollants, ballons... (« GUD is good for you ») et établit une charte relativement modérée (pour l'extrême droite!). Aux élections universitaires : il obtient 15 % à Assas, 10 % à Clignancourt, 12 % à Saint-Maur et 13,5 % à Nanterre. En 1969, avec des anciens d'*Occident*, il veut relancer une organisation qui défende véritablement les idées nationalistes (une partie de l'extrême droite comme Tixier-Vignancourt ayant appelé à voter Poher). Ce sera *Ordre nouveau*, avec comme fondateurs A. Robert (GUD), J.-G. Malliarakis ou F. Duprat. Sa base militante reste étudiante ou lycéenne (1) et il attire hors du cadre des nationalistes. En effet, 500 de ses 1000 premiers adhérents n'ont eu aucune appartenance politique antérieure.

Pour sa naissance, ON organise un meeting avec le MSI (néo-fascistes italiens) et le NPD (néo-nazis allemands), et, dès les premiers mois, renoue avec la tradition activiste en s'affrontant à l'extrême gauche (en septembre, bataille sur les marchés du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris). La violence sera une constante de son histoire et deux événements resteront dans la mémoire collective des militants :

◊ En 1971, lors de la campagne municipale, de violents incidents opposent devant le Palais de justice, le 9 mars, antifascistes et service d'ordre d'*Ordre nouveau*. Ce qui n'empêche pas ce mouvement d'obtenir 2,6 % de voix à Paris. Sa dissolution en 1973 sera consécutive à de nouveaux affrontements le 21 juin 1973 devant la Mutualité (70 policiers blessés). Le ministre de l'Intérieur Marcellin en profite pour dissoudre la Ligue communiste révolutionnaire.

◊ Avec la création en 1972 du regroupement *Front national*, pour préparer les élections de 1973, la bataille de stratégie fait rage au sein d'*Ordre nouveau* : une partie du GUD, avec à sa

tête son secrétaire général P. Janeau, scissionne pour fonder avec J.-C. Nouny (du *Mouvement Jeune Révolution* — MJR) le *Groupe d'action jeunesse* (GAJ). Sur le terrain, cette division provoque de rudes contacts entre le GUD et le GAJ (dont J.-P. Stirbois fait partie). Ce dernier groupe se spécialise aussi dans les attaques contre les gauchistes. Dans le même temps, la bataille entre J.-M. Le Pen et A. Robert pour le contrôle du FN entraîne la création en 1973 du *Front national de la jeunesse* (FNJ) pour concurrencer le GUD chez les jeunes d'extrême droite. L'autre conséquence de cette lutte de pouvoir est la décision d'A. Robert (et du GUD) de quitter le FN pour créer *Faire front* qui donnera ensuite le *Parti des forces nouvelles* (PFN). La rivalité entre FN et PFN se traduit parfois à coups de poing : en 1978, Le Pen est empêché de tenir un meeting à Assas par le GUD, fer de lance du PFN à l'université. Les années 75-80 marquent la fin des grands combats opposant extrême droite et extrême gauche, et une perte d'influence des groupes étudiants. En 1980 a lieu une des dernières actions importantes du GUD : la descente à Nanterre d'un commando d'une cinquantaine de membres. Cette action se solde par un échec cuisant, puisque les militants d'extrême droite ne doivent leur salut qu'à l'intervention de la police!

*Jeune Garde*

En juillet 1984, la fusion des organisations de jeunesse du *Mouvement nationaliste révolutionnaire* (FEN) et du PFN (GUD) donne naissance au groupe *Jeune Garde*, le PFN et le MNR se regroupant quant à eux sous l'appellation *Troisième Voie*. Destinée à s'implanter dans la jeunesse, cette organisation a un discours nationaliste, rejetant le capitalisme américain comme le collectivisme soviétique (« Ni trust ni soviét ») ou la « ploutocratie parlementaire ». Elle

# A L'UNIVERSITE

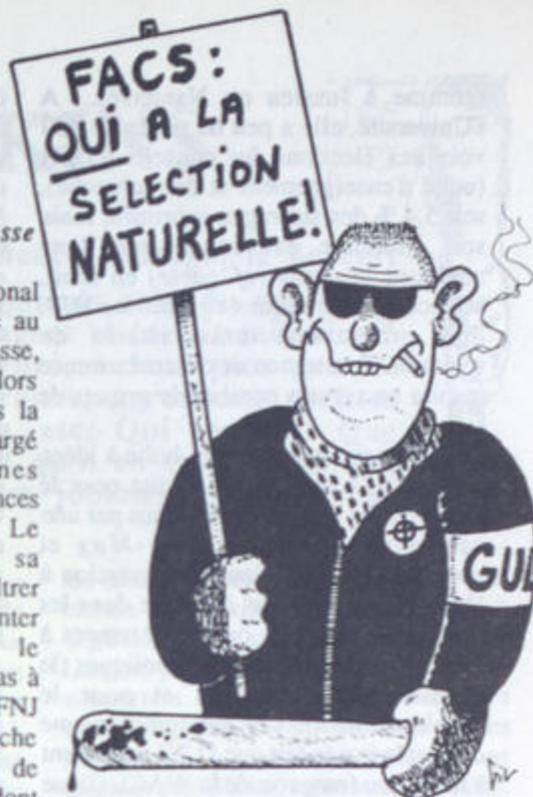
prône un régime fort fondé sur l'individu et la nation, se réclamant du solidarisme. Présent dans les facultés où le GUD avait auparavant une implantation, Jeune Garde possède des élus à Assas et à Perpignan (deux en 1986). Son dirigeant local J. Geiner est connu pour ses propos racistes et antisémites (2). Jeune Garde qui, selon ses dires, serait représenté à Strasbourg, Colmar, Le Mans, Lille, Lyon, a fait une apparition remarquée en 1986 lors du défilé de Jeanne d'Arc (« Madelin, paie ta cotise »), des heurts l'ayant opposé au service d'ordre du FN. Par l'intermédiaire de groupes skins musicaux (Tolbiac's Toads, Komintern Section...), des supporters de football (hooligans du PSG), Jeune Garde cherche une base sociale chez « les jeunes petits Blancs ». Il organise chaque année des camps d'entraînement : pendant l'été 1986, dans les Pyrénées-Orientales à Villadomar, où ses militants font des marches commando et du tir à balles réelles; à Argelès, où ils s'attaquent à de jeunes Arabes...

Le principal responsable de Jeune Garde est J. Geiner; son journal s'intitule *Vaincre*.

## Front national de la jeunesse

Créé en 1973 par le Front national pour ne pas laisser toute la place au GUD et au GAJ au sein de la jeunesse, le FNJ n'a véritablement existé que lors de l'ascension de FN. Placé dans la direction de R. Holeindre, qui est chargé de l'« édification des jeunes générations », il anime des conférences de formation à leur intention. Le militant du FNJ doit marquer sa présence, rechercher le contact, infiltrer les postes de responsabilité, planter officiellement et publiquement le mouvement. Contre le « Touche pas à mon pote » de SOS-Racisme, le FNJ est chargé de diffuser le badge « Touche pas à mon peuple ». Il sert aussi de réservoir au service d'ordre du FN (dont est chargé R. Holeindre) dans les meetings, les manifestations ou pour vendre les journaux sur les marchés.

La critique de l'Université que font FN et FNJ est du même ordre que celle de l'UNI : en 1983, lors de la loi Savary sur l'enseignement supérieur, ils vitupèrent contre la mainmise marxiste sur l'université, le manque de sélection, l'incohérence des filières. Il semble que



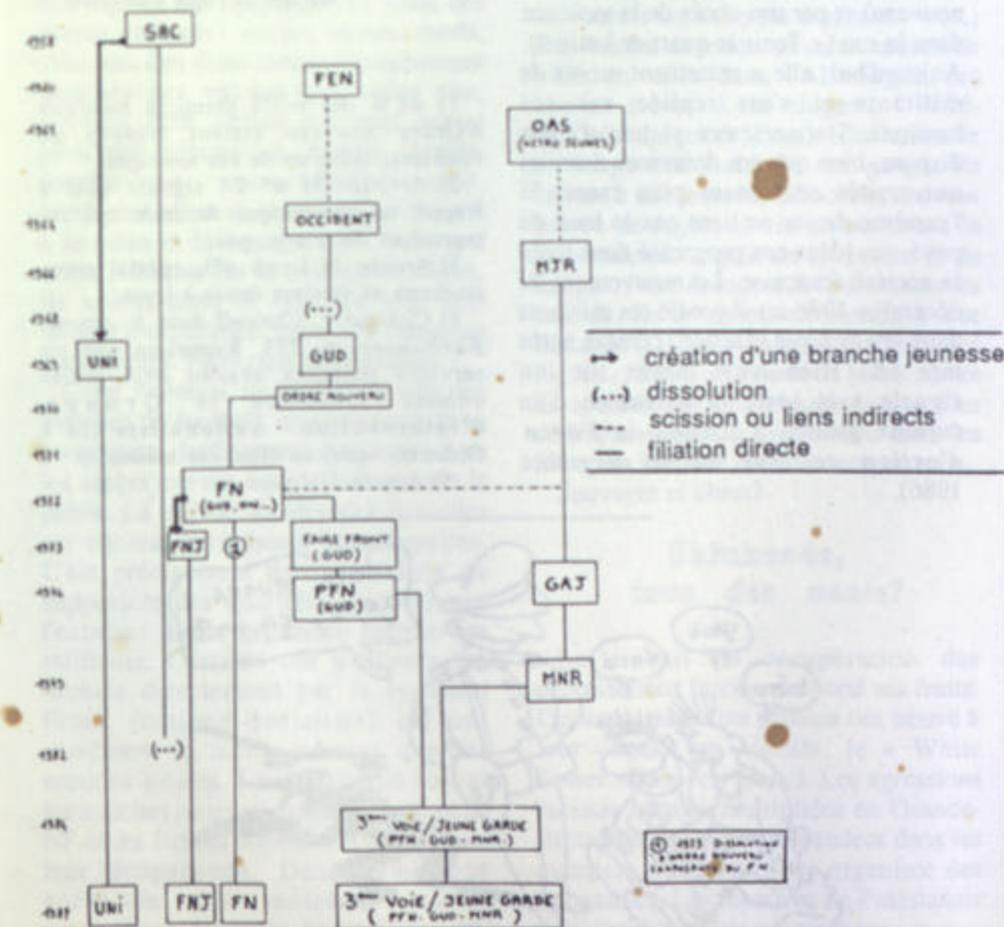
l'apparition propre du FNJ sur les campus se cantonne aux bastions historiques tels qu'Assas. A Lyon, le FN a créé un syndicat étudiant (3) : la *Jeunesse étudiante de France* (JEF). Dans les autres universités, des militants ou des sympathisants sont sans doute entrés à l'UNI (entre autres à Paris-V, IUT de Versailles); mais, confrontés à sa direction, ils n'ont acquis aucun poste de responsabilité nationale, mis à part Bruno Chauvierre : responsable lillois du RPR en 1983, il est tête de liste de l'UNI (enseignant, collègue B) au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche); en 1986, il est député du FN et aujourd'hui député non-inscrit.

Les principaux responsables du FNJ sont Carl Lang et Mathias Bild; son journal s'appelle *Volontaire*.

### L'Union nationale interuniversitaire

Issue de la mouvance gaulliste dure (créée par le *Service d'action civique*), on y trouve aussi des personnalités de la droite comme Yves Durant (ancien recteur de Nantes), B. Chauvierre ou Jean Foyer (ancien ministre), des membres de l'ex-SAC (G. Daury, A. Decocq et J. Haudry à Lyon). Son adhésion par les Américains lui vaut les inimitiés de l'extrême droite pure et dure. Elle cohabite facilement avec les autres groupes d'extrême droite : comité de soutien au *Parisien libéré* (UNI-PFN), comité Budapest 56-76 de Lyon (UNI-PFN-GUD), etc., et ses méthodes sont plutôt hétérodoxes : fichages d'appelés (4) ou d'enseignants (comme à Reims), descentes dans les universités

## famille gaulliste famille solidariste



(comme à Jussieu ou Nanterre)... A l'Université, elle a peu de poids : 9 000 voix aux élections des conseils d'UER (unité d'enseignement et de recherche), soit 5,4 % des suffrages exprimés; mais son audience est concentrée dans quelques bastions (cf. carte en droit, sciences économiques et dans les IUT. Son programme universitaire de sélection à outrance et de concurrence inspira un certain nombre de projets de lois.

L'UNI sert aussi de mini-boîte à idées à la droite française. Elle édite pour le grand public des livres, soutenus par une campagne de presse (*Fig-Mag* et consort), qui dénoncent la subversion à l'Université, à l'usine, à l'école dans les livres pour enfants, ou dernièrement à l'intérieur d'organisations catholiques (le Comité contre la faim et pour le développement). Cet anticommunisme de guerre froide fait que l'UNI appartient à la section française de la WACL (ligue anticommuniste mondiale), notoirement liée à la CIA et à la secte Moon.

L'UNI édite un quinzomadaire, *l'Action universitaire*, et un mensuel, *Solidarité atlantique*, où paraissent régulièrement des articles ou des interviews sur les contras nicaraguayennes ou les mouvements angolais (UNITA). Ses principaux responsables sont J. Rougeot, G. Davy et J. Labbez; et au niveau étudiant P. Evanno.

### L'extrême droite en décembre 1986

On doit une grande partie du projet visant à réformer l'Université à l'extrême droite universitaire symbolisée par l'UNI. En effet, cette organisation participe aux réflexions du Groupe d'étude et de rénovation de l'université française (GERUF) aux côtés de membres de l'UDF, du RPR et de syndicats d'enseignants conservateurs. Le GERUF prépare un dossier dont Jean Foyer (ancien ministre, membre du RPR et de l'UNI) tire les grandes lignes de son projet de loi. Parallèlement, Alain Devaquet élabore pour la mi-juin un avant-projet à la philosophie identique (sélection renforcée, autonomie et concurrence des universités...); mais certaines de ses dispositions (laissant quelques recours des étudiants) ne plaisent pas à l'UNI. Yves Durant, conseiller du premier ministre... et vice-président de l'UNI, se charge pendant l'été de durcir le projet. Pendant le mouvement étudiant et lycéen, l'UNI imprime et diffuse des tracts dénonçant « l'agitation longuement préparée et déclenchée à l'initiative de groupes

d'obéissance communiste », voyant même le PC utiliser « des groupes trotskistes et anarchistes » (sic!); et, dans les facultés, ses militants cherchent à regrouper les non-grévistes et à organiser des manifestations (quelques centaines de personnes) à Clermont-Ferrand ou à Lyon. A la Sorbonne, le GUD, l'UNI et le professeur Chauvin brisent un piquet de grève. Une trentaine de membres du GUD descendent à Jussieu (la revanche de Nanterre 1980?), blessent deux étudiants et tentent d'incendier un amphi. Le 27 novembre, GUD, MNR, KLAN (skins) et quelques nostalgiques de l'Action française (300 personnes) attaquent la manifestation étudiante. Des néo-nazis auraient participé aux violences le 4 décembre.

A Lyon, l'extrême droite estudiantine n'est pas en reste : menaces envers les étudiants en grève et saccage de leurs locaux, attaque de manifestations (27 novembre) ou d'étudiants le 3 décembre, à l'Institut d'études politiques. Ce même jour, le GUD local innove en affichant, à la faculté de Lyon-III, les photos de leaders du mouvement étudiant. Les groupes d'extrême droite abondent dans cette ville où, en plus de l'UNI, du GUD et du FNJ, existent le CLAN (*Collectif lyonnais d'action nationaliste*), l'UDN (*Union défense nationaliste*) et la JEF.

Dans les années 60 et 70, l'extrême droite universitaire se caractérisait par son nombre (5 000 membres à l'Ordre nouveau) et par son choix de la violence dans la rue (« Tenir le quartier Latin »). Aujourd'hui, elle a nettement moins de militants et s'est repliée sur ses bastions. Son caractère violent n'a pas disparu, bien que ses descentes dans les universités se fassent plus rares. Si l'extrême droite ne tient pas le haut du pavé, ses idées ont progressé dans toute la société française. Le mouvement de décembre 1986 a-t-il gonflé ses militants dans les facs par réaction, comme après mai 68? Rien n'est moins sûr (on signale tout juste la naissance d'un curieux groupe à Jussieu, la *Force d'action celtique*, né en décembre 1986).

Carte partielle de l'extrême droite universitaire au milieu des années 80.



L'extrême droite universitaire des années 60-70 a servi de vivier à toute la droite française (RPR, CNIP, Parti républicain). Simple opportunisme ou stratégie d'entrisme. Les futurs ministres des P et T, de l'Industrie ou de la Fonction publique sont-ils aujourd'hui militants de Jeune Garde ou du FNJ ?

Philippe et Pêpê Carvalho

1) 44 % des mille premiers membres d'Ordre nouveau étaient lycéens ou étudiants, selon un de ses sondages.

2) Article 31 n° 24 signale qu'il a frappé un conducteur de train qui lui reprochait de tels propos.

3) Article 31-Lyon n°1, spécial grève étudiants et extrême droite à Lyon.

4) Cité par P. Chairoff dans *B. comme Barbouzes*, p. 233. Rappelons que les services policiers avaient déjà utilisé comme mouchard le Groupe d'intervention nationaliste (lié à l'Ordre nouveau) au début des années 70.

5) Article 31-Lyon.



résolument

# LA PLANETE DES SKINS



**L**ES «skins»! Le mot qui évoque immédiatement la violence sauvage, le concert rock saboté, les os brisés et les saluts hitlériens... Qui n'a jamais entendu parler de ces bandes de jeunes au crâne rasé et au look fascisant, rangers et treillis militaires? De temps à autre, l'actualité les prend sous ses projecteurs, à leur plus grande joie: émeutes en Grande-Bretagne, stades saccagés en France, agressions racistes et manifestations néo-fascistes un peu partout en Europe, etc. Qui sont-ils? Que veulent-ils? Qu'en est-il du mouvement skinhead, si tant est qu'il en existe vraiment un? Tous les skins sont-ils nazis? N'en déplaît à certains journalistes avides de sensationnel, ce n'est pas si simple...

## Sauvages et libres?

«Skinhead» signifie «tête rasée» en anglais. A l'origine de ce mot, le geste de dérision provocatrice de jeunes prolétaires britanniques (notamment des dockers) qui se rasèrent le crâne pour exprimer leur refus du chômage. Jeunes laissés-pour-compte de la société capitaliste, les skins se sont créés une image, une tribu pour échapper à leur isolement et avoir l'impression d'appartenir à une famille, avec ses rites et ses symboles qui rassurent. Ils portent bien haut leurs origines prolétariennes et affichent un look significatif: blouson, jeans courts, bretelles, Doc Martens (hautes chaussures de sécurité renforcées d'une coque en acier que certains ont baptisées «Killer Niggers»: tueuses de Nègres). Un look opposé à celui des autres «tribus»: punks, rastas, mods, skas, etc. Les skins restent farouchement attachés aux valeurs qui, selon eux, doivent être celles de tout jeune prolétaire britannique: travail, famille, patriotisme, camaraderie virile, machisme allant de pair avec les bitures à la bière et la bagarre (sex, beer and noise!). Exclut par la crise économique, ils voient dans la violence leur seul moyen d'expression pour être reconnus socialement. Faire peur pour exister.

Cette violence, ils la libèrent lors des matches de football, en vociférant et en provoquant des bagarres sanglantes avec les supporters des équipes adverses et le public. La tragédie du Heysel à Bruxelles est encore dans toutes les mémoires. C'est précisément dans ces clubs de supporters des quartiers ouvriers que l'extrême droite organisée recrute ses militants. Certains ont d'ailleurs été montés directement par le National Front (national-socialiste) ou ont carrément la même adresse que ses sections locales. Les terrains de foot et les matches internationaux permettent au NF et au British Movement de diffuser leur propagande. Dans l'ambiance survoltée des matches, tracts, autocollants, écharpes, badges circulent.

Les tee-shirts fleurissent, avec des slogans du genre: «Les casseurs de Youpins de Chelsea sont arrivés pour nettoyer le monde (1)». La stratégie fasciste est simple: pour séduire les jeunes, il faut avoir l'air de s'intéresser à ce qui les passionne (le foot, mais aussi le rock). En novembre 1981, *Bulldog*, le journal de la jeunesse du NF, félicite dans ses colonnes des supporters de Tottenham qui ont agressé des jeunes Noirs à Amsterdam (2). «Au lieu de faire tourner des crécelles, on pousse des cris de jungle, on hurle par dérision le mot "barbare" Zimbabwe!, ou bien on jette des bananes dès qu'un joueur noir touche la balle (3).»

L'attrance pour les idées fascistes qu'éprouvent de nombreux jeunes chômeurs ne date pas d'aujourd'hui. Daniel Guérin, dans *la Peste brune* (4), en fournit un exemple frappant: «(...) Des bandes de jeunes circulaient ainsi de ville en ville dans l'Allemagne des années trente. Leur slogan: "Wild-frei" (sauvages et libres). L'inflation, le chômage ont multiplié ces gangs. Ils offrent à une jeunesse déracinée, souvent privée de foyer, la vie en commun, la camaraderie, le goût de l'aventure et du danger. Pour échapper à la tentation du suicide, ils se créent un monde à leur fantaisie (...), un monde livré à l'instinct le plus effréné, un monde de haine contre la société qui les abandonne.» Ces délinquants rebelles rentrèrent dans les SA après l'arrivée de Hitler au pouvoir... Sauvages et libres?

## Skinheads, tous des nazis?

Le travail de récupération des organisations fascistes a porté ses fruits. De nombreux skins paumés ont trouvé à leur contact un «idéal», le «White Power» (pouvoir blanc). Les agressions racistes se sont multipliées en Grande-Bretagne. Les skins descendent dans les quartiers immigrés pour organiser des ratonnades. Les meurtres de Pakistanais deviennent monnaie courante avec ce que

les skins appellent le «Pakibashing» (la chasse aux Pakis). *Bulldog* va jusqu'à organiser des compétitions (Racist League) pour décerner le prix du club de supporters le plus «efficace» dans ce nouveau genre de croisade. Des «fêtes blanches», concerts uniquement destinés aux Blancs, rameutent les skins. Malheur alors à celui qui s'aventure dans les parages sans avoir le profil skinhead! Mais ces agressions ne restent pas sans réponse: de jeunes Noirs attaquent les «fêtes blanches», montent des comités de vigilance «anti-skinhead», etc. En 1981, les skins descendent en nombre dans le ghetto sikh de Southall. Mal leur en prend! Ils se heurtent à la résistance d'une communauté qui leur inflige une défaite mémorable. Beaucoup de jeunes immigrés, conscients que la police intervient peu contre les actions des skins, prennent ainsi leur défense en main.

Alors, tous les skins anglais sont-ils les nouveaux phalangistes de l'ordre nouveau nazi? C'est, certes, le rêve de ceux qui les manipulent, et la sinistre réputation qu'ils se sont bâtie. Pourtant, bien que les skins se réclament de l'extrême droite, leur comportement dément parfois cette profession de foi.

Lors des émeutes de 1981, on a pu voir des bandes de skins lutter aux côtés des jeunes Noirs et des punks contre l'ennemi commun: les flics. «Pendant la semaine d'émeutes, des skins se joignirent souvent aux Noirs à Brixton, Croydon et Upton Park, au nord de Londres. A Leeds, un fort contingent de skins venus de tous les coins de la ville se joignit à la jeunesse noire de Chapeltown. Il y eut aussi quelques skins juifs qui provoquèrent sans cesse les juifs réacs hassidiques (5).» Les skins participèrent aux pillages des magasins de luxe avec les Noirs et les Asiatiques, s'attaquèrent aux voitures et aux boutiques des quartiers riches, faisant exploser l'espace d'un moment les barrières artificielles du racisme entre bandes de jeunes victimes de la même exclusion sociale...



Toutefois, parler d'une conscience de classe chez la plupart des skins serait exagéré. Ainsi, certains skins, une fois la police repoussée, tombèrent à bras raccourcis sur leurs alliés d'un instant, noirs ou punks. Parfois, ils frappèrent indifféremment tous ceux qui passaient à leur portée : vicillards, passagers des bus bloqués par les émeutiers, passants, etc. « Les skins peuvent extirper les riches de leurs voitures de luxe à Chelsea, balancer insolemment une liasse de biffetons de cinq Livres à la gueule de sir Douglas Home, ex-premier ministre et, à d'autres moments, succomber à une rage folle, dénuée de tout contenu de classe (6). »

Si cette violence barbare, incontrôlable, se comprend parce qu'elle résulte de leurs conditions d'existence, il est peu probable qu'elle soit porteuse d'une volonté de changer la société. Elle conduit d'ailleurs l'extrême droite à prendre un peu ses distances aujourd'hui par rapport aux skins, trop encombrants lors des campagnes électorales.

#### Salut à toi, skin communiste!

« Je hais les flics! Et ce n'est pas parce que je suis blanc et prolo que je suis forcément raciste! » dit un skin dans une interview au *Guardian* (7). En effet, conscients d'appartenir à la classe la plus défavorisée, certains skins se refusent à marcher dans le jeu des organisations fascistes. A force d'être dénoncés comme « bolchos » par les skins nazis, ils se sont baptisé « redskins » (skins rouges), et leur prise de conscience s'est faite davantage dans la rue lors des affrontements avec la police que sous l'influence des groupes d'extrême gauche ou libertaires britanniques — bien que certains redskins militent au sein du SWP (organisation trotskiste). Ils s'investissent dans le mouvement des

squats, organisent des concerts « Rock against Racism », sont de toutes les actions antiracistes et antifascistes. Ils ont soutenu les mineurs en grève en 1985. Les redskins affichent sur leur poitrine un « Skins hate Nazis » (les skins haïssent les nazis). Ils s'affrontent souvent aux bandes de skins du NF qui tentent d'empêcher la tenue de concerts ou de réunions antifascistes. Beaucoup d'entre eux participent activement aux opérations « Stop the City », manifestations qui regroupent depuis quelques années punks, anarchistes, rastas, etc., et consistent à bloquer le quartier financier de Londres pour protester violemment contre les inégalités sociales et les privilèges réservés à la bourgeoisie britannique (8)! Une nouvelle identité skin voit le jour : prolétaire et rebelle, et non plus : prolétaire et blanc.

#### Skins of France

Le phénomène skinhead s'est bien sûr exporté en France, en Italie, en Allemagne ou en Hollande, et y présente à peu près les mêmes caractéristiques qu'en Grande-Bretagne : une écrasante majorité de jeunes issus de la classe ouvrière, généralement chômeurs, et quelques leaders, militants d'extrême droite, venus, eux, de milieux plus aisés. En France, les skins se sont très vite construits une solide réputation : agressions racistes et antisémites, bagarres dans les concerts rock, saccage de stades... Ainsi, après le Heysel, des actes de vandalisme ont eu lieu dans les stades de Laval, d'Auxerre, de Paris et de Nice : matériel détruit, vitres cassées, bombages antisémites, croix gammées, etc. Leurs auteurs les ont revendiqués du nom des « Hooligans du Kop de Boulogne - PSG », car ils vouent une véritable admiration au Paris Saint-Germain et considèrent les autres équipes de football (le Racing ou le Red Star) comme des « ramassis de Nègres et de bolchos (9) ». Ici aussi, l'extrême droite louche sur les skins. Les tracts et les autocollants du Front national circulent lors des matches de football; mais les skins sont un peu trop voyants pour le « respectable » parti de Le Pen. Lors de la fête de Jeanne d'Arc, le service d'ordre du FN a même éjecté ceux qui exhibaient une pancarte « Les amis de Klaus Barbie ». Trop c'est trop! Toutefois, bien que le FN condamne haut et fort les exactions des skins, il les utilise de temps à autre pour des collages d'affiches ou des services d'ordre de meetings. Certains skins se réclament ouvertement du Mouvement nationaliste

#### ... traque réactionnaires

révolutionnaire (MNR) de Jean-Gilles Malliarakis et en portent les couleurs. Mais il est difficile de savoir exactement qui se cache derrière les bandes de skins fascistes les plus dures. Ainsi : le 3 septembre 1985, les skins du PSG tombent à une trentaine sur un jeune qu'ils estiment être un « pédé », à la sortie d'un match. Ils le rouent de coups et le laissent pour mort. Interpellés peu après par la police (huit sont mineurs), cinq d'entre eux se revendiquent sympathisants du Front national de la jeunesse. Au Havre, des skins sabotent un concert rock. Ils portent des insignes du MNR. Le 13 septembre 1985, ils agressent violemment des jeunes juifs gare Saint-Lazare. Plusieurs témoins affirment qu'ils avaient des brassards frappés de la croix gammée; mais les flics se refusent à toute interpellation. Dans d'autres villes, des skins s'attaquent aux jeunes Beurs aux cris de « Vive Le Pen! ». Dans plusieurs communes, les skins sont interdits de séjour pour avoir provoqué de violentes bagarres après des matches de football. Lors des manifestations étudiantes de décembre 1986 contre le projet Devaquet, les skins ne sont pas en reste... TFI diffuse un document choc qui fait bondir Pasqua : on y voit un groupe, baptisé le Klan et « très connu des services de police », battes de base-ball et pour certains revolvers (d'alarme?) à la main, discuter avec un officier CRS pour passer un barrage. On les entend déclarer : « Laissez-nous passer de l'autre côté, on n'est pas contre vous. Les gauchos nous attendent là-bas. Nous, on est français, on est des Blancs, on a des couilles et on est intelligents! De l'autre côté, c'est des communistes. Nous, à gauche, on tape! » Pasqua a fait saisir ce film. Le chef de ce groupe, qui se fait appeler Batte Skin (de son vrai nom Serge Ayoub), a été plusieurs fois condamné pour port d'armes, injures antisémites, coups et blessures. Il a même été arrêté dans la nuit du 4 au 5 novembre 1986, place de la République, pour avoir poignardé des Maghrébins au cours d'une bagarre, et été remis en liberté. Le Klan a été très actif avec les Hooligans du



PSG (10), et a été vu à plusieurs reprises lors des manifestations étudiantes, organisant des provocations. Certains de ses leaders sont des étudiants, notamment en faculté de droit à Assas.

A signaler que les redskins existent aussi en France, et que, contrairement aux conneries racontées çà et là dans la presse, ils n'ont pas provoqué les affrontements lors des dernières manifestations étudiantes, mais ont, au contraire, donné un sérieux coup de main pour éviter des attaques du GUD (Groupe union défense).

### Le désespoir, terreau du fascisme

En résumé, des jeunes sans illusion qui se réfugient dans les bandes, l'alcool, la drogue et la violence. Des jeunes qui cherchent quelque chose en quoi croire, et qui, contrairement aux punks, ne savent pas transformer leur désespoir en

nihilisme combatif, empêtrés qu'ils sont dans des valeurs archaïques. Pour assouvir leur besoin de vivre dans une société qui ne veut pas d'eux parce qu'ils sont jeunes et pauvres, ils frappent d'autres exclus. Ils s'enivrent de slogans imbéciles appelant au meurtre... Les symboles nazis ou les « Heil Hitler! » hurlés dans les stades sont, pour la majorité d'entre eux, de dérisoires provocations destinées à choquer et à faire peur pour être reconnus plutôt qu'une adhésion réfléchie aux théories délirantes du petit peintre viennois. Beaucoup se retrouvent très tôt dans l'armée, de préférence dans les troupes de choc... Et, la bière et la colle aidant, l'extrême droite n'a plus qu'à se baisser pour les ramasser et les enrôler dans ses bataillons. Pourtant, de temps en temps, ils entrevoient le véritable ennemi à abattre. Ils s'attaquent aux bourgeois qui les méprisent et aux flics qui protègent ces bourgeois. Vieux réflexe de classe enfoui dans leur mémoire. Ces rares moments où le naturel chassé revient au

galop embarrassent ceux qui croyaient les avoir bien en main... Difficile de dire si cette récupération des skins est définitive, ou si elle cédera à la prise de conscience grandissante d'une jeunesse de plus en plus révoltée contre une société qui l'a condamnée sans appel.

Gil

1) Cf. : « Ballon rond et croix celtiques », *Article 31* n° 11, août-septembre 1985, BP 423 75527 Paris cédex 11.

2) *Libération* du 11 octobre 1985.

3) *Article 31* n° 11.

4) Petite collection Maspéro n° 45.

5) Cité dans la brochure *Like a Summer with a Thousand July's* qui est consacrée aux émeutes de 1981 et diffusée (en français) par Subversion, BP 221 44604 Saint-Nazaire cédex.

6) *Idem.*

7) *Idem.*

8) Cf. l'article sur les redskins paru dans *Tout!* n°11 (hiver 1984).

9) *Libé* du 11 octobre 1985.

10) *Libé* du 10 décembre 1986.



## CULTURE SKINHEAD : GUITARES

## ET MANCHES DE PIOCHE



### AU DEBUT Y'AVAIT DIEU, IL AVAIT UN CRANE DE FER ET UNE GUITARE. ENSUITE, LES SKINS...

A la jonction du rock, du punk et de la dérive des skins « not dockers but very patriots », le mouvement skin\* a trouvé en certains groupes punk-rock des appuis pour son ennui et pour canaliser sa violence... Comme SHAM 69, pas skins, pas fachos, qui proclamaient l'unité des kids, dénonçaient la violence dans les concerts, mais ont été obligés d'arrêter de jouer de peur d'être complètement assimilés aux skins — étant donné le nombre de ceux-ci se réclamant d'eux. Mais certains skins ont créé directement leur groupe (on peut citer au départ : COCKNEY REJECTS, FOUR SKINS...) ayant leur propre musique : la musique Oi... En fait très proche du punk, mais en plus lourdingue, en plus bestial... Genre char à bœufs (hung, hung!!).

A partir du moment où un embryon

culturel skin est apparu, tout le reste a suivi... Concerts, labels, émissions de radio, fanzines. Et comme pour le rock, le punk et le Tournoi des cinq nations, le mouvement skin va déteindre sur la France... Dès cet instant, tout est permis, les mélomanes du mouvement skin vont s'en donner à cœur joie, rivalisant de cette finesse, cette subtilité et ce bon goût dans lesquels ils ont toujours nagé avec la grâce d'une Panzerdivision. C'est parti pour un grand tour de France... Tout d'abord, un des plus connus : les TOLBIAC'S TOADS, les crapauds de Tolbiac (arf, arf!!), groupe parisien du 13<sup>e</sup> arrondissement (Tolbiac). Un des plus vieux (mais séparé depuis un an) et des plus extrémistes... Ils auraient peut-être pu jouer un rôle de première importance dans l'unification des skins — ce qui ne s'est pas fait, heureusement... Pour continuer dans la bonne ambiance, voilà NEVROSE (séparé aussi). Un groupe avec un nom punk, avec des gueules de punks, se revendiquant du mouvement Hardcore (punk intensifié à l'extrême dans sa

rapidité), mais qui en fait n'a trompé personne avec son logo : une croix celtique à la place du « o » de Névrose. Passons sur les textes, vous vous rattraperez plus loin. Enfin, voilà la tonne de beurre pour les épinards skins... Le plus connu, le plus productif, un des plus dangereux et par-dessus tout existant encore : KOMINTERN SECT (ouarf, ouarf!!). C'est un groupe d'Orléans, qui s'étonne qu'aucune salle ne veut plus les accueillir (baston, quand tu nous tiens!). Komintern Sect sévit régulièrement depuis plusieurs années en sortant de temps en temps un disque qui est à chaque fois plus plaisant, amusant, divertissant et délicat que jamais. Une de leurs plus belles œuvres : un morceau faisant l'apologie du viol... En effet, on n'arrête pas le progrès! Dans la même veine, y a le groupe de Rouen (lui aussi séparé! Damned, quelle hécatombe!) : SKINKORPS... Qui, comme Komintern Sect, se revendique du nationalisme, voire du régionalisme. Eux aussi donnent dans la finesse et la grande classe : « Vive la bière, la baston et vive le cul » sur l'air de *En*

descendant de la montagne..., on connaît la chanson! Pour conclure sur le tableau d'honneur de l'intelligence... en vrac : SNIX, arborant les couleurs bleu blanc rouge sur son disque; et les tout derniers en date : EVIL SKINS, qui signent leurs affiches de concert par une croix celtique et écrivent les deux « s » de leur nom à la sauce Waffen SS. En Angleterre, la mode est aux SREWDRIERS (les tournevis, yourf, yourf!), un groupe qui se prend pour des Vikings, grands, blonds, forts, arrivant pour épurer le monde de la racaille!

« TU VIENS AU  
CONCERT CE SOIR ?  
- NON, NON,  
J'VAIS A LA BASTON !  
- OUAIS,  
C'EST C'QUE  
J'DISAIS!!! »

Etant donné que les groupes skins n'ont pas l'occasion de faire des concerts ou qu'ils font avorter les rares occasions qui se présentent par leur tempérament sain et sportif, ils ne vont plus avoir qu'une solution : aller en tribu au concert punk le plus proche... Pour pouvoir s'amuser et se défouler avec humour et casser les initiatives, faisant ainsi le travail des flics qui n'auront plus qu'à venir en fin de concert ramasser les morceaux et prévenir les organisateurs qu'« ils ne peuvent plus faire des concerts de ce genre, étant donné qu'on y rigole trop fort, jusqu'à en pleurer, et de ne pas oublier de passer la serpillère sur le trottoir pour enlever les traces de sang ».

Ainsi, régulièrement, des bastons vont avoir lieu dans plein de concerts et cela un peu partout : à Paris, en banlieue et en province. Ce qui va provoquer une apathie générale dans tous les concerts punks où descendront des skins... En effet, on en arrive à ce que personne ne



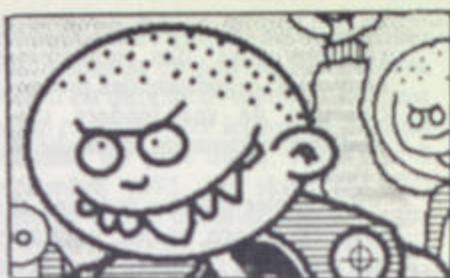
bouge face à 10 skins, et qu'ils font ainsi ce qu'ils veulent du concert. Quelques sursauts ont bien lieu — par exemple, un punk a tué un skin et en a immobilisé un autre pour longtemps (chaise roulante pour celui-ci, le bien connu Sniff, ex-chanteur des Tolbiac's Toads)... Mais ces quelques révoltes ultra-violentes face aux skins sont généralement suivies de représailles (tabassage d'un punk pris au hasard dans un concert). Il aura fallu attendre plus d'un an (décembre 1985) pour qu'une réaction collective ait lieu vis-à-vis d'une centaine de skins qui voulaient rentrer à un concert des BERURIERS NOIRS : ils se sont fait poursuivre et ont pris la pâtée de leur vie... Depuis ce temps, les skins ne viennent plus dans les concerts punks (sauf ceux de LA SOURIS DEGLINGUEE où, dernièrement, un petit punk a pratiquement été tué). Quand les skins ont quand même une petite envie de descente dans un concert punk, ils se trouvent face à une riposte immédiate, et c'est à eux de jouer le rôle de la balle de base-ball (comme en novembre 1986, à Juvisy)... Mais pour tuer les concerts punks, les skins ont adopté une autre tactique (moins risquée) : ils attendent à 100 m du concert ou dans le métro les gens qui arrivent ou repartent par deux ou trois. C'est plus simple, plus efficace; net et sans bavure... Le skinhead est un animal vif et souple comme une moissonneuse-batteuse, et spontané comme un voltigeur.

### PAPERASSE DE CHOC ET SILLONS POUR SCIB CIRCULAIRE

Si les skins ont quand même quelques groupes, s'ils ont un impact d'humour et d'humour certain dans les concerts, cela a plus de mal à suivre côté fanzines et labels : y en a moins.

Pour les paperasses, tout d'abord, il y avait BLEU BLANC ROUGE SKINHEAD, qui s'occupait de promouvoir les groupes skins avec des interviews et de donner des informations sur les matches du PSG et de l'équipe de France. BBRS s'occupait aussi de la diffusion skin nationale (tee-shirts des Tolbiac's Toads, disques de Névrose, etc.) et avait même sorti une K7 de Skinkorps. Ce fanzine n'existe plus depuis un an, et son animateur se souviendra longtemps de la raclée (infligée par un redskin) qu'il s'est prise lorsqu'il s'est pointé à un forum de fanzines; et aussi de la perte de tout son matériel de diffusion... A part ça, circule

### ... traque réactionnaires



aussi une feuille de chou intitulée BRAS TENDU qui fait écho du monde skin. Un autre fanzine skinhead existe, mais déjà plus ambigu politiquement; il s'agit de BOOTBOYS FANZINE. On ne sait pas encore s'il est pro ou antinationaliste, chacun en ayant une vision différente...

Du côté des sillons, les premiers vinyls skins ont trouvé place dans les compilations du label CHAOS PRODUCTIONS, label punk de la tendance « caca, pipi, bite, cul et bière... » d'où vient, entre autres, Komintern Sect. En revanche, il existe un vrai label skin pur et dur, qui revendique le nationalisme à fond la caisse : 77 KK RECORDS. Celui-ci a plusieurs charmantes galettes à son actif. Surtout la sympathique compilation qui porte son nom, 77 KK : elle regroupe, sur une face, le must et l'élite des groupes skins (avec quelques punks) donnant dans une salade mixte qui va du néo-nazisme à la plus belle biture de l'homme de la rue (avec Tolbiac's, Snix, Névrose, Trotskids, Collabos, etc.)... Et, sur l'autre face, on trouve des groupes américains anarcho-punks, proches ou antinationalistes (DOA, YOUTH BRIGADE, 76% UNCERTAIN — bref, la grande classe...) qui ignoraient la réalisation de ce disque! On attend avec une impatience peu cachée la prochaine perle du genre, dont seuls les doigts de fée et experts de ces skins sont capables d'accoucher.

Voilà, c'est tout; mais je précise tout de même qu'il existe en France d'autres skins — malheureusement une minorité... Ceux qui se nomment, par opposition, les redskins\*\* (du nom d'un groupe skin trotskiste anglais), communistes et anarchistes. Mais ceusses-là ne se sentiront pas concernés par cet article!!

Racing-Club de Paris

\* Il s'agira ici surtout des activités des skins à tendance facho en France depuis un an ou deux — et non d'un grand historique genre « épopée du IV<sup>e</sup> Reich » avec conséquences, études et interrogations...

\*\* Cf. l'article précédent de Gil.

## ASPIC

**Noir et Rouge : D'abord les présentations...**

**ASPIC :** Je suis un militant associatif du 20<sup>e</sup> arrondissement, c'est-à-dire du quartier Belleville-Ménilmontant. Cette association dont le siège se trouve au Relais de Ménilmontant s'appelle l'ASPIC (Association et spectacle populaire interculturel). Au début, au Relais, il s'agissait de faire connaître leurs droits aux habitants de l'arrondissement. Petit à petit s'est développée une branche culturelle, pour faire se rencontrer les différentes cultures dans un vieux quartier qui a connu plusieurs vagues d'immigration : Auvergnats, Polonais, Juifs sépharades, Italiens, Maghrébins, Africains, Asiatiques, dans le but de faire tomber les préjugés raciaux. L'association se compose pour moitié de personnes de nationalité française et pour le reste de personnes d'autres communautés.

**NR : Comment et où intervenez-vous ?**

**ASPIC :** Nous agissons préventivement en intervenant dans les écoles. Trois copines, une Vietnamiennne, une Maghrébine et une Africaine font, principalement, ce travail en intervenant sur des thèmes, comme ceux de la cuisine, de la danse, de l'habitat. L'année dernière, l'un des thèmes traitait des différents calendriers dans le monde : asiatique, maghrébin, grégorien, etc. Une camarade vietnamienne a parlé du calendrier chinois, du Nouvel An asiatique, de la danse du Dragon. Ces interventions permettent la revalorisation des cultures d'origine des enfants et constituent un atout dans la lutte contre l'échec scolaire. Elles sensibilisent aussi les enfants à la culture des autres. Travail d'ailleurs reconnu par les instituteurs et institutrices du quartier qui, cependant, ne sont pas toujours à l'abri des préjugés. Nous nous lions aussi avec les parents des enfants des communautés immigrées pour faire tomber les barrières entre eux et les instituteurs. Ainsi, les mères maghrébines ont très peur d'envoyer leurs filles en classe verte. Ça s'arrange avec l'intervention des copines maghrébines. Les tabous tombent là aussi.

Nous luttons, en général, contre les tendances des communautés à l'enfermement. On intervient ainsi pour faire connaître toutes les religions du monde. On les met toutes sur le même

plan, en prenant bien soin de ne pas valoriser l'une par rapport à l'autre. Nous ne sommes pas là pour traiter du phénomène religieux en lui-même. Les écolières et les écoliers jugeront par la suite eux-mêmes.

Nous intervenons aussi dans le quartier. Là, il s'agit alors des adultes. Le but est le même : par le biais de fêtes interculturelles, on essaie de faire se rencontrer des gens.

On a organisé, l'année dernière, un Nouvel An asiatique et une exposition sur ce Nouvel An. On a fait venir à cette occasion des musiciens vietnamiens qui ont expliqué l'utilisation de leurs instruments. De nombreuses questions ont été posées sur la vie des Asiatiques à Belleville. On essaie de faire la même chose pour les autres cultures.

En ce moment se tient une exposition sur les Masques. On montre des masques du Cambodge, du Sri Lanka, d'Afrique et leur signification y est expliquée.

**NR : Comment êtes-vous financés ?**

**ASPIC :** Pour les écoles, par le Fonds d'aide aux travailleurs immigrés et à leurs familles, qui subventionne un poste et demi. Il y a un demi-poste interministériel. On reçoit, pour tout l'arrondissement, vingt mille francs par an de la part de l'Education nationale.

Pour le quartier, nous devons nous débrouiller. Les masques, par exemple, ce sont des copains qui nous les prêtent. On a fait une exposition sur la vie quotidienne en Chine. Les documents nous ont été fournis par l'ambassade de Chine populaire. Les films étaient intéressants et très utilisables, parce qu'ils n'avaient pas de contenu idéologique trop marqué.

**NR : Quels sont vos rapports avec la population de l'arrondissement ?**

**ASPIC :** Il n'y a pas de rejet de la part de la population dans les quartiers

populaires. L'hostilité viendrait plutôt des quartiers rénovés, autour de la place Gambetta... Il n'empêche que des jeunes influencés par l'idéologie fasciste ont pété les vitres de notre local et agressé des copains maghrébins aux cris de « Heil Le Pen! »

Il faut aussi signaler les incendies criminels — au nombre de cinq dans l'arrondissement — d'immeubles habités non seulement par des immigrés, mais aussi par des travailleurs français. Cinq incendies qui ont fait jusqu'ici 19 morts par calcination ou par asphyxie et de nombreux blessés. On ne peut pas dire exactement qui en sont les responsables. Toujours est-il que, depuis quelque temps déjà, étaient déposés dans les boîtes à lettres à des noms à consonances maghrébine, africaine ou chinoise, d'ignobles tracts contenant des menaces de mort contre les immigrés s'ils ne retournaient pas dans leur pays. Ces tracts appelaient à la purification du territoire.

Le Ku Klux Klan, qui doit avoir une antenne en France, fait sa réapparition. Dans un tract, il parle du feu purificateur qui a « grillé 19 singes sans poils ».

**NR : Faites-vous paraître un bulletin ? Pensez-vous en augmenter le tirage et la parution pour faire face aux événements ?**

**ASPIC :** Nous faisons paraître un bulletin une ou deux fois par an. Il nous faudrait des moyens pour augmenter le tirage et la fréquence. Mais nous voulons éviter d'avoir un discours trop politique, trop intellectuel. Nous voulons, avant tout, nous adresser à la sensibilité. C'est cela notre expérience. Faire se rencontrer des gens pour se connaître. C'est notre façon de lutter contre les repliements communautaires, les préjugés raciaux et le nationalisme hexagonal.

**NR : Quels sont pour vous les perspectives ?**

**ASPIC :** Il ne faut compter que sur nous-mêmes. La mairie du 20<sup>e</sup> et la mairie de Paris ont manifesté leur hostilité à maintes reprises à notre égard. Tout dernièrement à propos du relogement des victimes des incendies criminels. Il faut comprendre que nous représentons un véritable contre-pouvoir vis-à-vis d'elles. Elles ne vont pas nous aider, alors que leur objectif est de faire de Paris une cité bien blanche et bien bourgeoise. Le nôtre est au contraire de fabriquer le ciment entre toutes les communautés pour s'opposer aux expulsions.



## REFLEX

*REFLEX (Réseau d'étude, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie) est une association qui diffuse un bulletin mensuel. Son but est de faire chaque mois l'état de la mobilisation contre l'extrême droite et l'idéologie sécuritaire, l'antimilitarisme, l'antiracisme, etc., afin d'informer sur les multiples expériences des groupes militants, et par là de les rendre plus efficaces.*

**Noir et Rouge :** Pouvez-vous définir votre intervention antifasciste?

**REFLEX :** Elle s'établit selon deux axes : d'une part, contre le Front national et les différents groupes fascistes; d'autre part, contre les mesures gouvernementales racistes et ultra-sécuritaires. Nous distinguons ces deux axes, car le débat n'est pas de savoir si le gouvernement est d'extrême droite ou pas. L'intérêt pour nous, c'est de voir comment des individus, des groupes se mobilisent par rapport à des projets de loi ou des applications concrètes de mesures sécuritaires, de voir qui ils sont, de cerner leurs initiatives et de faire connaître leurs activités...

Il y a trois-quatre ans, on pouvait envisager d'autres types d'action contre l'extrême droite, dans la mesure où tout le monde percevait le danger immédiat de la percée du Front national. Aujourd'hui, il est banalisé, et les mesures sécuritaires qu'il défend sont prises par le gouvernement. Compte tenu de nos objectifs, envisager une intervention antifasciste uniquement par rapport au Front national et à Le Pen serait se tromper de cible. Un certain nombre de groupes font un travail d'information sur l'extrême droite, comme *Article 31* ou le collectif Urgence de Lyon; il serait inutile de créer un collectif supplémentaire pour un même boulot.

**NR :** Vous avez une intervention plus proche du terrain?

**REFLEX :** Oui et non. Un groupe comme le Scalp de Toulouse, en organisant des contre-manifestations à chaque venue de Le Pen et en intervenant pour interdire physiquement ses meetings, fait une intervention sur le terrain. Mais il démarre en 1983; depuis la victoire de la droite, en 1986, son sigle s'est transformé en Section de

contre-attaque à la peur. Parce qu'il ne faut plus considérer la bataille antifasciste uniquement par rapport à Le Pen, mais recentrer notre action sur un plan idéologique, en luttant contre les idées d'ordre moral, de travail, famille, patrie. Il est nécessaire d'avoir une base de lutte beaucoup plus large, à la différence des groupes d'extrême gauche qui veulent seulement réaliser un front antifasciste.



**NR :** Comment se fait cet élargissement?

**REFLEX :** Le gouvernement prend de plus en plus de mesures de répression contre le social. Cela va de la carte d'identité infalsifiable au Code de la nationalité, en passant par les expulsions et l'informatisation de la police. Nous n'assimilons pas les programmes de la droite et de l'extrême droite. Mais cette droite au pouvoir, c'est celle-là même qui essaie de récupérer une partie de l'électorat de Le Pen en marchant sur ses plates-bandes. Dans le même temps, Le Pen est entré dans une stratégie présidentielle : maintenir une image de respectabilité, entrer en force dans les régions, etc. De ce fait, la partie strictement antifasciste de Réflexes se réduit de plus en plus, notre but n'étant pas de faire comme *Article 31*, mais plutôt d'informer sur les luttes de terrain et de les développer. L'extrême droite a déplacé son centre d'apparition, et a réussi à donner une image d'elle assez respectable, par exemple sur les marchés. Il y a quelques années, on ne se posait pas la question de savoir si on devait être démocratiques, la laisser parler, etc. Elle était tout de suite jetée. Aujourd'hui, avec l'image et la force qu'elle a acquises, tu vends ton canard à côté de ses militants. Si tu leur fais la gueule, tu ne vas plus leur casser la tête. C'est un échec qu'il faut prendre en compte. Pour envisager une remobilisation contre le Front national, il faut déjà reconquérir les gens au niveau idéologique, culturel et politique. Car le consensus anti-immigrés, par exemple, s'étend de l'extrême droite

## ... traque réactionnaires

jusqu'au PS, voire même au PC dans les mairies.

La lutte contre l'extrême droite, c'est aussi informer et montrer ce qui, dans la société, va à l'encontre de ses idées. Ça peut être le boulot de groupes musicaux, de compagnies de théâtre comme la Comédie plurielle. Le boulot de REFLEX, c'est aussi de faire connaître ces groupes, ces milliers de choses qui ne se voient pas comme ça, parce qu'elles sont souterraines, mais qui constituent le tissu social. C'est d'informer, mais surtout de coordonner les différents secteurs de lutte socioculturels : antiracisme, mesures sécuritaires, prison... D'être un relais pour les différentes campagnes, de permettre également dans des cas d'urgence (expulsions, copain embarqué, etc.) d'avoir un réseau d'information qui fonctionne très vite, de façon à réagir le plus rapidement possible.

**NR :** Et quels moyens avez-vous à votre disposition pour mener à bien ce travail?

**REFLEX :** Avant tout, le journal qui, tous les mois, fait le point sur les différents secteurs et informe également sur certains thèmes dans sa partie dossier. Ensuite, nous avons le répondeur qui permet de faire circuler rapidement l'information. Sinon, maintenant, on a également la lettre « REFLEX-Infos », plus ponctuelle, selon que l'on a ou pas une information qui oblige à réagir rapidement, pour faire circuler des pétitions, constituer des groupes de pression, etc. Notre boulot passe aussi par la diffusion et la production de matériel militant classique (affiches, tracts, autocollants, etc.). Mais la diffusion reste fonction des attentes des gens. Il faut réussir à trouver le bon matos et le sortir au bon moment...



e, c'est  
dans la  
es. Ça  
sicaux,  
me la  
ot de  
nnaitre  
ses qui  
parce  
is qui  
C'est  
donner

lutte  
mesures  
relais  
es, de  
es cas  
barqué,  
ion qui  
agir le

ous à  
ien ce

al qui,  
ur les  
lement  
partie  
ns le  
rculer  
Sinon,  
lettre  
tuelle,  
mation  
ur faire  
er des  
boulot  
et la  
assique  
). Mais  
tentes  
le bon



## résolument

# PROLOS

*A Montreuil (Seine-Saint-Denis), municipalité communiste depuis toujours, existe une tradition d'intervention locale due à des groupes sans relation directe avec les organisations gauchistes d'ampleur nationale. Le collectif PROLOS (très préoccupé par l'antifascisme) perpétue cette tradition.*

**Noir et Rouge : D'où vient PROLOS ?**

**PROLOS :** Avant, sous Giscard, il y avait le Comité antirépression (CAR). Il a mené campagne sur le logement en aidant et en popularisant l'occupation de l'ancienne usine Dantzer. Il s'agissait de familles ouvrières mal logées qui exigeaient un relogement dans des locaux décentes. Elles occupaient des logements vides mais étaient prêtes à payer un loyer. Le CAR a également mené campagne contre la vie chère. Ensuite il y a eu la venue de la gauche au pouvoir. Cela a entraîné une période de réflexion politique et la création du Cercle avec des têtes nouvelles. Nous avons tenté de redéfinir l'intervention politique. Nous avons repris les bouquins pour réétudier ce qu'est l'impérialisme, pour essayer d'analyser la « crise ». Malgré quelques textes de synthèse, notre projet n'a pas abouti, en particulier à cause de divergences sur le type d'affrontement avec le pouvoir en place.

Je dois dire qu'à PROLOS, nous n'avons pas tous la même histoire. Moi, par exemple, je viens de l'OCT, d'autres du collectif USINE (squat de Montreuil, de février 1985 à avril 1986) et nous n'avons connu ni le CAR ni le Cercle. Nous sommes donc d'origines politiques différentes, et, sur bon nombre de débats, nous avons des positions contradictoires. Mais nous avons créé PROLOS car, par rapport à des axes d'intervention locale, il nous était possible de monter un collectif se donnant les moyens d'une intervention politique unitaire minimale.

**NR : Donc PROLOS naît sous le gouvernement de gauche ?**

**PROLOS :** Oui, mais pas immédiatement. Un peu avant, il y a eu le Collectif antifasciste de Montreuil. Faut dire que la gauche au pouvoir est en partie responsable du phénomène Le Pen. Le PS a fait en sorte que s'approfondisse la contradiction entre la droite et l'extrême droite, ce qui a laissé une marge de manoeuvre au FN.

Noir et Rouge n° 4

**NR : Parlez-nous donc un peu du Collectif antifasciste...**

**PROLOS :** Il est né de l'intervention du FN au marché de Montreuil (diffusion de tracts, vente de journaux), au moment des dernières cantonales auxquelles se présentait A. Robert. Oui, l'ancien d'Occident, affilié au CNIP et qui se présentait sur une liste RPR. Le Comité antifasciste s'est créé sur une réaction tripale d'habitants d'une commune traditionnellement de gauche qui estimaient anormal que le FN se montre sur le marché. Des copains d'USINE nous ont également rejoints pour donner un coup de main. Nous avons convoqué les organisations traditionnelles présentes sur Montreuil, diffusé un tract et décidé d'occuper l'espace politique au niveau du marché. Plusieurs questions se sont alors posées : « Faut-il aller à l'affrontement avec les fafs ? » « Est-ce à nous de rechercher l'affrontement ou devons-nous leur en laisser l'initiative ? »

Tout le problème était de ne pas se couper des gens qui viennent faire leurs courses, qui ne vont rien comprendre et juste voir deux groupuscules qui se foutent sur la gueule comme des malades. Majoritairement, nous pensions ainsi. C'est pour ça que nous avons décidé de ne pas rechercher l'affrontement, même si certains copains disaient : « C'est pas normal qu'ils soient là, faut leur casser la tête ! » La tactique a donc été d'arriver suffisamment à l'avance pour occuper l'espace tout autour du rectangle que représente le marché. Donc, si les fafs venaient, ils étaient obligés de nous bousculer pour prendre place. Nous étions donc en position d'attaque et il devait paraître légitime aux populations que nous nous défendions.

Le premier dimanche, voyant l'espace pris, ils ne sont pas intervenus. Le dimanche suivant, même chose. La troisième fois, ils sont revenus, mais nous, nous étions en retard. C'est donc eux qui ont occupé l'espace. On ne pouvait pas les virer comme ça. Il y a juste eu une bagarre de slogans : « Communistes, anarchistes assassins ! » contre « Fascistes assassins ! » et c'en est resté là. Depuis ces cantonales, ils ne sont pas vraiment réintervenues mais ce qui est intéressant de noter c'est que, sur Montreuil, FN et RPR sont de connivence. Ils diffusent des tracts ensemble, comme tout récemment contre la grève de la SNCF.

**NR : Nous en arrivons à la constitution de PROLOS ?**

**PROLOS :** Oui. PROLOS est venu de l'idée qu'on ne pouvait pas continuer à intervenir dans une ville au coup par coup, qu'il valait mieux se structurer, avoir une réflexion à plus long terme, un suivi dans l'intervention. Je ne veux pas dire qu'aujourd'hui on ait réussi, mais voilà pourquoi s'est créé le Projet radicalement ouvert de luttes ouvrières et sociales. Nous n'avons pas choisi ce sigle par hasard. Nous sommes radicalement ouverts car nous ne faisons pas référence à une étiquette, nous ne défendons pas une ligne politique. Les copains de PROLOS d'origine libertaire et ceux venant du marxisme-léninisme partagent l'idée qu'il n'y a pas tant de différences que ça entre « libertaires » et « marxistes » et que, dans le fond, ils rêvent de la même chose. Qui peut prétendre aujourd'hui détenir la vérité ? Ce qu'on peut dire, en revanche, c'est que nous sommes tous confrontés à un certain nombre de problèmes et qu'en ayant une pratique permettant de regrouper des gens quelle que soit leur étiquette, c'est ainsi qu'on avance.

**NR : Quelles sont les actions menées par PROLOS ?**

**PROLOS :** Nous utilisons les moyens militants classiques (tracts, bombages, affichages). Nous avons réalisé deux affiches. La première : « Plus jamais ça ! », faisant un parallèle entre la position des nazis par rapport aux juifs et celle du FN par rapport aux immigrés. La seconde met en scène « Pasqua, Chalandon, Pandraud » et dénonce le délire sécuritaire.

Nous avons fait un tract sur l'expulsion des 101 Maliens dont une bonne partie était de Rosny (une commune limitrophe) et nous avons organisé un meeting contre ces expulsions à la bourse du travail. Cela permet de mettre en évidence les contradictions de la mairie communiste sur le problème des quotas, etc.

On est également branchés sur le relogement des familles parisiennes victimes d'incendies criminels et on suit les affaires d'assassinat d'émigrés et de « beurs », en particulier celui de Nacer Hamoudi, qui est mort à l'hôpital deux jours après un tabassage au commissariat de Noisy-le-Sec.

Dans l'avenir, nous souhaitons aller dans les cités projeter un film sur ces assassinats et inciter à la création de comités de quartier d'auto-organisation contre la répression.



## ARTICLE 31

Noir et Rouge : Pourquoi ce titre Article 31?

Article 31 : Parce que la déclaration universelle des Droits de l'homme comporte 30 articles, mais aucun d'eux ne concerne le droit et le devoir de chacun de s'élever contre ceux qui n'en respectent pas les termes... l'article 31, en somme...

NR : Faites-nous un rapide historique de la revue...

A31 : Son n° 1 est paru en octobre 1984, et depuis cette date, elle paraît tous les mois... Deux ans et demi que nous tenons la route! Article 31 est réalisé par une équipe de militants venus de tous les horizons et de journalistes indépendants spécialisés dans tout ce qui touche à l'extrême droite. Peu à peu, elle s'est étoffée de rubriques régulières comme par exemple les activités du Front national, les brèves concernant l'extrême droite dans le monde, ou un suivi sur l'extrême droite en Belgique. Les premiers numéros ouvraient également une tribune libre aux groupes, organisations et individus investis dans la lutte antifasciste. La LCR, le PSU, la Fédération anarchiste, Convergence 84, la Mémoire courte (association qui lutte contre la désinformation dans la presse de droite), l'Information pour les droits du soldat, le collectif Fahrenheit (qui regroupe les librairies de gauche victimes d'attaques fascistes), etc. ont ainsi exposé leur position par rapport au combat antifasciste et antiraciste.

Depuis, Article 31 a fait des petits : des Articles 31 locaux sont nés, notamment à Toulouse en 1985 (sept numéros parus), à Marseille, Strasbourg, Lyon (qui a édité un quatre-pages sur l'extrême droite étudiante pendant le mouvement de décembre 1986). D'autres sont en préparation ailleurs. Un supplément Belgique existe aussi.

La revue est diffusée par des militants de diverses organisations et dans les librairies alternatives. Nous n'avons pas cherché à utiliser les médias, Article 31 étant un outil de lutte, nous préférons qu'elle soit diffusée par ceux-là même qui se battent contre l'extrême droite.

NR : Quels buts vous êtes-vous fixés en la créant?

A31 : ...voir un outil utile à tous ceux qui sont investis dans la lutte antifasciste! Nous voyons une méconnaissance de l'extrême droite, de ses diverses familles, ramifications et liaisons avec la droite traditionnelle, les

stratégies des divers groupes dans certains syndicats... Article 31 veut donc donner un maximum d'éléments permettant une meilleure compréhension de ce qu'est l'extrême droite en 1987. C'est pourquoi nous ne développons aucun discours général sur l'extrême droite — ce qui serait d'ailleurs difficile, compte tenu des diverses sensibilités coexistant dans Article 31; et pourquoi nous privilégions avant tout l'information. A chacun ensuite d'utiliser les éléments que nous apportons dans son engagement particulier... Par exemple, pour les législatives de 1986, nous avons sélectionné des articles parus dans la revue au sujet du FN, de la droite (RPR, UDF, CNIP), de la nouvelle droite, des «clubs», etc., afin d'aider à lutter et à convaincre face aux campagnes électorales de la droite et de l'extrême droite. Pour riposter efficacement, il est essentiel de savoir qui est qui et qui fait quoi... Echapper à l'invective pour cerner le danger réel. Nous sommes heureux de constater que notre boulot sert à beaucoup de monde. Et nous recevons énormément d'informations, en retour, de nos lecteurs sur ce qui se passe dans leur ville, sur tel ou tel mouvement d'extrême droite, un meeting, une agression raciste, un attentat, etc. Un réseau de renseignements s'est peu à peu tissé. Outre ces infos, nous épluchons méticuleusement la presse d'extrême droite, et nous publions tout ce qui peut servir.

NR : En plus de la revue mensuelle, vous sortez des numéros spéciaux...

A31 : Oui, pour traiter à fond certains sujets relatifs à l'extrême droite que nous abordons partiellement dans le mensuel. Nous avons démarré avec un dossier « Ethnisme et extrême droite », réalisé par Yves Plasseraux sur l'importance des revendications liées aux ethnies, hier et aujourd'hui, l'extrémisme de certains mouvements, ou le discours de la nouvelle droite sur le « retour aux sources ». Nous préparons un « spécial police » sur les syndicats d'extrême droite dans la police, où nous dresserons une liste détaillée de toutes les bavures racistes depuis dix ans... Et aussi un dossier « Religion et extrême droite » sur les intégristes, leur idéologie, l'Opus dei, etc. Un panorama réactualisé de l'extrême droite française est également prévu. D'autres sujets sont à l'étude, comme syndicalisme et extrême droite; ou l'Académie française (les influences idéologiques de cette institution qui est tout sauf «apolitique»!); ou encore le bicentenaire de la Révolution française et tous les discours qui reflorissent à cette occasion, notamment le retour des

## ... traque réactionnaires

royalistes. Nous espérons que ces numéros spéciaux, en plus d'apporter des informations plus fouillées, vont provoquer des réactions et des débats.

Enfin, tant dans les dossiers que dans le mensuel, nous voulons développer encore plus tout ce qui touche à l'extrême droite internationale. Nous suivons régulièrement la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne... Nous voulons aussi multiplier les « dossiers transversaux », autrement dit les dossiers qui ne traitent pas directement des groupes ou des mouvements d'extrême droite, mais de tous leurs contacts et ramifications dans l'ensemble de la société : partis de droite, associations, municipalités, syndicats, clubs de réflexion.



ré  
1)  
CHO  
dém  
Par  
droit  
Bien  
ainsi  
CHO  
p. 5  
Anal  
élect  
amb  
extr  
(enfu  
BRIC  
232  
Ecrit  
Tém  
malh  
PET  
je7.  
Cour  
DE M  
1980.  
Par  
cont  
hid  
chose  
2)  
DRO  
1985.  
GIR  
1972  
Anci  
comm  
inté  
l'Aig  
(Gall  
moin  
l'OAS  
GUE  
300  
Etu  
l'éq  
souli  
les e  
moy  
REM  
F.  
Ouvr  
cath  
cour  
su s  
Fran  
RIO  
l'un.  
Abor  
l'hist  
l'Ind  
WIN  
env.  
Etu  
socié  
(bou  
No

# PETITE BIBLIO COMMENTEE



## A) Extrême droite française

### 1) Ouvrages d'initiation

- CHOMBART DE LAUWE M.-J.**, *Complots contre la démocratie*, FNDIR, 1982, 170 p., 40 F.  
Par une ancienne résistante déportée, une histoire de l'extrême droite depuis 1945 analysée comme un fascisme jusqu'en 1982. Bien documenté sur les groupes activistes type FANE, MNR, GUD ainsi que FN et PFN; ouvrage très « lutte antifasciste ».
- CHOMBART DE LAUWE M.-J.**, *Vigilance*, EDI, 1986, 170 p., 57 F.  
Analyse la montée de l'extrême droite française (poussée électorale du FN, banalisation du racisme, etc.), les ambitions politiques du FN, les liens entre droites classique et extrême (convergence des programmes), et propose de passer (enfin) à l'offensive idéologique et à la riposte sur le terrain.
- BRIGOLEIX B.**, *l'Extrême Droite en France*, Fayolle, 1977, 232 p.  
Écrit avant la percée du FN, à l'époque de l'« apogée » du PFN. Témoignages et interviews de militants fachos. Facile à lire; malheureusement épuisé...
- PETITFILS J.-C.**, *l'Extrême Droite en France*, PUF, Que sais-je?, 1983, 130 p., 22,40 F.  
Court, simpliste, honnête, pas cher...
- DE MAISTRE J.**, *Considérations sur la France*, Garnier, 1797, 1980, 134 p.  
Par un ultra-monarchiste, un condensé du bagage théorique des contre-révolutionnaires, de Maurras à Le Pen (ordre naturel, hiérarchie, intégrisme religieux); comme quoi il n'y a pas grand-chose de neuf sous le solstice.

### 2) Ouvrages utiles à la connaissance du sujet

- DROZ J.**, *Histoire de l'antifascisme en Europe*, La Découverte, 1985, 318 p., 125 F.
- GIRARDET R.**, *l'idée coloniale en France*, Livre de poche, 1972, 506 p., 50 F.  
Ancien officier FFL, ancien OAS, l'auteur se définit actuellement comme libéral et libertaire et présente une analyse très intéressante de l'idée coloniale française et des soubresauts liés à l'Algérie (OAS). Girardet a publié anonymement un *OAS parle* (Gallimard-Archives) où il essaie de donner à l'OAS un aspect moins fascisant. (Sur ce sujet, voir les extraits du programme de l'OAS dans *Complots contre la démocratie*.)
- GUERIN D.**, *Fascisme et grand Capital*, Maspéro, 1936-1965, 300 p., 30 F.  
Étude économique-sociale du fascisme et du nazisme. Reste dans l'équation marxiste classique: fascisme = grand Capital, mais souligne les contradictions entre divers types d'industrialisation, les espoirs déçus des plébiens fascistes, le rôle des classes moyennes, l'adhésion de la jeunesse...
- REMOND R.**, *les Droites en France*, Aubier, 1982, 544 p., 130 F.  
Ouvrage classique de sciences politiques, écrit par un historien catholique. Rémond étudie finement l'évolution des grands courants de la droite française des origines à nos jours et conclut au sujet du fascisme à l'extrême faiblesse du phénomène en France... Utile, car très synthétique.
- RIOUX J.-P.**, *la France et la 4<sup>e</sup> République*, 2 t., Seuil, 38 F l'un.  
Aborde de manière globale (sociale, économique, politique...) l'histoire contemporaine de 1946 à 1958. Parle donc de l'Indochine, de Poujade, des débuts de la guerre d'Algérie.
- WINOCK M.**, *la Fièvre hexagonale*, Calmann-Lévy, 1986, env. 150 F.  
Étude les soubresauts autoritaires des révolutionnaires de la société française, les phases de calme et de tension vive (boulangisme, ligue, poujadisme...).



### 3) Jusqu'en 1940

- BERNSTEIN S.**, *le 6 Février 1934*, Gallimard-Archives, 1975, 260 p., photos, 38 F.  
Conclut à la non-existence d'un complot le 6 février 1934, qui illustre la profonde crise sociale de l'époque. Nombreux documents issus des débats parlementaires.
- BOURDREL P.**, *la Cagoule*, Marabout, 1986, 300 p., 39 F.  
Histoire anecdotique et événementielle des diverses organisations putschistes de la France des années 30. La Cagoule est analysée comme modèle de la future OAS. Rien d'autre ne semble exister sur le sujet.
- BURRIN P.**, *la Dérive fasciste Déat-Doriot-Bergery*, Seuil, 1986, 150 F.  
A partir de l'évolution de trois dirigeants marginaux des partis de gauche (SFIO, PC, radicaux) vers le fascisme et la collaboration, l'ouvrage montre la faiblesse du phénomène fasciste en France et critique utilement Sternhell.
- STERNHELL Z.**, *la Droite révolutionnaire 1885-1914*, Seuil, 1978, 442 p., 38 F.  
Peu de livres très documentés existent sur cette période où boulangisme, antisémitisme culturel et biologique, monarchisme jouent un rôle important dans la société française. Il faut donc se contenter de cette œuvre, bien que l'auteur, partisan de l'existence d'un « fascisme français » issu de la convergence entre extrémistes de gauche et de droite contre la démocratie, soit particulièrement malhonnête (rapprochement de textes détachés de leur contexte...).
- STERNHELL Z.**, *Maurice Barrès et le Nationalisme français*, éd. Complexe, 1972, 1985, 369 p., 43 F.  
Premier livre de Sternhell sur l'idéologie nationaliste de la droite extrême du XIX<sup>e</sup> (déterministe, antisémite, inégalitaire, frileusement repliée sur son pré carré). Étudie très finement les fascistes « scientifiques » français actuellement réédités par les fascistes du MNR (Vacher de Lapouge, Gobineau, Drumont, Sauvy) ou encore utilisés par la nouvelle droite.
- STERNHELL Z.**, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Seuil, 1983, 408 p., 110 F.  
Identique au précédent: après les préfascistes, voici les fascistes. Documenté.
- WEBER E.**, *l'Action française*, Fayard, 1964, 1985, 700 p., photos.  
Par un historien américain, l'étude la plus complète sur cette organisation, vivier de tout ce que la France compte de fascistes, monarchistes, pétainistes, racistes. L'Action française, statutairement antisémite, apparaît comme un véritable pouvoir politique et culturel, même après 1944.
- WINOCK M.**, *Drumont et Cie*, Seuil.  
Sur les courants antisémites de la fin du XIX<sup>e</sup>, documenté. Épuisé.

### 4) Période 1940-1945

- DIODONNAT P.-M.**, *Je suis partout 1930-1944*, 1973, 90 F.  
Histoire du plus célèbre des hebdomadaires d'extrême droite d'avant-guerre, passé à la collaboration sans complexe. Très documenté sur la droite intellectuelle, qui avait alors un poids énorme. Biographies utiles. Néanmoins, débile sur le rapprochement qui est fait entre fascistes de 1940-1945 et gauchistes de 1968.
- DUQUESNE J.**, *les Catholiques français sous l'Occupation*, Grasset, 1986, 458 p., 120 F.  
Très utile pour connaître les compromissions, louvoiements, capitulations, ralliements de la hiérarchie catholique à Vichy ainsi que sa réussite majeure: échapper à l'épuration.
- ORY P.**, *les Collaborateurs*, Seuil, 330 p., 35 F.  
*la France allemande*, Gallimard-Archives, 275 p., photos, 38 F.  
Deux ouvrages sur la Collaboration, le premier historique et idéologique, le second composé de recueils de textes. Très utile.
- PAXTON R.**, *la France de Vichy 1940-1944*, Seuil, 1973, 375 p., 35 F.  
Par un historien américain, le livre qu'il faut avoir lu sur la période, car il dresse un bilan accablant et argumenté de Vichy: statut des juifs, pillage économique, mythe d'un Pétain résistant légal à l'Occupation. (Existe en poche.)
- REBATET L.**, *les Mémoires d'un fasciste*, 2 t., Pauvert, 1942, 1976, 100 F/70 F.  
Autobiographie arrangée et valorisante d'un intellectuel maurrassien déçu, membre de *Je suis partout*, fasciste militant

## B) International

avant 1939 et collabo de choc jusqu'en 1945. Témoignage intéressant sur le mode de penser et de vivre des fascistes français.  
VEILLON D., *la Collaboration. Textes et débats*, Poche, 1984, 476 p., 36,50 F.  
Documents et analyses opposées passées et présentes sur la période.

## 5) Après 1945

ALGAZY J., *la Tentation néofasciste en France 1945-1965*, Fayard, 1984, 427 p., 98 F.

Un pavé consacré à la restructuration des organisations dès 1946. Aborde le poujadisme, la guerre d'Algérie, l'OAS et ses suites avec brio. Très informé et documenté, mais analyse très classique.

DUPRAT F., *les Mouvements d'extrême droite en France*, Albatros.

Duprat, fondateur des GNR, tenant d'un fascisme peu dur, dirigeant du FN et grand ami de Le Pen, est mort dans l'explosion de sa voiture piégée. Cet ouvrage (épuisé) d'une rare malhonnêteté intellectuelle est consacré, d'une part, à la réhabilitation du nazisme et de l'OAS et, d'autre part, à la vie agitée des fascistes français contemporains. Il contient beaucoup d'informations utiles (liens de l'extrême droite universitaire avec les réseaux Foccard et CDR avant et après mai 68, par exemple).

HOFFMAN S., *le Mouvement Poujade*, PFNSP, 1956, 420 p., 125 F.

Écrit à chaud, analyse l'électorat, l'implantation (rôle du PCF), les influences et appuis clairement d'extrême droite (entre autres un nommé Roques) et l'état de la société française. Très intéressant.

FARGIER J.-P., *les Bons à rien*, Presses d'aujourd'hui, 1980, 230 p., 60 F.

Une fiction sur les dirigeants et amis de la nouvelle droite (Pauwels, de Benoist, Debray, Retzen), et une courte étude incisive sur ses origines néo-fascistes, son discours, ses pratiques. (Voir aussi l'article de TAGUIEFF P.-A. : « la Stratégie culturelle de la nouvelle droite » dans *Fascisme, vous avez dit fascisme?*, Arthaud. Texte fabuleusement intéressant.)

COLLECTIF, *Faut-il brûler la nouvelle droite?*, PJO.

Ouvrage écrit quand la ND fut attaquée par des intellectuels à la solde du cosmopolitisme américano-bolchevisant et dégénéré. Épuisé.

KAUFFER R., *l'OAS, histoire d'une organisation secrète*, Fayard, 1986, 421 p., 98 F.

Naissance, développement, appuis (fascistes de Jeune Nation, Le Pen, poujadistes, droite classique) et échec des racistes fascistes de l'Algérie française. Étudie aussi la reconversion dans l'industrie, la littérature et la politique de nombre de ses dirigeants (Sergent et Romain Marie, députés FN) amnistiés suite à 68, et aussi par Mitterrand. L'OAS a pesé et pèse lourd dans la mythologie et les références politiques de l'extrême droite actuelle. (Voir aussi COURRIERE Y., *la Guerre d'Algérie*, t. III-IV, Marabout.)

THEOLLEYRE J.-M., *les Néo-Nazis*, Temps actuels, 1982, 250 p., photos, 85 F.

Un très bon ouvrage sur l'extrême droite contemporaine en France et à l'étranger (du FN à la ND et aux faurissonades), peut-être un peu trop axé sur les activités « folkloriques » des néo-nazis type FANE.

## 6) Front national

DUMONT, LORIEN, CRITON, *le Système Le Pen*, EPO, 1985, 335 p., 125 F.

Par des Belges, un ouvrage très documenté sur la machine du FN et son Führer. (Voir aussi *les Temps modernes* n° 465, consacré à « la tentation autoritaire en France », pour les articles sur les mutations internes de droite-extrême droite et leur impact.)



## 1) Divers

BOYER J.-F., *l'Empire Moon*, La Découverte, 1986, 419 p., 95 F.

Histoire exhaustive de la célèbre secte et de ses appendices de 1954 à 1985 intéressante surtout en ce qui concerne le soutien apporté aux organisations anticommunistes internationales (WACL, CIRPO), aux guérillas contre-révolutionnaires (contras du Nicaragua), et, en France, les liens avec l'extrême droite (FN) et la droite (RPR).

CHRISTIE S., *Stefano Delle Chiaie, Portrait of a Black Terrorist*, Black Papers, 1984, Londres, photos, 50 F.

Un portrait en pied du principal dirigeant du néo-nazisme italien et international, responsable entre autres du massacre de la Piazza Fontana et de l'attentat de la gare de Bologne. Analyse les infiltrations fascistes et policiaires dans certains groupes anarchistes en 1968, dans le cadre de la tristement célèbre « stratégie de la tension », et fait un tour d'horizon des activités de l'internationale néo-nazie : attentats, coups d'État... Christie tente une trop brève analyse libertaire du problème.

LAURENT F., *l'Orchestre noir*, Stock, 1978, env. 100 F.

Cet ouvrage assez ancien est toujours aussi utile à qui veut connaître l'internationale noire et ses multiples activités. L'ouvrage, beaucoup plus important que celui de Christie, fourmille d'informations. Flippant et utile.

## 2) Fascisme italien

DE FELICE R., *Clefs pour comprendre le fascisme*, Seghers, 1975, 40 F.

Un tour d'horizon complet et critique des diverses interprétations du fascisme italien. Très intéressant.

BERNSTEIN M., *le Fascisme italien*, Seuil-Points, 1980, 430 p., 38 F.

TASCA A., *Naissance du fascisme*, Gallimard, 1938-1967, 90 F. Par un militant socialiste réformiste, antifasciste de la première heure, une étude acérée sur la naissance, l'évolution, l'implantation, la stratégie de liquidation des oppositions ouvrière et paysanne, les mécanismes institutionnels, politiques et économiques qui ont rendu possible la prise du pouvoir, et donc la Marche sur Rome.

PARIS R., *les Origines du fascisme*, Flammarion, 1968, 140 p., 15 F.

L'ouvrage, surtout historique, pose le problème du nationalisme, des responsabilités des classes dirigeantes et du rôle de l'inconscient.

## 3) Nazisme

FAYE J.-P., *Langages totalitaires*, Hermann, 1980, 772 p., env. 180 F.

Linguiste et germaniste, Faye a étudié le phénomène national bolchevik tant à droite qu'à gauche (KPD) sous la République de Weimar. Étudie les « ponts » — créés par une utilisation totalitaire du langage, dans une période de crise politique et sociale profonde, de brouillage idéologique — qui ont permis des passages politiques symboliques d'une extrême à l'autre et favorisé la poussée nazie. En France, un groupe comme le MNR serait proche de ces courants « fascistes rouges » (cf. dans ses textes la référence aux deux frères Strasser, l'un fondateur du Front noir, l'autre dirigeant des SA exécuté en 1934).

GUERIN D., *la Peste brune*, Maspéro, 1965, 123 p., 25 F.

Récit d'un voyage à pied en Allemagne républicaine puis nazie. Témoignages et analyses.

SCHOENBAUM D., *la Révolution allemande, une histoire sociale du 3<sup>e</sup> Reich*, Laffont, 1966-1969, 420 p., 85 F.

Ou le nazisme comme facteur de « modernisation » de la société allemande (exode rural, travail des femmes, développement industriel, mise au pas des élites classiques et poussée des classes moyennes). Montre bien la destruction de l'État par le parti tout-puissant. Très utile.

VON SALOMON E., *les Réprouvés*, 1930, 1986, 378 p., 1C/18, 35 F.

Sur les corps francs allemands, pépinière de dirigeants d'extrême droite. Écrit par un déçu de l'hitlérisme fasciné par la violence, le nationalisme, la chose militaire. (A lire du même : *la Ville*, Gallimard, pour les pages national-bolcheviques et l'antisémitisme.)

## On a reçu

**Contre vents et marées** n° 23 à 35, 2 F le numéro. « Contre-courant », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

*Feuille mensuelle d'infos et d'analyse éditée par le collectif anarchiste de Bourgoin.*

**Zéro de conduite**, 20 F. Mensuel du CERISE, 77 rue des Haies, 75020 Paris.

N° 21-22 : *La répression contre les toxicomanes, un dossier sur la formation professionnelle avec une interview d'élèves d'un LEP, des infos sur les 3<sup>es</sup> Journées internationales sur les apprentissages libertaires qui se sont tenues à Valencia, en Espagne.* N° 24-25 : *Essentiellement consacré à la lutte des instits contre le statut des maîtres-directeurs. Un dossier très détaillé.*

**Cash**, journal des précaires et des chômeurs n° 5, 10 F, 53 av. des Gobelins, 75013 Paris.

*Des points de vue sur le mouvement étudiant et lycéen; le tribunal des Femmes contre la pauvreté; le retour à l'ordre moral; le comité des chômeurs de Strasbourg; travail abstrait, salaire concret.*

**REFLEX** n° 5, 10 F. « Réflexes », 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

*Le bulletin du Réseau d'étude, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie apporte comme d'habitude un tas d'informations utiles à tout militant : bilan des grèves étudiantes et du rôle de la police; les groupes d'extrême droite implantés dans les facs; les procès contre les réfractaires à l'armée; la situation en Guadeloupe; le Code de la nationalité.*

**Otages**, 8 F. BP 37, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

*Otages, qui lutte depuis longtemps contre tout enfermement, veut maintenant donner plus d'écho à ce combat en portant la question de la résistance à l'enfermement sur d'autres terrains de lutte. Ainsi, son n° 7 est consacré en grande partie à l'immigration, aux contrôles, à la politique d'expulsions, aux centres de rétention. Son n° 8 traite de la normalisation, des lois sécuritaires, de l'antiterrorisme... et toujours des infos et des contributions venues de derrière les murs, évidemment.*

**Ataka**, 14 F. BP 36, 64104 Bayonne cedex.

*Informations et analyses sur les luttes au Pays basque. Dans le n° 37, un entretien avec des militants basques expulsés au Cap-Vert, le mouvement étudiant au Pays basque. Dans le n° 38, un bilan de l'année 1986 à travers quelques interviews; le plan de réhabilitation du Casco Viego de Gasteiz; le conflit à la SNCF. Dans le n° 39, le Code de la nationalité, ni rejet ni assimilation; rock à Arcangues; infos Pays basque.*

**REFLEX** n° 5, 10 F. « Réflexes », 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

*Le bulletin du Réseau d'étude, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie apporte comme d'habitude un tas d'informations utiles à tout militant : bilan des grèves étudiantes et du rôle de la police; les groupes d'extrême droite implantés dans les facs; les procès contre les réfractaires à l'armée; la situation en Guadeloupe; le Code de la nationalité.*

**Otages**, 8 F. BP 37, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

*Otages, qui lutte depuis longtemps contre tout enfermement, veut maintenant donner plus d'écho à ce combat en portant la question de la résistance à l'enfermement sur d'autres terrains de lutte. Ainsi, son n° 7 est consacré en grande partie à l'immigration, aux contrôles, à la politique d'expulsions, aux centres de rétention. Son n° 8 traite de la normalisation, des lois sécuritaires, de l'antiterrorisme... et toujours des infos et des contributions venues de derrière les murs, évidemment.*

**Ataka**, 14 F. BP 36, 64104 Bayonne cedex.

*Informations et analyses sur les luttes au Pays basque. Dans le n° 37, un entretien avec des militants basques expulsés au Cap-Vert, le mouvement étudiant au Pays basque. Dans le n° 38, un bilan de l'année 1986 à travers quelques interviews; le plan de réhabilitation du Casco Viego de Gasteiz; le conflit à la SNCF. Dans le n° 39, le Code de la nationalité, ni rejet ni assimilation; rock à Arcangues; infos Pays basque.*

**Ataka**, 14 F. BP 36, 64104 Bayonne cedex.

*Informations et analyses sur les luttes au Pays basque. Dans le n° 37, un entretien avec des militants basques expulsés au Cap-Vert, le mouvement étudiant au Pays basque. Dans le n° 38, un bilan de l'année 1986 à travers quelques interviews; le plan de réhabilitation du Casco Viego de Gasteiz; le conflit à la SNCF. Dans le n° 39, le Code de la nationalité, ni rejet ni assimilation; rock à Arcangues; infos Pays basque.*

**Ataka**, 14 F. BP 36, 64104 Bayonne cedex.

*Informations et analyses sur les luttes au Pays basque. Dans le n° 37, un entretien avec des militants basques expulsés au Cap-Vert, le mouvement étudiant au Pays basque. Dans le n° 38, un bilan de l'année 1986 à travers quelques interviews; le plan de réhabilitation du Casco Viego de Gasteiz; le conflit à la SNCF. Dans le n° 39, le Code de la nationalité, ni rejet ni assimilation; rock à Arcangues; infos Pays basque.*

**Ataka**, 14 F. BP 36, 64104 Bayonne cedex.

*Informations et analyses sur les luttes au Pays basque. Dans le n° 37, un entretien avec des militants basques expulsés au Cap-Vert, le mouvement étudiant au Pays basque. Dans le n° 38, un bilan de l'année 1986 à travers quelques interviews; le plan de réhabilitation du Casco Viego de Gasteiz; le conflit à la SNCF. Dans le n° 39, le Code de la nationalité, ni rejet ni assimilation; rock à Arcangues; infos Pays basque.*

**Kaol** n° 2. BP 4131, CERF, 31030 Toulouse.

*Toujours le mouvement étudiant; le SCALP; les bavures policières; les expulsions; les TUC; le terrorisme; la secte du Patriarche.*

**Initiative**, journal anticapitaliste n° 4, 5 F. BP 253, 38202 Vienne cedex.

*Dunkerque, La Ciotat, La Seyne, le témoignage d'un réfugié basque; pour en finir avec le libéralisme; la NORMED; le droit de grève en question; à quoi sert le CNPF? Initiative publie également une lettre d'informations hebdomadaire.*

**IRL** n° 71, 20 F. 13 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

*La grève étudiante à Lyon; la répression contre les objecteurs insoumis; le terrorisme; et surtout un dossier Espagne 36, avec notamment une contribution de F. Mintz sur la collaboration anarcho-syndicaliste au gouvernement républicain, une interview de Luis Andres Edo de Solidaridad obrera (journal de la CNT-AIT), la CNT vue par les publications soviétiques en 36-39, une interview de Domingo Ruiz de la CNT en Catalogne. Enfin, un article sur le mouvement anarchiste au Portugal de 1926 à 1986.*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

**Courant alternatif**, 15 F. OCL-Egrogore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

*Dans le n° 62, restructuration à la SNCF; dossier étudiants-lycéens; incendies criminels dans le 20<sup>e</sup>; Code de la nationalité; interview de la CRIL-RAD (Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité); situation en Kanaky, insurrection de 1956 en Hongrie. Dans les n° 63 et 64, à signaler particulièrement le dossier sur l'après-Tchernobyl dans les pays de l'Est, et puis, bien sûr, les rubriques habituelles (comme celle sur les Peuples en lutte : Basques... ou Kazakhs et Nicaraguayens), ou encore le suivi sur les « affaires » en cours (SNCF, PTT...).*

*Ce numéro traite du terrorisme : terrorisme et Etat; terrorisme et extrême gauche; terrorisme et extrême droite; terrorisme et violence révolutionnaire.*

**Cavales** n° 1, c/o Centre de documentation Rebelles, BP 771, 75123 Paris cedex 03.

*L'Etat d'exception permanent; le retour aux QHS; Versailles : prison spéciale; historique de la révolte de mai 1985 (à lire absolument!); l'Europe des polices. On peut prendre contact avec Cavales et la commission prison-répression tous les premier et troisième mercredis du mois de 19 h à 21 h à la Maison verte, 127 rue Marcadet, 75018 Paris. Apportez vos infos! Venez vous informer!*

**Chroniques libertaires** n° 3, 10 F. CPCA, BP 21, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

*Eloge de l'anagramme : 68-86; réveille-toi, Bakounine, ils sont devenus fous (article polémique de Claude Guillon sur les libertaires et le mouvement étudiant); les tracts des « lascars du LEP électronique », critique de publications.*

**Infos et analyses libertaires** n° 19, 10 F. ISAL/CES BP 233 66002 Perpignan cedex.

*Le mouvement étudiant; raison d'Etat = meurtre; expulsions; Kanaky; la chanson subversive.*

**Le Libertaire**, revue de synthèse anarchiste, 25 rue Dumé-d'Applemont, 76600 Le Havre.

*Projet Devaquet : le dessous d'une loi; le nouveau paupérisme; triste racisme; syndicalisme en RFA.*

**Union pacifiste**, 4 rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne.

*Le numéro de mars fait, comme d'habitude, le point sur la répression contre les réfractaires à l'armée. Au menu également, une tonne d'infos sur la militarisation au quotidien, l'antimilitarisme dans le monde.*

**Avis de recherche**, 20 F, BP 53, 75861 Paris cedex 18.

*Le dossier n° 10 traite dans le détail des services secrets militaires. Qui sont les agents spéciaux? Comment sont-ils organisés? Quels sont leurs derniers coups tordus (l'assassinat de Machoro, Greenpeace, l'affaire des Irlandais de Vincennes)? A lire! Avis de recherche annonce également une nouvelle collection de dossiers : « Diffusion restreinte ». Le premier est consacré aux ventes d'armes de la France. Disponible par correspondance.*

**Article 31**, n° 26, 15 F, BP 423, 75527 Paris cedex 11.

*Le FN au Parlement; Thierry Maulnier; le FN espagnol; Faurisson; scandale en Belgique. Dossier spécial « Ethnisme et extrême droite » (voir interview d'Article 31 dans notre dossier).*

**Article 31**, n° 26, 15 F, BP 423, 75527 Paris cedex 11.

*Le FN au Parlement; Thierry Maulnier; le FN espagnol; Faurisson; scandale en Belgique. Dossier spécial « Ethnisme et extrême droite » (voir interview d'Article 31 dans notre dossier).*

**Article 31**, n° 26, 15 F, BP 423, 75527 Paris cedex 11.

*Le FN au Parlement; Thierry Maulnier; le FN espagnol; Faurisson; scandale en Belgique. Dossier spécial « Ethnisme et extrême droite » (voir interview d'Article 31 dans notre dossier).*

**Article 31**, n° 26, 15 F, BP 423, 75527 Paris cedex 11.

*Le FN au Parlement; Thierry Maulnier; le FN espagnol; Faurisson; scandale en Belgique. Dossier spécial « Ethnisme et extrême droite » (voir interview d'Article 31 dans notre dossier).*

**Article 31**, n° 26, 15 F, BP 423, 75527 Paris cedex 11.

*Le FN au Parlement; Thierry Maulnier; le FN espagnol; Faurisson; scandale en Belgique. Dossier spécial « Ethnisme et extrême droite » (voir interview d'Article 31 dans notre dossier).*

## On n'a pas reçu... mais on en cause quand même

### Etat des lieux... et la politique, bordel!

L'OCL fait le point en 320 pages. Pour découvrir cette organisation, ou pour retrouver l'esprit présent chaque mois dans *Courant alternatif*...

80 F (chèques à l'ordre de Denis Jean) à OCL/ Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

### Ethnies

Le n° 4-5 (60 F) traite des Indiens, de la guerre et de la paix en Amérique centrale (Guatemala, Belize, Panama, Honduras, El Salvador, Costa Rica, Nicaragua). Survival International (France), 16 rue Littré, 75006 Paris.



### MALGRE TOUT!

(A propos du film *Rosa Luxemburg* de Margarethe von Trotta)

Festival de Cannes, prix d'interprétation féminine pour Barbara Sukowa, sortie dans les grandes salles parisiennes... le film *Rosa Luxemburg* est un produit commercial qui ne se différencie pas des autres. Il doit se vendre sur le marché cinématographique en concurrence avec une multitude de productions (Ah ! l'analyse de la réalisation de la plus-value dans *l'Accumulation du capital*, œuvre majeure de Rosa !).

Evidemment, le sujet n'a rien à voir avec le maniérisme décadent d'un grand nombre de réalisations pelliculaires qui brillent par leur vide intellectuel. Cependant, les diverses variétés d'exégètes (« luxemburgistes » ou autres marxistes de la dernière pluie) et les sectes détentrices de la « vérité révolutionnaire » auront des leçons à donner sur la façon dont il est traité. Elles pourront dire, avec raison, que le

film de Margarethe von Trotta est étrangement silencieux sur la Révolution russe de 1917 (à part la réflexion d'un ouvrier sur les barricades du quartier des journaux qui crie à l'adresse de Rosa venue les dissuader d'engager la lutte armée : « Lénine a bien réussi en Russie ! »). Elles pourront rajouter, toujours judicieusement, qu'il n'est absolument pas question d'un fait radical : la fondation du Parti communiste allemand (KPD), congrès des 31 décembre 1918 et 1<sup>er</sup> janvier 1919. Fait sans lequel on ne peut pas comprendre le sens de la lutte des spartakistes et de leur insurrection au début janvier 1919 (ce qui est malheureusement le cas dans le film, où ils apparaissent comme une poignée d'extrémistes s'agitant sans perspectives claires). Fait primordial qui, marquant la rupture irréversible de Rosa Luxemburg avec la social-démocratie, parachève toute sa trajectoire politique par rapport à la critique menée, avant et pendant la guerre, contre cette même social-démocratie et la II<sup>e</sup> Internationale (critique vis-à-vis de Bernstein, Bebel et Kautsky qui est, heureusement, fort bien montrée dans le scénario).

Mais est-ce bien là l'essentiel ? Doit-on demander à Margarethe von Trotta d'être ce qu'elle n'est pas ? Du côté de l'Allemagne alternative d'aujourd'hui, elle réduit en effet la vision de Rosa Luxemburg à celle d'une « ardente pacifiste » s'opposant au militarisme et à la course aux armements. Signalons cependant, à sa décharge, la parfaite lucidité de la réalisatrice des *Années de plomb* sur la profondeur de son sujet :

« J'ai tant amassé que je pourrais tourner deux autres films. Cette femme vaudrait qu'on lui consacrait sa vie. Mon film paraîtra très partiel à certains historiens (je n'avais pas l'intention de faire œuvre historique mais un portrait de Rosa). Mais pour tous ceux qui ne la

connaissent pas, j'ai le sentiment que le film la leur fera découvrir. Rosa est utilisée à l'Est comme à l'Ouest. En RFA le timbre à son effigie n'a pu être accepté par les consommateurs. A l'Est on se sert d'elle à des fins politiques et l'on minimise son opposition à Lénine (1). En revanche, à Varsovie, une actrice a décliné l'offre du rôle « car elle ne pouvait jouer une communiste ». » (« Quand et pourquoi Rosa Luxemburg », Margarethe von Trotta dans le dossier de présentation du film) (2).

Malgré toutes les réserves, y compris sur le découpage du scénario (la succession un peu confuse pour le profane des différents flashes-back dans la première moitié du film), il faut reconnaître que le traitement d'un tel sujet dans la période actuelle relève du courage. L'armature centrale sur laquelle repose l'essentiel du film, *les Lettres de prison* (adressées à Sonia



Liebknecht), donne toute sa force à la figure d'une femme luttant contre le système capitaliste et la barbarie où il plonge l'humanité. Elle révèle toute la sensibilité et la dimension d'une révolutionnaire refusant aussi le dogmatisme féministe. Quelles belles images que celles où Rosa, incarcérée, reconforte ses visiteuses et ravive l'espoir d'un changement social toujours possible, alors que les charniers de la guerre et la misère font douter de tout! Sereine patience qui nous fait « chaud au cœur », aujourd'hui plus que jamais.

En dépit du coup de crosse, de la balle de revolver et des eaux du canal, la flamme révolutionnaire qui inspirait Rosa ne s'est pas éteinte et projette encore ses lueurs vers l'avenir.

« L'ordre règne à Berlin ! Spires stupides, votre ordre est bâti sur le sable... J'étais, je suis, je serai. »

Guy Sabatier  
(décembre 1986)

1) Si les divers aspects de l'opposition de Rosa Luxemburg avec Lénine (question nationale, spontanéité des masses, rôle du Parti...) sont minimisés ou occultés par les apologistes des bolcheviks, rappelons que les éditions Spartacus ont publié un grand nombre d'ouvrages qui font le point sur ces divergences et leur signification dans une perspective de rupture révolutionnaire (catalogue disponible à l'adresse suivante : les Amis de Spartacus, 5 rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris).

2) Ces propos ont aussi été tenus par Margarethe von Trotta dans l'interview accordée (en français) lors du reportage que nous avons accompli à Prague pendant le tournage du film (printemps 1985). Un montage de 16 mm, *Margarethe raconte Rosa*, a été réalisé par un copain à partir de ce reportage. Ceux qui seraient intéressés peuvent écrire à NR qui transmettra.



## MUSIQUE ANDINE

La présentation courante de la culture indienne du Pérou la laisse supposer figée, archaïque : s'il est vrai que la tradition, élément d'identité face au monde latino-américain, implique un sens aigu de la conservation et le respect des valeurs du passé, en revanche, en matière de création artistique, l'imagination et le talent sont toujours source d'évolution. Particulièrement dans le domaine de la musique. La rencontre entre le répertoire traditionnel, style lié à chaque région, et de nouveaux instruments, tels que le violon, la guitare, le saxophone ou l'accordéon, a été source d'enrichissement. De nouvelles techniques instrumentales ont dû être inventées et le folklore a évolué rapidement, grâce aux nouvelles sonorités et aux nouvelles possibilités. La musique indienne est donc une musique très vivante, qui compte aussi ses grands musiciens; parmi ceux-ci, le guitariste *Daniel Kirwayo*. Authentique héritier de la tradition musicale d'Ayawcho, puisque son père et son grand-père étaient déjà des harpistes très connus des communautés indiennes de cette région. Daniel Kirwayo, en adaptant le répertoire de la harpe à la guitare, est aussi un pionnier. Il acquiert très vite une remarquable maîtrise artistique, riche en sensibilité, et fait son premier grand concert à l'âge de 17 ans à l'auditorium de la radio nationale du Pérou.

Après avoir enregistré quelques disques, il devient animateur de la radio nationale pendant cinq ans. C'est la première fois qu'un programme consacré à la musique andine existe sur les ondes péruviennes. Pour Daniel Kirwayo, c'est l'occasion de rencontrer la plupart des musiciens du Pérou, avec lesquels il enregistre plus de cent disques! Il anime par la suite un programme consacré à la guitare péruvienne et ne cesse d'enrichir ses interprétations. Son jeu allie la perfection du classique à la fraîcheur des musiques populaires; il a l'audace que permettent le talent, le respect des styles régionaux, la sensibilité de l'âme indienne.

*Didier Dufond*

Daniel Kirwayo joue le dimanche 26 juin à 16 h 30 au TLP-Dejazet, place de la République, 75011 Paris.

## FLAMENCO

Pour les amateurs de flamenco, le TLP-Dejazet propose le dimanche 29 mars à 20 h 30 : Flamenco en France (90 F) et le dimanche 5 avril à 20 h 30 : Flamenco avec Badi Olier et Bernardo Sandoval (80 F).

## SERGE LIVROZET

« Je suis assigné à résidence à la Santé contre mon gré pour cause de dissidence politique. » écrit Serge Livrozet, qui est toujours détenu pour une affaire de fausse monnaie dans

laquelle il crie son innocence. De toute évidence, c'est surtout son engagement libertaire qui incite la justice à le maintenir en taule. Pour contacter son comité de soutien : c/o Annie Livrozet, BP 519, 75067 Paris cedex 02.

## DES REPONDEURS, EN VEUX-TU EN VOILA...

- COMMISSION PRISON-REPRESSION : 42 46 53 30;  
- REFRACTAIRE A L'ARMEE : 43 03 62 03;  
- REFLEX : 46 45 25 30;  
- LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : 47 07 41 14.

## ARTICLE 31 - LYON

Article 31 - Lyon a sorti un quatre-pages sur les mouvements fascistes lyonnais lors des grèves étudiantes. Contact : CEP, BP 5006, Lyon cedex 05.

## AVIS A LA POPULATION!

L'indispensable *Objecteurs, insoumis, déserteurs* (440 pages) de Michel Auvray est disponible à un prix exceptionnel (port compris) :

- de 1 à 4 exemplaires	50 F
l'unité;	
- à partir de 5 ex.	45 F
l'unité;	
- à partir de 10 ex.	40 F
l'unité	

... au lieu de 99 F auparavant. A commander très rapidement, car bientôt épuisé, à : Michel Auvray, c/o CIDES, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse.

La librairie La Gryffe a publié un catalogue de 840 titres sur les mouvements sociaux et ouvriers. A commander à :  
Librairie La Gryffe,  
5, rue Sébastien Gryphe  
69 007 LYON.....



# toxic ga gity

## LE SUBBUGLIO, UN LIEU... DE RENCONTRE, D'ACTIVITE, DE VIE

*En plein été, l'Italie c'est la mort... Y'a un soleil de merde qui vous fait regretter la grisaille des banlieues parisiennes. Et en stop, à moins d'être une nana... dur! Mais avec un peu de volonté et de temps, vous pourrez arriver un jour à Alessandria, une ville moyenne à 60 km au sud-ouest de Milan.*

Et à Alessandria, on se la donne. Outre plusieurs groupes anarchistes, un groupe autonome hyperactif... il y a le **Subbuglio**. Le Subbuglio, c'est tout un sous-sol d'immeuble géré par un collectif anarcho-punk : le **KAP** (Collectif autogéré poussière). Bref, c'est un centre autogéré comme il en existe pas mal en Italie (ex. : le **VIRUS** et le centre **LEONCAVALLO** de Milan, le **VICTOR CHARLIE** de Pise, bien que ceux-ci aient eu pas mal d'ennuis et bien du mal à survivre aux descentes de flics et aux expulsions).

Au Subbuglio, il y a d'abord une salle de rencontres qui sert à tout. A des débats, des réunions, des diffusions de vidéos punks. Ça sert aussi de bar où l'on peut écouter de la musique et passer un moment avec des ami(e)s. Et, bien sûr, une table de diffusion de disques, de K7, et de fanzines autoproduits y est installée. Ensuite, il y a une salle aux murs décorés par des fresques et où se déroulent régulièrement des concerts à bas prix avec des groupes d'un peu partout (**NEGAZIONE**, **KINA**...). Mais détrompez-vous, les activités n'y sont pas que musicales... Il y a aussi une salle d'archives, et les gens du Subbuglio prennent part à ce qui se passe politiquement à Alessandria ou plus loin. Anarchisme, antimilitarisme, nucléaire, etc. Pour terminer la visite, il y a la salle de répétitions... qui sert aux groupes du coin, et en particulier à **PEGGIO PUNK** qui était le groupe «phare» d'Alessandria, jouant un rôle important sur la scène anarcho-punk italienne. Ils se sont séparés en 1986 pour des problèmes de boulot qu'avaient certains d'entre eux et qui les empêchaient de faire le groupe comme ils l'auraient désiré (mais le guitariste et le bassiste ont refait un autre groupe).

Pour conclure, l'accueil qui y est fait est très chaleureux, et l'échange d'opinions et d'informations est rapide et inévitable... Tant mieux !

TAPAGINO !

Pour tout contact : **KOLLEKTIVO AUTOGESTITO POLVERE**, VIA SCAZZOLA 29, 15100 ALESSANDRIA, ITALIE.  
P.S. : Ils éditent un fanzine, **POLVERE** (Poussière).

hahaha !!!

PEGGIO PUNK

KAP

♡

